



LOGISTEC

**2020 : UNE ANNÉE
SOUS LE SIGNE DE
LA RÉSILIENCE ET
DE LA CROISSANCE**

RAPPORT ANNUEL 2020

NOTRE OBJECTIF

La stratégie de LOGISTEC est guidée par notre mission et notre objectif : nous sommes fiers de bâtir et de partager notre expertise afin de contribuer au succès de nos clients et de nos collectivités. Nos gens sont déterminés à trouver des solutions pour soutenir des chaînes d'approvisionnement fiables ainsi que pour protéger notre environnement et nos ressources en eau.



03 Aperçu

03 Nos activités

04 Notre stratégie

05 Message de la chef de la direction

08 Piliers stratégiques

08 Croissance stable à long terme

09 Approche fondée sur notre objectif

11 Innover pour les prochaines générations

13 Faits saillants financiers

15 Rapport de gestion

60 États financiers consolidés

71 Notes annexes aux états financiers consolidés

APERÇU : NOS ACTIVITÉS

Depuis plus de 65 ans, LOGISTEC a développé ses activités pour contribuer au succès de ses clients, ses partenaires, ses actionnaires et employés. Nos deux secteurs d'activité, les services maritimes et les services environnementaux, sont tout autant diversifiés du point de vue des services offerts que de la répartition géographique, et élaborent des solutions à l'appui de chaînes d'approvisionnement fiables, de la protection de l'environnement et de nos ressources en eau.

79 TERMINAUX
dans **53** PORTS

2 715
PERSONNES

5 500
projets environnementaux
ACHEVÉS
À CE JOUR

Total des
PRODUITS
en 2020
604,7 M \$

ÉLIMINATION D'UNE
PERTE DE

55 M m³

d'eau potable grâce au
colmatage des fuites par
notre technologie installée
sur 2 100 km

2,6 G

gallons d'eau
décontaminés
depuis 35 ans

Plus de

50

années CONSÉCUTIVES de
rentabilité

BOURSE DE TORONTO : LGT.A ET LGT.B



NOTRE STRATÉGIE

Forte de sa feuille de route éprouvée en matière de croissance à long terme, LOGISTEC propulse l'innovation à l'avant-plan afin d'offrir à ses parties prenantes un monde durable pour les prochaines générations. Notre vision stratégique est claire : devenir le fournisseur de choix de solutions sûres, durables et créatives dans les secteurs des services maritimes et environnementaux.



CROISSANCE STABLE À LONG TERME

Nous dégageons une croissance stable et rentable axée sur les résultats à long terme.



APPROCHE FONDÉE SUR NOS OBJECTIFS

Nos décisions stratégiques sont arrimées à notre objectif, à nos valeurs et à notre engagement envers nos clients, nos collectivités et chacun de nos collègues.



INNOVER POUR LES PROCHAINES GÉNÉRATIONS

Nous élaborons des solutions créatives pour mieux définir l'avenir de nos clients et de nos collectivités.

MESSAGE DE LA CHEF DE LA DIRECTION

L'année 2020 s'est avérée comme nulle autre, marquée par des changements constants et des défis sans précédent. La pandémie a certes perturbé nos activités, mais elle a une fois de plus mis en lumière l'aspect suivant : au fil de nos plus de 65 ans d'existence, nous avons toujours su surmonter les obstacles et nous en ressortissons toujours plus forts, plus résilients et plus innovants.

Tout comme dans un contexte plus clément, notre objectif a orienté nos décisions en cette période difficile, ce qui nous a permis de demeurer axés sur nos priorités stratégiques, financières et de durabilité à long terme. À travers cette famille LOGISTEC a fait preuve de résilience et de détermination pour continuer à fournir certains de ses services les plus importants.

« **EN INVESTISSANT DANS
NOTRE AVENIR, NOS GENS ET
NOS COLLECTIVITÉS, NOUS
INVESTISSONS DANS NOTRE
RÉUSSITE. »**

RÉPONSE À LA COVID-19 PORTÉE PAR NOS ASPIRATIONS À LONG TERME

Notre capacité à nous adapter à l'évolution du contexte nous a permis de mener à bien notre stratégie et de faire progresser nos objectifs de durabilité à long terme.

Exercées dans le cadre des services essentiels, les activités de LOGISTEC dans les terminaux de son réseau nord-américain se sont poursuivies pour que nous puissions répondre promptement à la demande de produits des clients et



maintenir l'approvisionnement tout au long du confinement. Ainsi, nous avons instauré rapidement des protocoles sanitaires et de sécurité pour maintenir des conditions de travail sécuritaires pour nos gens et nos clients.

Dans la foulée des enjeux posés par la pandémie, nos services de manutention de marchandises ont fait bonne figure malgré des conditions fortement volatiles. Les mesures de confinement et la fermeture des frontières ont retardé ou interrompu l'approvisionnement en matières premières et ont restreint les activités de fabrication dans toutes les régions. En raison de la fermeture des entreprises, des conteneurs pleins sont restés immobilisés, créant une congestion monstre dans la fluidité des importations et des exportations. De surcroît, nous avons assisté à un changement de cap dans la demande des consommateurs qui se sont rapidement tournés vers les biens essentiels et les achats de marchandises en gros, ce qui a pesé encore plus lourdement sur la chaîne d'approvisionnement.

Je suis fière de notre équipe qui a su relever les défis malgré les perturbations et sans perdre de vue nos priorités stratégiques à long terme. Au plus fort de la pandémie, nous avons poursuivi notre plan d'expansion, fait l'acquisition de deux entreprises au cours de l'année et amorcé de nouvelles activités dans nos terminaux à Terre-Neuve, en Colombie-Britannique et en Louisiane. Bien que les marchandises manutentionnées dans ces nouveaux terminaux n'aient pas pu compenser la perte de volume attribuable à la pandémie de COVID-19, ces investissements constituent néanmoins un atout stratégique à long terme pour LOGISTEC.

Notre secteur des services environnementaux a plus fortement subi les contrecoups de la pandémie. La mise à l'arrêt de l'économie du Québec au printemps s'est traduite par une interruption de nos activités pendant environ dix semaines. Une fois le confinement levé, notre équipe de scientifiques, de chercheurs et d'experts sur le terrain a haussé sa productivité en abattant une somme de travail de neuf mois en à peine six mois. Nous sommes heureux de pouvoir affirmer que nous avons achevé les travaux sans assister à une éclosion de COVID-19.

En ce qui concerne nos attentes pour 2021, nous savons d'emblée que l'efficacité de l'opération de vaccination contre la COVID-19 déterminera la vitesse à laquelle les économies mondiales pourront rouvrir. Bien que la pleine incidence de la pandémie soit toujours méconnue, nous avons confiance en la résilience de notre modèle d'affaires et en l'expertise et le sens de l'engagement de nos gens. Cela dit, à mesure où évoluent les mesures relatives à la pandémie de COVID-19, nous continuons d'adopter des pratiques exemplaires axées sur la santé et la sécurité de nos employés et veillons à ce que les activités de nos services maritimes et environnementaux demeurent en phase avec notre plan.

Dans la foulée d'exemples de résilience à l'ère de la pandémie, le nôtre sort du lot étant donné que nous avons continué à avoir une incidence positive sur les collectivités. Au début de la pandémie, nos équipes de Montréal ont travaillé sans relâche pour innover et renouveler les infrastructures de conduites d'eau vieillissantes. Dans un contexte exigeant, nos équipes ont collaboré avec la municipalité et les résidents alors que des centaines d'ouvriers et d'ingénieurs se sont mis à pied d'œuvre pour réparer des kilomètres d'infrastructures de conduites d'eau dans cette région.

« CONTINUER À GÉNÉRER UNE CROISSANCE RENTABLE ET À CRÉER UNE VALEUR À LONG TERME DURABLE POUR NOS PARTIES PRENANTES DEMEURE UNE PRIORITÉ FONDAMENTALE POUR 2021 ET LES ANNÉES À VENIR. »

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section Mesures non conformes aux IFRS à la page 49.

CRÉATION DE VALEUR EN 2020 ET POUR LES ANNÉES À VENIR

La résilience opérationnelle de LOGISTEC a permis de dégager d'excellents résultats, dont un BAIIA ajusté ⁽¹⁾ record qui s'est élevé à 101 millions \$, au cours d'une année marquée par une incertitude sans précédent. Nos résultats robustes de 2020 sont attribuables à nos secteurs de services maritimes et environnementaux qui ont tablé sur de nouvelles solutions créatives pour conquérir des marchés dans d'autres régions et attirer de nouveaux clients.

À plus long terme, nous envisageons que le volume des marchandises manutentionnées renouera avec son niveau d'avant la pandémie, le transit des marchandises devant reprendre de la vigueur. Notre secteur des services environnementaux possède un carnet de commandes bien garni pour 2021, surtout attribuable aux filiales FER-PAL Construction Ltd. (« FER-PAL ») et SANEXEN services environnementaux inc. (« SANEXEN ») et à nos plans visant à élargir notre gamme de produits ALTRA Solutions éprouvées (« ALTRA ») aux États-Unis. Puisque nous continuons d'investir dans nos technologies et de propulser l'innovation, nous prévoyons que nos services environnementaux afficheront une forte croissance, compte tenu de notre offre de services bonifiée, dont la restauration d'autres sites importants partout au Canada et l'accent mis sur le potentiel du marché fortement émergent des solutions technologiques SPFA (élimination des substances chimiques dans l'eau).

INVESTIR DANS LA CROISSANCE MALGRÉ L'INCERTITUDE

Notre stratégie consiste à tabler sur nos actifs de haute qualité, notre forte présence à l'échelle géographique et une culture d'innovation pour générer la croissance future. À l'aide de l'expertise acquise au fil de notre parcours de 65 ans, nous continuons de surpasser les attentes de nos clients, en jouant un rôle décisif à l'appui de la fiabilité de leur chaîne d'approvisionnement, en améliorant sans cesse notre excellence opérationnelle et en favorisant une culture d'innovation et un rendement propice à une croissance vigoureuse.

En 2020, nous avons poursuivi nos investissements dans les technologies innovantes, mettant ainsi en œuvre des solutions nouvelles ou bonifiées dans le cadre des services environnementaux les plus en demande dans notre secteur. Parmi celles-ci : les gaines ALTRA-10X à l'épreuve des conditions climatiques extrêmes (catastrophes naturelles),



En juin, nous avons annoncé l'acquisition de Coastal Cargo Texas Inc. par Gulf Stream Marine Inc. (« GSM »), filiale menant des activités de manutention de marchandises et de terminaux à Houston, au Texas. L'acquisition comprend le terminal Care au port de Houston et le terminal Gulf Coast Storage Inc. au port de Pascagoula, au Mississippi, ce qui permet d'élargir davantage notre présence et de positionner GSM comme l'opérateur de terminaux de prédilection dans trois états de la côte américaine du golfe du Mexique. Dans l'ensemble, les activités sont exercées dans des terminaux situés stratégiquement et s'inscrivent de façon complémentaire et propice à l'expansion de notre réseau toujours grandissant aux États-Unis.

le projet d'ALTRA Solutions de traitement d'élimination du plomb à Montréal-Est et à Laval, au Québec, la démonstration de la technologie ALTRA Solutions SPFA et de celle de ALTRA 3D, solution de dénoyage des sites miniers. Nous avons aussi mis au point une technologie de recyclage des débris de construction et de démolition en collaborant étroitement avec nos partenaires pour concevoir une technologie de suivi en vue de l'élimination des matières réglementées. Enfin, nous avons lancé une solution clé en main pour gérer le cycle de vie, de la source à l'élimination finale, des déchets liés à l'équipement de protection individuel (« EPI ») en vue d'une élimination sécuritaire de l'EPI axée sur la valorisation. Ce processus permet de transformer les résidus en produits pour une plus grande optimisation de la valeur.

En ce qui a trait à notre secteur des services maritimes, nous déployons des efforts ciblés pour optimiser l'utilisation de nos installations au profit de nos clients, tout en continuant d'élargir et de consolider notre réseau. En outre, nous prévoyons investir dans divers programmes d'amélioration continue que nous mettrons en œuvre et monétiser les synergies à l'échelle de notre réseau, de manière à accroître la productivité et à améliorer les marges.

Pour clore ce retour sur la dernière année, je suis reconnaissante envers nos gens talentueux et passionnés qui se sont mobilisés jour après jour, se dépassant constamment pour satisfaire aux besoins des clients. Nos clients, eux aussi, ont été indulgents alors que nous avons dû mettre au point des solutions pratiques et immédiates dans des conditions incertaines. Malgré la situation, nous sommes restés fidèles à nos valeurs et n'avons jamais perdu de vue notre objectif principal qui consiste à travailler sans relâche pour favoriser les activités durables et contribuer à créer un meilleur avenir pour la prochaine génération. Je tiens à remercier toutes nos parties prenantes pour leur engagement et j'ai déjà hâte de collaborer avec elles cette année et dans les années à venir.

(signé) Madeleine Paquin

Madeleine Paquin, C.M.

Présidente et chef de la direction
LOGISTEC Corporation



CROISSANCE À LONG TERME STABLE

Depuis plus de 65 ans, LOGISTEC présente une croissance et une rentabilité soutenues qui reposent en partie sur ses décisions financières et mesures stratégiques prudentes, notamment en ce qui concerne l'intensification de sa présence géographique et le lancement de solutions novatrices pour joindre une clientèle diversifiée et solide.

Bien que nous n'aurions jamais pu prédire l'incidence considérable de la pandémie mondiale, les décisions axées sur nos valeurs que nous avons prises jusque-là ont jeté les bases d'une approche résiliente et novatrice pour maintenir la croissance à long terme. Tant nos services maritimes que nos services environnementaux ont su tirer leur épingle du jeu en 2020 et devraient poursuivre sur cette lancée en 2021, nourris par nos initiatives de développement interne et la réalisation d'acquisitions stratégiques.

- Au cours de la dernière année, nous avons protégé notre bilan, ce qui s'est traduit par des flux de trésorerie robustes à l'appui de nos plans de croissance continue pour 2021.
- Nous nous attendons à ce que la croissance de LOGISTEC se poursuive au chapitre de ses services maritimes et environnementaux, comme nous prévoyons un niveau des produits comparable à celui de 2019 conjugué à la réalisation des avantages découlant des acquisitions effectuées en 2020.
- LOGISTEC est bien positionnée pour surpasser ses résultats de 2020, car, d'entrée de jeu en 2021, son secteur des services environnementaux possède un carnet de commandes bien garni d'une valeur de quelque 120 millions \$, soit 46 % du total des produits générés par ce secteur en 2020.
- En 2021, nos experts en technologie hydraulique procéderont au lancement élaboré avec le plus grand soin de nos nouveaux produits, dont ALTRA 3D et ALTRA Solutions de traitement SPFA, pour favoriser leur adoption commerciale au Canada et aux États-Unis.

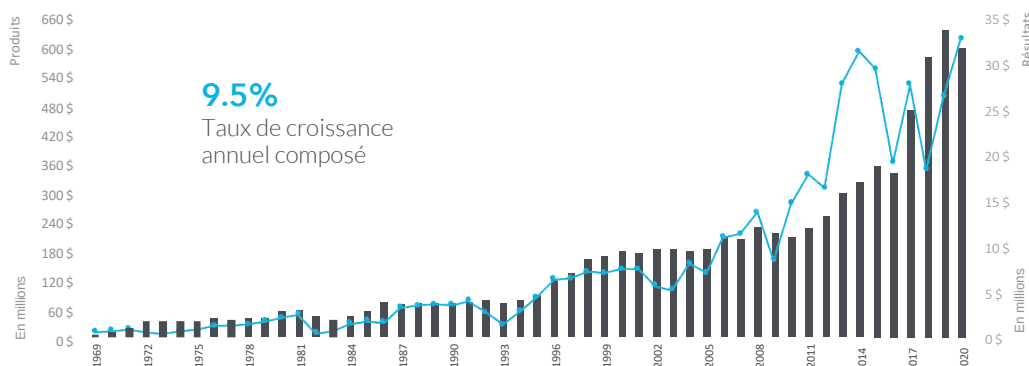


« LOGISTEC SE DISTINGUE PAR SA CAPACITÉ À INNOVER ET SA TECHNOLOGIE DANS UNE OPTIQUE DE CROISSANCE À LONG TERME ET DE DURABILITÉ. »

JEAN-CLAUDE DUGAS, CPA, CA
CHEF DE LA DIRECTION FINANCIÈRE

Résultats robustes chaque exercice depuis plus de 50 ans

- Produits
- Résultat attribuable aux propriétaires de la Société ⁽¹⁾



⁽¹⁾ Le taux de croissance annuel composé dans le graphique ci-haut est calculé depuis 1969.

APPROCHE FONDÉE SUR NOTRE OBJECTIF

Nos décisions et nos actions sont arrimées à notre objectif et nos valeurs partagées afin de créer très précisément de la valeur pour nos clients, nos collectivités, nos gens, nos actionnaires et l'ensemble de nos parties prenantes. L'offre d'une prestation de services responsable est la pierre d'assise sur laquelle LOGISTEC bâtit un avenir durable pour la prochaine génération. Cela repose sur la manutention sécuritaire des biens de nos clients, la protection de l'environnement et le renouvellement des infrastructures d'approvisionnement en eau, le fait d'attirer et de former les personnes les plus émérites, l'investissement dans nos collectivités et un leadership conforme aux normes de gouvernance les plus élevées.

En 2020, nous avons choisi attentivement les défis que nous souhaitons relever. Nous avons mis l'accent sur les enjeux croissants liés aux infrastructures d'approvisionnement en eau en adoptant des technologies en accord avec les objectifs de développement durable des Nations Unies, en réduisant les déchets liés à l'EPI jetable et en apportant une contribution significative à nos collectivités.

RÉPONDRE AUX ENJEUX CROISSANTS LIÉS AUX INFRASTRUCTURES D'EAU EN VUE D'UN AVENIR DURABLE

- ALTRA permet de renouveler et de protéger, de l'intérieur, les infrastructures hydrauliques vieillissantes en réduisant au minimum les perturbations pour les collectivités.

NOS RÉALISATIONS AU FIL DES ANS :

Économie de plus de
41,2 M
de litres de carburant

Préservation de
23 M
de tonnes de sols (pour
éviter l'enfouissement)

Évitement de
l'émission de plus de
447
kilotonnes d'émissions
de gaz à effet de serre

Évitement de
l'émission de plus de
1 250
tonnes de polluants
atmosphériques par rapport
à la méthode en tranchée
ouverte typique utilisée pour
remplacer les conduites d'eau



En novembre, la Solar Impulse Foundation a inclus ALTRA Solutions éprouvées au nombre des 1 000 solutions propres et efficaces qui changeront le monde. La Solar Impulse Foundation est la plateforme qui permet de faire rayonner à l'échelle mondiale la capacité de LOGISTEC à protéger l'environnement d'une façon rentable au moyen d'un processus potentiellement accéléré.



Sceau de
certification
Solar Impulse

PROTÉGER NOTRE ENVIRONNEMENT DES DÉCHETS LIÉS À L'EPI JETABLE

- BOX-19 est une solution clés en main conçue par notre équipe durant la pandémie pour supprimer les risques associés à l'élimination de l'EPI potentiellement contaminé par la COVID-19. En janvier 2021, le gouvernement du Québec a exigé que deux masques jetables soient fournis chaque jour à tous les élèves et les membres du personnel des écoles d'enseignement secondaire. Il a été estimé qu'environ 100 millions de masques usagés finiraient par s'accumuler d'ici la fin de l'année pour être probablement déversés dans un site d'enfouissement.
- L'équipe de BOX-19 a rapidement mobilisé des décideurs au sein des ministères de la Santé et de l'Éducation du Québec et leur a présenté la solution de LOGISTEC pour relever ce nouveau défi. D'emblée, le programme s'est taillé un succès, en permettant d'éviter l'enfouissement d'environ 750 000 masques par mois, et son utilisation se répand de mois en mois.



ARBRES CANADA

À l'appui de notre programme de plantation d'arbres en partenariat avec Arbres Canada, la famille LOGISTEC a permis de compenser l'empreinte carbone d'une flotte de 500 unités mobiles au cours de la dernière année. Nos efforts visant à promouvoir la durabilité environnementale se poursuivent par le verdissement des collectivités où nous exerçons nos activités à l'échelle de notre réseau.



« À L'ÈRE DU CHANGEMENT, NOUS SOMMES D'AVIS QUE NOS SOLUTIONS NOVATRICES REVÊTENT PLUS D'IMPORTANCE QUE JAMAIS, ET NOUS ASSUMONS ENTIÈREMENT CETTE RESPONSABILITÉ CRUCIALE. »

MARTIN BUREAU
VICE-PRÉSIDENT, INNOVATION
SANEXEN SERVICES
ENVIRONNEMENTAUX INC.

INNOVER POUR LES PROCHAINES GÉNÉRATIONS

Au cours de la pandémie, nous avons continué d'investir et d'innover en lançant de nouvelles solutions, tout en demeurant axés sur nos objectifs à long terme liés à l'environnement et à la durabilité. Notre approche pratique pour relever des enjeux complexes repose sur les investissements, la recherche et le développement, les essais, les projets pilotes et la remise en question du statu quo, et a contribué à résoudre des problèmes qui ont des répercussions sur nos parties prenantes actuellement et les prochaines générations.

INNOVER POUR RELEVER LES ENJEUX ACTUELS LIÉS À L'EAU, EN SE TOURNANT VERS L'AVENIR

Cette année, nous avons procédé au lancement officiel d'ALTRA, gamme de solutions novatrices en matière de technologie hydraulique. ALTRA propose une série de solutions complètes pour protéger et renouveler les infrastructures liées à l'eau, dont ALTRA Technologies d'eau potable (anciennement Aqua-Pipe) qui s'attaque aux problèmes liés aux infrastructures de conduites d'eau, ALTRA Solutions d'élimination du plomb (anciennement Neofit) qui protège la population en éliminant le plomb dans l'eau potable, et ALTRA Solutions de traitement SPFA qui élimine de l'eau potable les « produits chimiques éternels » potentiellement néfastes pour la santé. Cette gamme de solutions s'inscrit dans l'engagement de LOGISTEC visant à concevoir des solutions novatrices qui apportent des changements et des effets positifs et durables. ALTRA nous confère un avantage concurrentiel sur le marché et nous aspirons à accroître grandement sa présence en Amérique du Nord. Nous constatons l'intérêt suscité par ALTRA aux États-Unis à l'heure où les villes et les municipalités doivent plus que jamais lutter contre des perturbations climatiques. Nous continuerons à investir dans nos technologies et à attirer des ingénieurs et des scientifiques émérites pour renforcer notre compétitivité.

« **NOTRE OBJECTIF EST LA FORCE
MOTRICE DE NOTRE PASSION COMMUNE
QUI CONSISTE À CRÉER DES SOLUTIONS
POUR LES CLIENTS ET LES COLLECTIVITÉS
D'AUJOURD'HUI ET POUR LES
PROCHAINES GÉNÉRATIONS.** »

RODNEY CORRIGAN
PRÉSIDENT
LOGISTEC ARRIMAGE INC.



NOS SOLUTIONS INNOVANTES RECONNUES À L'ÉCHELLE MONDIALE

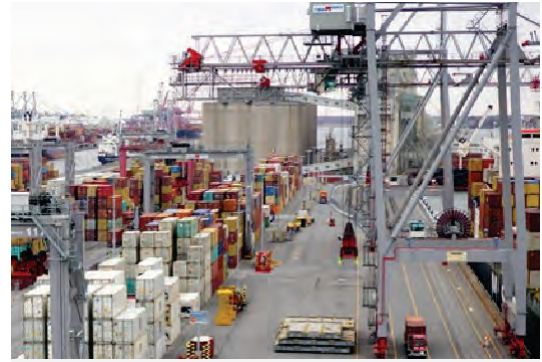
Notre équipe chargée des technologies de l'eau a été récompensée lors de la tenue du onzième Sommet canadien de l'eau annuel. Elle a raflé les honneurs en remportant le prix de la catégorie « Projets et technologie : eau potable » pour sa nouvelle génération de technologie de l'eau novatrice certifiée NSF 61 qui se distingue par sa résilience sismique. Les prix Water's Next Awards de 2020 sont attribués aux personnes, aux projets et aux technologies qui ont apporté une contribution significative à l'industrie de l'eau au Canada.



Lauréate du prix
Water's Next
Awards de 2020

LE RECYCLAGE DES RÉSIDUS GRÂCE À UNE TECHNOLOGIE UNIQUE

Nous avons uni nos forces à celles de RECYC-QUÉBEC dans le cadre d'un projet de recyclage et de revalorisation des résidus de gypse et des résidus fins provenant du secteur CRD (construction, rénovation et démolition). Il s'agit d'une toute première solution créative et viable sur le plan technologique et économique qui fera en sorte que moins de 10% des résidus fins CRD se retrouvent dans un site d'enfouissement sur une période d'un an. Il s'agit aussi du premier projet de traçabilité de matières résiduelles au Québec, de la source même de production (les centres de tri CRD) à un centre de revalorisation dédié au traitement des matières. La fonctionnalité de traçabilité s'inscrit dans notre volonté d'assurer une gestion transparente et écoresponsable de ces matières résiduelles.



COLLABORER POUR INNOVER : L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AU SERVICE DE L'EPI

Lorsque la pandémie de COVID-19 s'est abruptement transformée en crise mondiale, la demande d'EPI à usage unique s'est subitement intensifiée, exerçant une pression sur la chaîne d'approvisionnement. Le port de Montréal a dû rationaliser et accélérer son processus sur-le-champ. Nos collègues de TERMONT Montréal inc. (coentreprise de LOGISTEC) ont fait équipe avec le Port de Montréal, CargoM, Société Terminaux Montréal Gateway, ScaleAI et Ivado Labs pour tabler sur l'intelligence artificielle (« IA ») en vue de créer la solution novatrice baptisée CargO2ai. À mesure que les conteneurs arrivent au port, l'algorithme d'IA recense immédiatement les produits dont la demande est plus pressante et leur destination pour identifier les conteneurs qui doivent être transportés en priorité et actualiser systématiquement le niveau du stock à sa destination. Cette solution innovante peut être utilisée et mise en œuvre dans tout autre port ou toute autre chaîne d'approvisionnement à travers le monde et son utilité dépasse de loin le cadre de la pandémie de COVID-19.

FAITS SAILLANTS de 2020

Pour l'exercice clos le 31 décembre
(en \$, sauf indication contraire)

604,7 M

PRODUITS

100,7 M

BAIIA AJUSTÉ ⁽¹⁾

32,6 M

RÉSULTAT ATTRIBUABLE
AUX PROPRIÉTAIRES DE LA
SOCIÉTÉ

24,5 %

AUGMENTATION DU RÉSULTAT ATTRIBUABLE
AUX PROPRIÉTAIRES DE
LA SOCIÉTÉ
EN REGARD DE 2019

2,49

RÉSULTAT PAR ACTION ⁽²⁾

14,12

RAPPORT COURS/BÉNÉFICE ⁽³⁾

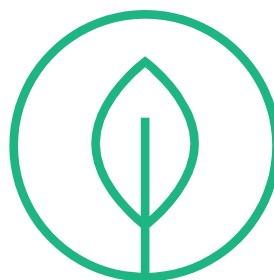
⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section Mesures non conformes à la page 49.

⁽²⁾ Attribuable aux propriétaires de la Société.

⁽³⁾ Le ratio cours/bénéfice est calculé en fonction des actions subalternes à droit de vote de catégorie B.



SECTEUR DES SERVICES MARITIMES



SECTEUR DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

344,6 M

PRODUITS

260,1 M

PRODUITS

27,2 M

RÉSULTAT AVANT IMPÔT

16,2 M

RÉSULTAT AVANT IMPÔT

523,8 M

TOTAL DE L'ACTIF

273,6 M

TOTAL DE L'ACTIF

RAPPORT DE GESTION



TABLE DES MATIÈRES

17	Énoncés prospectifs	46	Participations dans des coentreprises
18	Introduction	47	Avantages postérieurs à l'emploi
19	Nos activités	48	Autres postes des états consolidés de la situation financière
22	Services maritimes	49	Mesures non conformes aux IFRS
24	Services environnementaux	50	Adoption de l'IFRS 16 Gestion du risque financier
26	Engagement envers nos priorités ESG	54	Risques d'affaires
30	Perspectives	55	Transactions entre parties liées Principaux jugements, estimations et hypothèses
32	Notre réponse à la COVID-19 Regroupements d'entreprises	56	Évaluation de la performance Contrôle interne à l'égard de l'information financière
33	Données financières annuelles choisies		
35	Données trimestrielles choisies Caractère saisonnier des activités		
36	Revue financière consolidée		
39	Résultats sectoriels		
41	Dividendes Situation de trésorerie et sources de financement		

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Ce rapport de gestion ainsi que le rapport annuel, les états financiers consolidés annuels audités, la notice annuelle, la circulaire d'information de même que la divulgation et l'analyse de la rémunération sont tous déposés sur le site Internet de SEDAR (www.sedar.com) et certains de ces documents peuvent également être consultés sur le site Internet de LOGISTEC (www.logistec.com), dans la section investisseurs.

Les rapports financiers intermédiaires et les communiqués de presse financiers peuvent aussi être consultés sur le site Internet de SEDAR et sur le site Internet de LOGISTEC.

En vue d'informer les actionnaires et les investisseurs potentiels sur les perspectives de la Société, les rubriques du présent document peuvent contenir des énoncés prospectifs, au sens des lois sur les valeurs mobilières, au sujet des activités de la Société, ses performances, sa situation financière et en particulier l'espérance de succès des efforts de la Société dans le développement et la croissance de ses activités. Ces énoncés prospectifs expriment, en date du présent document, les estimations, prévisions, projections, attentes ou opinions de la Société à l'égard d'événements ou résultats futurs. Bien que la Société estime que les attentes suscitées par ces énoncés prospectifs sont basées sur des fondements et des hypothèses valables et raisonnables, ces énoncés prospectifs sont intrinsèquement sujets à des incertitudes et contingences importantes, dont plusieurs sont au-delà du contrôle de la Société, de sorte que le rendement de la Société pourrait différer sensiblement du rendement prévisionnel exprimé ou présenté dans de tels énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes importants qui pourraient faire différer de façon significative les résultats réels et les événements futurs des attentes actuelles exprimées sont examinés sous la rubrique risques d'affaires du présent document et incluent, sans s'y restreindre, les performances des économies locales et internationales et leur effet sur les volumes de livraison, les conditions climatiques, les relations avec la main-d'œuvre, le niveau des prix et les activités de marketing des concurrents. Les lecteurs du présent document sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs. La Société ne s'engage nullement à mettre à jour ni à réviser ces énoncés prospectifs, à moins que la loi ne l'exige.

INTRODUCTION

Ce rapport de gestion traite des activités, des résultats et de la situation financière de LOGISTEC Corporation pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019. Toutes les données financières contenues dans ce rapport de gestion et dans les états financiers consolidés audités ci-joints (les « états financiers ») ont été dressées conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »).

Dans le cadre du présent document, sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens. Ce rapport de gestion devrait être lu conjointement avec les états financiers de LOGISTEC et les notes annexes (« notes 2020 »).

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)	2020 ⁽⁵⁾	2019 ⁽⁵⁾	2018	2017	2016	Variation 20-19 %	Variation 20-16 %
Résultats financiers							
Produits	604 701	639 942	584 878	475 743	343 326	(5,5)	76,1
BAlIA ajusté ^{(1) (6)}	100 658	89 611	64 177	74 741	42 034	12,3	139,5
Résultat de l'exercice ⁽²⁾	32 614	26 194	18 060	27 426	18 858	24,5	72,9
Situation financière							
Total de l'actif	797 381	734 738	637 103	513 539	355 860	8,5	124,1
Fonds de roulement	91 604	97 996	82 099	70 196	75 745	(6,5)	20,9
Dette à long terme (incluant la tranche courante)	167 680	177 900	163 297	83 404	60 325	(5,7)	178,0
Capitaux propres ⁽²⁾	300 782	280 371	262 198	228 574	201 383	7,3	49,4
Données par actions⁽³⁾							
Résultat de l'exercice ⁽²⁾ (\$)	2,49	2,00	1,38	2,11	1,48		
Capitaux propres ⁽²⁾ (\$)	23,00	21,40	19,96	17,56	15,77		
Actions en circulation, sur une base diluée (moyenne pondérée en milliers)	13 076	13 103	13 135	13 016	12 768		
Cours aux 31 décembre							
Actions ordinaires de catégorie A (\$)	37,00	39,60	40,86	44,04	38,00		
Actions subalternes à droit de vote de catégorie B (\$)	35,16	40,00	43,27	44,75	35,10		
Dividendes déclarés par action							
Actions ordinaires de catégorie A (\$)	0,3740	0,3685	0,3465	0,3150	0,3000		
Actions subalternes à droit de vote de catégorie B (\$)	0,4114	0,4054	0,3812	0,3465	0,3300		
Ratios financiers							
Rendement sur l'avoir moyen des actionnaires ⁽²⁾	11,22 %	9,66 %	7,36 %	12,76 %	9,65 %		
Résultat de l'exercice ⁽²⁾ / produits	5,39 %	4,09 %	3,09 %	5,76 %	5,49 %		
Ratio dette nette/capitalisation ⁽⁴⁾	29 %	36 %	38 %	28 %	18 %		
Rapport cours/bénéfice (actions subalternes à droit de vote de catégorie B)	14,12	20,00	31,36	21,24	23,76		

⁽¹⁾ Le BAlIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section Mesures non conformes aux IFRS à la page 49.

⁽²⁾ Attribuable aux propriétaires de la Société.

⁽³⁾ Pour le résultat par action par catégorie d'action, veuillez vous reporter au tableau Données trimestrielles choisies à la page 35.

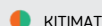
⁽⁴⁾ La dette nette et la capitalisation constituent des mesures non conformes aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section Situation de trésorerie et sources de financement à la page 42.

⁽⁵⁾ Les données de 2020 et de 2019 font état de l'adoption de l'IFRS 16 Contrats de location (« IFRS 16 ») pour lesquelles les données comparatives n'ont pas été retraitées. Pour plus de précisions, veuillez vous reporter à la section Adoption de l'IFRS 16 à la page 50.

⁽⁶⁾ L'adoption de l'IFRS 16 a eu un impact favorable de 19,3 millions \$ sur le BAlIA ajusté de 2020 (13,7 millions \$ en 2019).

NOS ACTIVITÉS

La Société est constituée au Québec et ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles LGT.A et LGT.B. L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc. Les activités de LOGISTEC Corporation, ses filiales et ses coentreprises (collectivement, « LOGISTEC », la « Société », « nous », « notre » ou « nos ») se divisent en deux secteurs : les services maritimes et les services environnementaux.

 KITIMAT

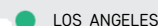
NOTRE MISSION ET NOTRE OBJECTIF

La stratégie de LOGISTEC en vue de 2023 est guidée par sa mission et son objectif : nous sommes fiers de bâtir et de partager notre expertise afin de contribuer au succès de nos clients et de nos collectivités. Nos gens sont déterminés à trouver des solutions pour soutenir les chaînes d'approvisionnement fiables ainsi que pour protéger notre environnement et nos ressources en eau.

PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

LOGISTEC est un fournisseur nord-américain de choix pour les solutions sécuritaires, durables et créatives dans les secteurs maritimes et environnementaux. La stratégie à long terme de la Société s'appuie sur une feuille de route éprouvée qui présente une croissance rentable et soutenue, propulsée par sa capacité à innover et la résilience de ses deux secteurs d'activité distincts.

Le succès de notre stratégie repose entre les mains des gens de LOGISTEC qui sont axés sur la prestation des services de la Société, que ce soit à partir de ses installations de manutention de marchandises ou des sites de ses projets. La réussite de LOGISTEC est un témoignage des compétences et du dévouement de ses plus de 2 700 personnes, syndiqués ou non syndiqués, partout en Amérique du Nord, de l'Arctique à Brownsville, au Texas. LOGISTEC est réputée pour les résultats avantageux pour les deux parties qui découlent de ses négociations avec les syndicats. La Société est partie prenante à 35 conventions collectives en vigueur. Nous avons signé six conventions collectives en 2020, alors que six étaient toujours en négociation à la fin de 2020 et que huit autres viendront à échéance en 2021.

 LOS ANGELES



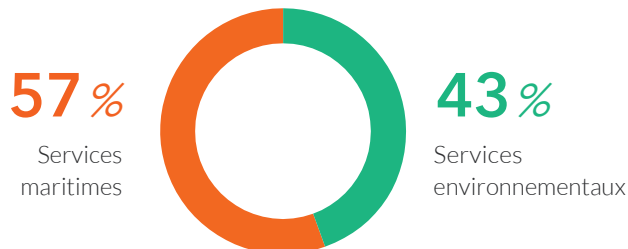
STRATÉGIE

Forte de son historique de rendement à long terme, LOGISTEC est mue par son désir d'innover afin de créer un monde durable pour ses parties prenantes et pour les prochaines générations. Sa vision stratégique est claire : devenir le fournisseur de prédilection pour des solutions sécuritaires, durables et créatives dans les secteurs maritimes et environnementaux.

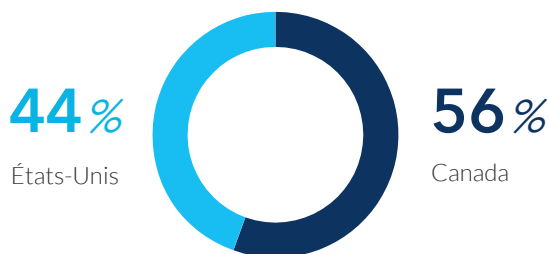
Depuis qu'elle s'est constituée en société ouverte en 1969, LOGISTEC a affiché au fil des ans une rentabilité accrue au profit de toutes ses parties prenantes. La Société maintient une discipline financière exemplaire, un bilan et des réalisations robustes à l'appui d'une stabilité financière à long terme et d'une croissance soutenue.

LOGISTEC table sur la diversité de sa présence géographique, investit dans des solutions novatrices et prend des décisions arrimées aux valeurs de la Société afin de dégager des résultats durables et uniques. Sur le plan du développement stratégique fondé sur les acquisitions, LOGISTEC saisit des occasions qui contribuent à optimiser la valeur pour les actionnaires, en procédant, pour ce faire, à une évaluation rigoureuse fondée sur des critères financiers et stratégiques bien définis. Cette évaluation vise à établir si l'investissement contribuera à créer de la valeur, s'il générera un rendement satisfaisant fondé sur des flux de trésorerie futurs durables et s'il n'entraînera pas une incidence sur la situation financière (lorsqu'un financement est requis) qui pourrait compromettre la capacité à afficher un niveau de dette ainsi qu'un ratio d'endettement acceptables.

PRODUITS DIVERSIFIÉS



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DIVERSIFIÉE





SERVICES MARITIMES

Menant ses activités dans 53 ports et 79 terminaux en Amérique du Nord, le secteur des services maritimes de LOGISTEC offre des services de manutention de marchandises et d'autres services spécialisés à une vaste clientèle maritime et industrielle. Ce secteur s'applique à générer une croissance axée sur l'innovation et table sur la croissance interne et externe pour rehausser son excellence opérationnelle et étendre son réseau d'installations portuaires. LOGISTEC veille à l'optimisation de ses infrastructures en louant les terminaux et les entrepôts où elle exerce ses activités. La plupart des installations font l'objet d'une location à long terme, ce qui permet à LOGISTEC d'investir dans les infrastructures et dans l'équipement et la technologie liés à la manutention de marchandises appropriés. Le loyer peut consister en un montant mensuel fixe, un en-lieu de loyer variant selon les tonnages manutentionnés ou une combinaison des deux.

L'avantage concurrentiel du secteur des services maritimes s'articule autour de trois grands axes :

- Installations situées stratégiquement à proximité des infrastructures routières et ferroviaires afin d'offrir des capacités spécialisées de manutention de marchandises, des services rapides et efficaces, dont un transport sans heurts aux destinations finales, ainsi qu'une rotation rapide des marchandises et des navires.
- Des relations solides et durables avec des parties prenantes et des partenaires d'affaires à l'appui de prises de décision efficaces, gagnantes et avantageuses pour tous.
- Les catégories de marchandises variées, les secteurs diversifiés auxquels nous offrons nos services et le total de nos produits réduisent la sensibilité de LOGISTEC aux fluctuations économiques à court et à long terme.

MANUTENTION DE MARCHANDISES

LOGISTEC figure parmi les principaux fournisseurs de services de manutention de marchandises au Canada et est un joueur d'importance grandissante aux États-

Produits de

344,6 M \$

en 2020

Taux de croissance annuel des produits sur les 10 dernière années

6,2 %

Unis. Les marchandises que nous manutentionnons sont généralement des produits essentiels : produits forestiers, métaux, vrac solide, fruits, céréales et marchandises ensachées, conteneurs, marchandises générales et liées à un projet.

L'étendue du réseau de terminaux portuaires permet la spécialisation des installations de la Société. Ce faisant, nous pouvons offrir des services de manutention adaptés aux besoins spécifiques de nos clients. Ainsi, nous améliorons la qualité des services, favorisons l'efficacité des activités, réduisons les risques d'endommager la marchandise et contribuons à un meilleur contrôle des coûts. Dans le but d'offrir un service exemplaire aux clients, les opérateurs des terminaux de LOGISTEC tablent sur la technologie pour assurer la surveillance de notre vaste parc d'équipements et fournir aux clients des renseignements en temps réel et des suivis actualisés. De surcroît, les leaders sur le terrain de LOGISTEC sont reconnus pour leur capacité à développer des solutions uniques en matière de manutention de marchandises, conçues en fonction des enjeux propres aux différentes chaînes d'approvisionnement.

TRANSPORT MARITIME ET AGENCES MARITIMES

Les autres services maritimes englobent le transport maritime et les agences maritimes, lesquelles permettent à la Société de saisir constamment de nouvelles occasions susceptibles de générer une valeur pour ses clients et d'accroître la valeur à long terme pour ses actionnaires.

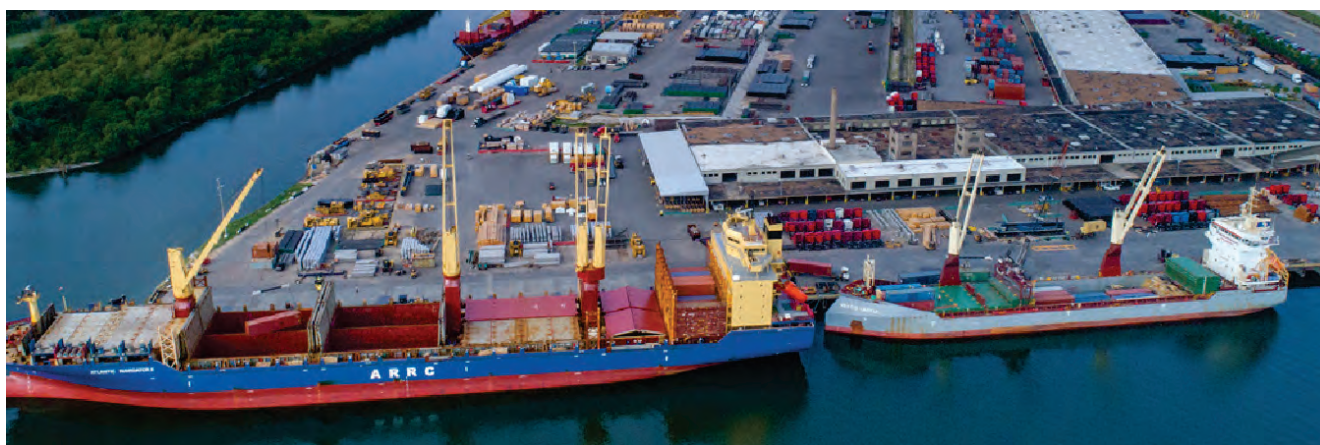
La Société assure le transport maritime de marchandises vers les collectivités de l'Arctique canadien par l'intermédiaire de sa coentreprise détenue à 50 %, Transport Nanuk inc. (« Nanuk »). Ainsi, nous servons plus de 40 collectivités au Nunavut et au Nunavik. LOGISTEC cherche aussi à

augmenter sa part de marché dans l'Arctique canadien aux fins de réapprovisionnement, à cerner de nouvelles possibilités dans le secteur minier et à trouver des débouchés pour le transport maritime à courte distance dans les régions de l'est du Canada autres que l'Arctique, tout en continuant de surveiller et d'améliorer l'efficacité opérationnelle de sa flotte.

PRIORITÉS

Les priorités à court terme du secteur des services maritimes sont axées sur l'intensification de la croissance et l'intégration de l'excellence opérationnelle dans l'ensemble des activités. Ce secteur met constamment en place des programmes d'amélioration continue à l'échelle de son réseau pour accroître la productivité et élargir ses marges, pour investir dans les compétences et la formation de sa main-d'œuvre qualifiée et adaptable et pour exploiter la technologie afin de réduire les coûts d'exploitation et de créer des services à valeur ajoutée. Il se consacre aussi résolument aux initiatives de gestion des parties prenantes pour conclure des contrats de location concurrentiels avec des administrations portuaires et des contrats de travail avec les syndicats.

À plus long terme, le secteur des services maritimes est tourné vers l'expansion géographique, l'accroissement soutenu de la clientèle et la progression de sa part de marché. La Société prévoit élargir ses activités de manutention de marchandises actuelles en poursuivant ses investissements, en faisant des acquisitions stratégiques et en établissant des partenariats stratégiques avec des ports et des terminaux, tout en concevant des solutions faites sur mesure pour de nouveaux clients dans une optique stratégique.





SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

La Société, par l'intermédiaire de ses filiales SANEXEN Services Environnementaux inc. (« SANEXEN »), FER-PAL Construction Ltd. (« FER-PAL ») et NIEDNER Inc. (« NIEDNER »), ainsi que de sa marque ALTRA Solutions éprouvées (« ALTRA ») offre des solutions créatives et personnalisées à une clientèle industrielle et municipale, ainsi qu'à d'autres entités gouvernementales et à ses partenaires. Les filiales sont complémentaires et travaillent conjointement pour appuyer différentes sphères d'activité, de la recherche et développement à la mise en œuvre et à l'installation.

Les ingénieurs en environnement et les scientifiques de la Société, de concert avec les équipes internes de recherche et développement, conçoivent des technologies hydrauliques uniques et offrent des services environnementaux, dont le renouvellement des conduites d'eau souterraines, la restauration de sites, la gestion de sols contaminés et de matières résiduelles, l'analyse de risques et la fabrication de boyaux tissés.

ALTRA propose une série de solutions complètes pour protéger et renouveler les infrastructures liées à l'eau, dont ALTRA Technologies d'eau potable qui s'attaque aux problèmes liés aux principales infrastructures de conduites d'eau, ALTRA Solutions d'élimination du plomb qui protège la population en éliminant le plomb dans l'eau potable, et ALTRA Solutions FSAS qui élimine de l'eau potable les « produits chimiques éternels » potentiellement néfastes pour la santé, pour offrir des solutions de gestion réellement flexibles, simples et éprouvées à l'appui de résultats durables à long terme.

La technologie de nouvelle génération d'ALTRA protège les infrastructures d'approvisionnement d'eau vieillissante de l'intérieur, en réduisant au minimum les répercussions sur les collectivités. FER-PAL est un installateur sur le terrain autorisé de la technologie ALTRA.

Produits de

260,1 M \$

en 2020

Taux de croissance annuel des produits sur les 10 dernière années

13,6 %



Sceau de certification Solar Impulse

De plus, par l'entremise de NIEDNER, la Société fabrique la gaine structurale utilisée dans le processus de renouvellement des infrastructures d'eau potable.

Le secteur des services environnementaux offre également des solutions clés en main pour l'évaluation des propriétés (phases I et II) et la restauration de sols contaminés, d'eau souterraine, de bâtiments, de lagunes et de réservoirs souterrains, dont la caractérisation et la décontamination des sites et l'évaluation des risques, ainsi que la gestion des sols et des matières résiduelles. Les activités de ce secteur ont permis de mener à bien des centaines de projets touchant un large éventail de situations de décontamination et de procéder à l'analyse et à l'évaluation des risques de contamination pour les humains et pour l'environnement.

L'avantage concurrentiel des services environnementaux s'articule autour de trois grands axes :

- Des solutions distinctives qui reposent sur l'investissement dans l'innovation et la capacité à faire preuve d'agilité et de résilience. Le secteur des services environnementaux s'appuie sur une approche pratique pour s'attaquer aux enjeux environnementaux complexes actuels et anticipés.
- Le secteur conçoit, fabrique et installe son produit, ce qui permet à la Société de mieux en comprendre tous les aspects, et l'installation des solutions favorise l'amélioration continue.
- Le secteur s'est positionné comme un chef de file dans les marchés traditionnels et présente des possibilités

importantes sur le plan de l'expansion géographique ainsi que sur celui de la commercialisation de technologies de l'eau inégales sur les marchés d'Amérique du Nord.

PRIORITÉS

Les services environnementaux se penchent à court terme sur les investissements soutenus, la recherche et développement, les projets pilotes, les essais et la création de solutions personnalisées pouvant répondre à la demande grandissante et stimuler la croissance dans son ensemble. De surcroît, le sentiment d'urgence ne fait que grimper à l'heure où les entreprises et les gouvernements se rendent compte de la nécessité de s'occuper des collectivités qui font face à un nombre croissant d'enjeux environnementaux cruciaux. Par conséquent, les solutions éprouvées sur le terrain de LOGISTEC visant à résoudre les problèmes liés à l'eau devraient faire l'objet d'une demande accrue.

À plus long terme, la Société aspire à ce que son secteur soit reconnu comme un chef de file de l'industrie en matière de durabilité partout en Amérique du Nord. La Société poursuivra son essor en s'appuyant sur l'expansion géographique de ses services environnementaux et sur la commercialisation de ses technologies de l'eau inégales sur les marchés d'Amérique du Nord. La stratégie d'expansion du secteur demeurera aussi fortement axée sur les activités traditionnelles (gestion de sols contaminés et des matières résiduelles, restauration de sites et analyse de risques).





ENGAGEMENT ENVERS NOS PRIORITÉS ESG

Fournir ses services de manière responsable fait partie intégrante de la démarche de la famille LOGISTEC afin de bâtir un avenir durable. Cela consiste à manutentionner les marchandises de nos clients de façon sécuritaire, à protéger notre environnement et renouveler nos infrastructures hydrauliques, à attirer et à former les meilleurs et les plus intelligents talents, à investir dans nos collectivités et à diriger en respectant les meilleures pratiques en matière de régie d'entreprise.

Ancrée sur ses trois priorités environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (« ESG »), LOGISTEC s'emploie à trouver des solutions à l'appui de chaînes d'approvisionnement durables et à protéger l'environnement et les ressources en eau, et, ce faisant, elle contribue à l'atteinte de 12 des 17 objectifs de développement durable des Nations Unies.



**PROTÉGER ET
RENOUVELER NOTRE
ENVIRONNEMENT**



**ÊTRE
SOCIALEMENT
RESPONSABLE**



**DIRIGER PAR
LE BIAIS D'UNE
SAINE RÉGIE
D'ENTREPRISE**

PROTÉGER ET RENOUVELER NOTRE ENVIRONNEMENT

LOGISTEC a recours à une approche proactive et volontaire pour améliorer son incidence sur l'environnement. La Société est membre à titre de participant



Objectif 3: Bonne santé et bien-être

Répondre aux enjeux liés au plomb dans l'eau potable et aux contaminants émergents



Objectif 4: Éducation de qualité

Participer à des programmes qui aident les jeunes à acquérir les connaissances et les aptitudes requises pour promouvoir le développement durable



Objectif 5: Égalité entre les sexes

Favoriser l'égalité entre les sexes sur le plan des ressources économiques et naturelles

Certifié de l'Alliance verte depuis 2009, initiative conjointe Canada-États-Unis lancée dans le but d'implanter un programme environnemental pour l'industrie maritime d'un bout à l'autre du continent nord-américain. Les entreprises participant à ce programme volontaire évaluent chaque année leur performance selon une échelle allant du respect de la réglementation à l'excellence de leurs pratiques, à l'égard de douze enjeux environnementaux. Le programme est révisé et ajusté chaque année pour tenir compte des nouvelles réglementations et refléter les innovations technologiques.

Jusqu'ici, les initiatives ont matière d'environnement de LOGISTEC ont été déployées stratégiquement pour faire une différence pour ses actionnaires et l'ensemble de ses parties prenantes :

- Nous avons traité plus de 10 milliards de litres d'eau contaminée et plus de 15 millions de tonnes de sols impactés au fil des 35 dernières années.
- Notre technologie hydraulique a permis d'éliminer 55 millions m³ de pertes d'eau liées aux fuites, 950 tonnes de polluants atmosphériques, 443 kilotonnes de gaz à effet de serre et de libérer les routes d'un million de camions.
- Notre coentreprise TERMONT Montréal Inc. (« TERMONT ») a été reconnue en septembre 2019 comme le premier opérateur portuaire du monde à utiliser une flotte de véhicules entièrement hybrides.
- Nous avons réalisé 5 500 projets de restauration de sites contaminés.
- Nous avons planté 2 500 arbres en partenariat avec Arbres Canada dans un souci de réduire l'empreinte carbone de LOGISTEC.

La Solar Impulse Foundation a désigné ALTRA comme l'une des 1 000 solutions propres et efficaces qui changeront le monde.

ÊTRE SOCIALEMENT RESPONSABLE

À l'aide de ses priorités en matière de responsabilité sociale, LOGISTEC s'emploie à améliorer la qualité de vie des gens, dont celle de ses employés et des nombreuses collectivités où elle exerce ses activités.

LOGISTEC souscrit fermement à l'importance de promouvoir des relations solides avec sa main-d'œuvre et d'appuyer les droits collectifs des travailleurs à titre de partie prenante dans 35 conventions collectives en vigueur pour assurer la sécurité de ses gens et être à leur écoute. La priorité de LOGISTEC consiste à veiller à la protection de ses gens et à leur assurer des conditions de travail appropriées, favorisant une culture à l'appui de leur santé et sécurité. L'engagement de LOGISTEC en matière de santé et de sécurité au travail s'intègre aux valeurs et à la culture de la Société, ce qui s'est traduit par une nette amélioration du taux de fréquence au cours des 12 derniers mois. La Société a mis au point et utilise un système de gestion de la sécurité (« SGS ») qui a recours à des processus pour vérifier ses normes de qualité et de service. Ce système permet d'appuyer l'engagement officiel de la Société envers ses gens par le biais de programmes en matière de santé, sécurité et environnement (« SSE »). Constitué de 14 éléments distincts intégrés à 50 programmes d'exploitation, le SGS contient aussi des renseignements en matière de SSE qui orientent la marche



Objectif 6: Eau propre

Améliorer la qualité de l'eau et les infrastructures connexes



Objectif 7: Énergie propre et d'un coût abordable

Appuyer les chaînes d'approvisionnement d'énergie éolienne



Objectif 8: Travail décent et croissance économique

Protéger les droits du travail et promouvoir un environnement de travail sûr et sécuritaire pour tous les travailleurs.



Objectif 9: Bâtir des infrastructures résilientes et propulser l'innovation

Faciliter le développement durable et la résilience des infrastructures. La résilience d'ALTRA a été démontrée.



Objectif 11: Villes et communautés durables

Permettre d'éviter les catastrophes, dont celles liées à l'eau.

à suivre dans les terminaux et les installations de la Société lors de la conception et de la mise en place de programmes de SSE et d'assurance qualité propres aux différents sites, de sorte qu'ils tiennent compte des précautions de mise.

Au-delà de ses préoccupations liées à la santé et à la sécurité, LOGISTEC favorise une culture d'inclusion qui stimule la créativité et l'innovation dans leur essence. La Société met en place des stratégies et des pratiques à l'appui d'un milieu de travail diversifié. Bien que les démarches en ce sens se poursuivent, soulignons que les femmes représentent 36 % des membres du conseil d'administration de la Société, 46 % des dirigeants de la Société et 50 % des dirigeants et des administrateurs de LOGISTEC Services maritimes inc. et des administrateurs de LOGISTEC Services environnementaux inc.

Notre appui aux collectivités est véhiculé par des programmes qui encouragent les initiatives de développement des talents, de développement humanitaire, la santé et la sécurité ainsi que l'environnement. Les liens forts de LOGISTEC avec les collectivités de l'Arctique favorisent un partage de connaissances et la collaboration entre celles-ci et nos coentreprises avec Groupe NEAS Inc. et Qikiqtaaluk Environmental Inc. Nous avons accru notre présence sur le plan social et économique en concevant CargO2ai dans le cadre d'un partenariat avec le port de Montréal, CargoM, TERMONT, Société Terminaux Montréal Gateway, Scale AI et Ivado Labs. Cet outil de logistique a été créé pour mieux gérer l'incertitude découlant du contexte de pandémie de COVID-19. Il prend appui sur l'intelligence artificielle pour identifier rapidement et mettre en priorité les marchandises dont les Canadiens ont le plus urgemment besoin.

DIRIGER PAR LE BIAIS D'UNE SAINTE RÉGIE D'ENTREPRISE

Promouvoir une saine régie d'entreprise constitue un principe fondamental chez LOGISTEC et la Société s'efforce de maintenir les normes éthiques les plus élevées en présentant ses résultats avec exactitude et transparence et en se conformant entièrement aux lois, règles et règlements qui régissent toutes ses activités.

Le conseil assure la gérance de la Société et la surveillance des actions prises par la direction, lui fournissant une orientation et des indications générales. Le conseil a mis sur pied un comité de vérification et un comité de régie d'entreprise et de ressources humaines, chacun étant entièrement composé d'administrateurs indépendants pour préserver l'intégrité et la transparence des prises de décisions.

Le conseil autorise le comité de vérification à encadrer les aspects suivants :

- L'intégrité et la qualité du contrôle interne à l'égard de la présentation de l'information financière, des contrôles et des procédures de communication de l'information et de la gestion des risques de la Société;
- Le respect des exigences juridiques et réglementaires de la part de la Société;
- Les qualifications et l'indépendance de l'auditeur de la Société;
- L'exécution de la fonction comptable interne de la Société et de l'auditeur indépendant.



Objectif 12: Consommation et production responsables

Parvenir à une gestion écologique des déchets (BOX-19).



Objectif 13: Lutte contre les changements climatiques

Renforcer la résilience et la capacité d'adaptation aux dangers liés aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles



Objectif 14: Vie aquatique

Soutenir, dans le cadre de l'Alliance verte, l'ensemble des pratiques exemplaires en matière de navigation à l'échelle mondiale



Objectif 15: Vie terrestre

Assurer la restauration de nos écosystèmes naturels

Le conseil étudie les recommandations du comité de régie d'entreprise et de ressources humaines relativement aux points suivants :

- La nomination et la rémunération des membres de la haute direction de la Société, soit des vice-présidents et des postes d'un échelon supérieur;
- La philosophie de la Société en matière de rémunération;
- L'adoption de toute forme de régime d'intéressement ou régime fondé sur les actions, y compris les régimes d'options d'achat d'actions, d'actionnariat ou autres régimes similaires auxquels les membres de la direction peuvent ou pourraient participer;
- Les politiques de la Société en matière de retraite et les cas spéciaux

Le conseil approuve les politiques et procédures en matière de santé, sécurité et environnement et il examine tous les enjeux importants qui touchent aux questions d'environnement et de sécurité, de même que la réponse de la direction à ceux-ci. Veuillez vous reporter à la liste complète des administrateurs qui figure à la fin du présent rapport annuel.



PERSPECTIVES

L'année 2020 a certes comporté son lot de défis liés à la pandémie de COVID-19. Cependant, malgré une diminution des produits tirés du secteur des services maritimes, LOGISTEC a réussi, grâce à sa réponse agile et à son engagement envers l'innovation, à impulser des initiatives de croissance dans ses deux secteurs, soit les services maritimes et environnementaux, et à maintenir le travail de qualité et la productivité de sa talentueuse équipe tout en se positionnant de surcroît pour réagir rapidement à la reprise économique.

La voie de l'avenir repose sur notre engagement à rembourser le capital aux parties prenantes en leur versant des dividendes et à optimiser la valeur que nous leur offrons en procédant à des acquisitions stratégiques et rentables dans nos deux secteurs, tout en tablant aussi sur la croissance interne propulsée par l'innovation.

En ce qui a trait à 2021, nous nous attendons à ce l'opération de vaccination contre la COVID-19 détermine la vitesse à laquelle les économies mondiales pourront rouvrir. En 2020, la Banque du Canada a annoncé une diminution de 5,5 % du produit intérieur brut (« PIB »), toutefois, le PIB devrait afficher, selon les prévisions, une croissance à hauteur de 4 % en 2021 et de presque 5 % en 2022. Cela fait suite à la récession la plus importante survenue à l'ère moderne. Alors que la vitesse de la reprise économique au Canada reste à déterminer, nous sommes d'avis que les activités de nos deux secteurs sont très bien positionnées pour faire face à la période d'incertitude actuelle. Nos services maritimes sont toujours désignés comme des services essentiels et nous poursuivons ces activités en continuant d'accorder la priorité à la santé et à la sécurité de nos gens et de nos clients. En outre, le Programme d'infrastructure Investir dans le Canada de 33 milliards \$ du gouvernement fédéral canadien permettra vraisemblablement de stimuler la relance économique au Canada et de créer des occasions dans nos deux secteurs d'activité. Du côté des États-Unis, dont l'apport correspond à 44 % de nos produits, nous anticipons une reprise plus franche, à la lumière du rebond déjà amorcé qui se poursuit jusqu'ici.

Nous nous attendons à ce que la croissance de LOGISTEC se poursuive au chapitre de ses services maritimes et environnementaux, alors que nous prévoyons un niveau des produits comparable à celui de 2019 et que nous comptons réaliser des bénéfices découlant des acquisitions effectuées en 2020.

En ce qui concerne les services maritimes, nous prévoyons que les volumes atteindront à nouveau un niveau historique à mesure que l'économie s'adaptera à la nouvelle normalité et que les opérations de vaccination progresseront. Nous nous employons toujours à optimiser l'utilisation de nos installations au profit de nos clients tout en élargissant et en renforçant notre réseau. De plus, nous continuons à intégrer l'excellence opérationnelle à nos activités quotidiennes, notre approche novatrice se traduisant par une productivité accrue et l'élargissement des marges.

À l'appui de nos perspectives de croissance pour 2021, nous débutons l'année avec un carnet de commandes bien garni d'une valeur d'environ 120 millions \$ pour notre secteur des services environnementaux, soit 46 % du total des produits générés par ce secteur en 2020, ce qui le place donc en bonne position pour surpasser les résultats de 2020. Nous nous attendons également à ce que nos services environnementaux dégagent une croissance robuste toujours alimentée par les solutions novatrices que nous offrons à nos clients. D'ailleurs, nous procéderons à un lancement pour favoriser l'adoption commerciale de nos nouveaux produits, y compris notre gamme ALTRA Solution éprouvées au Canada et aux États-Unis, et élargirons notre offre de services pour y intégrer d'autres sites importants de restauration partout au Canada.

Bien que la pleine incidence de la pandémie soit toujours méconnue, nous avons confiance dans la résilience de notre modèle d'affaires et dans l'expertise et le dévouement de nos gens, ce qui nous laisse envisager une croissance soutenue en 2021.

NOTRE RÉPONSE À LA COVID-19

En mars 2020, l'écllosion de la COVID-19 a été déclarée comme une pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé. La situation ne cesse d'évoluer et les mesures mises en place ont eu de nombreuses répercussions économiques à l'échelle mondiale et nationale. L'adoption de ces mesures, dont celles visant l'interdiction de voyage, le confinement ou la quarantaine, volontaire ou obligatoire, et la distanciation sociale, a causé d'importantes perturbations aux États-Unis et au Canada, pays dans lesquels la Société mène ses activités.

LOGISTEC a déployé son plan de continuité des activités maritimes considérées comme des services essentiels par les autorités gouvernementales du Canada et des États-Unis. Par conséquent, nous avons poursuivi nos activités dans les terminaux de notre réseau en Amérique du Nord. De plus, la fabrication de boyaux tissés a été maintenue puisqu'elle est considérée comme un service essentiel aux fins d'approvisionnement des collectivités en eau potable et de lutte contre les feux de forêt.

Sur le plan des services environnementaux, nous avons dû composer, comme chaque année, avec le caractère saisonnier de nos activités, la plupart ne pouvant pas être exercées au cours de l'hiver, dont celles visant la restauration de sites et le renouvellement des conduites d'eau. La pandémie de COVID-19 a toutefois eu des répercussions sur une partie de ces activités, entraînant des retards importants dans le cadre de nos projets. Néanmoins, nous avons réussi, dans le respect de protocoles de distanciation et d'hygiène très rigoureux, à récupérer la majeure partie du temps avant la fin de la saison occupée.

Au 31 décembre 2020, la Société remplissait les conditions d'admissibilité à la Subvention salariale d'urgence du Canada (« SSUC ») et que l'obtention de cette subvention accordée par le gouvernement fédéral canadien dans le cadre de la pandémie de COVID-19 était raisonnablement assurée. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, la Société a comptabilisé une subvention salariale de 15,8 millions \$ en réduction de la charge salariale admissible à une telle subvention dans la charge au titre des avantages du personnel des états consolidés des résultats.

À la lumière des mesures prises dans le contexte de la COVID-19, la direction a réévalué ses jugements, estimations et hypothèses, décrits plus amplement à la note 3 des notes 2020, quant aux valeurs comptables des actifs et des passifs qui ne sont pas facilement disponibles d'autres sources. Au 31 décembre 2020, la direction n'avait repéré aucun événement déclencheur pouvant entraîner la dépréciation des actifs à long terme, y compris le goodwill, accroître la provision pour créances douteuses au titre des créances clients ou restreindre la capacité de la Société à prélever des montants sur ses facilités de crédit.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES EN 2020

TERMINAUX CARE ET PASCAGOULA

Gulf Stream Marine, Inc. (« GSM ») a fait l'acquisition, le 26 juin 2020, du terminal Care au port de Houston, au Texas, et, le 15 juillet 2020, d'un terminal supplémentaire au port de

Pascagoula, au Mississippi, pour un prix d'achat total de 12,0 millions \$ US (16,5 millions \$ CA), sous réserve de certains ajustements. Ces deux terminaux maritimes situés stratégiquement s'inscrivent de façon complémentaire dans le réseau toujours grandissant de LOGISTEC sur la côte américaine du golfe du Mexique qui compte notamment 12 terminaux dans trois États de cette région.

CASTALOOP INC.

Le 14 décembre 2020, la Société a acquis une participation de 100 % dans Gestion Castaloop Inc. et ses filiales (« Castaloop ») pour un prix d'achat de 3,5 millions \$, sous réserve de certains ajustements. Castaloop offre des services personnalisés de manutention de marchandises à ses clients le long des Grands-Lacs et de la voie maritime du Saint-Laurent, ainsi qu'au long du fleuve Saint-Laurent et de la côte est américaine. Cette acquisition solidifie la position de LOGISTEC en tant que fournisseur de pointe de services novateurs de manutention de marchandises dans les ports d'Amérique du Nord.

Veuillez vous reporter à la note 4 des notes 2020 pour plus de précisions.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES EN 2019

Le 31 octobre 2019, la Société a acquis la participation restante de 14,18 % dans Les Solutions multimodales MtlLINK inc. pour une contrepartie en trésorerie de 1,8 million \$.

DONNÉES FINANCIÈRES ANNUELLES CHOISIES

Exercices clos les 31 décembre

(en milliers de dollars, à l'exception du résultat et des dividendes par action)

	2020 ⁽¹⁾ \$	2019 ⁽¹⁾ \$	2018 \$	Variation 20-19 \$	%
Produits	604 701	639 942	584 878	(35 241)	(5,5)
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	32 614	26 194	18 060	6 420	24,5
Résultat de base par action total ⁽²⁾	2,53	2,05	1,43	0,48	23,4
Résultat dilué par action total ⁽²⁾	2,49	2,00	1,38	0,49	24,5
Total de l'actif	797 381	734 738	637 103	62 643	8,5
Passifs non courants totaux	365 266	338 565	246 497	26 701	7,9
Dividendes en espèces par action :					
— Actions de catégorie A ⁽³⁾	0,3740	0,3658	0,3383		
— Actions de catégorie B ⁽⁴⁾	0,4114	0,4023	0,3721		
Dividendes totaux en espèces	5 022	4 864	4 452		

⁽¹⁾ Les données de 2020 et de 2019 font état de l'adoption de l'IFRS 16 *Contrats de location* (« IFRS 16 »). Les données comparatives n'ont pas été retraitées. Pour plus de précisions sur l'adoption de l'IFRS 16, veuillez vous reporter à la page 50.

⁽²⁾ Combiné afin d'inclure les deux catégories d'actions.

⁽³⁾ Actions ordinaires de catégorie A (« actions de catégorie A »)

⁽⁴⁾ Actions subalternes à droit de vote de catégorie B (« actions de catégorie B »)

2020 COMPARATIVEMENT À 2019

Les produits se sont établis à 604,7 millions \$ en 2020, en baisse de 5,5 %, ou 35,2 millions \$, en regard de ceux de 2019. Les produits du secteur des services maritimes ont totalisé 344,6 millions \$ en 2020, en baisse de 40,7 millions \$ par rapport à 385,3 millions \$ à l'exercice précédent. Les produits du secteur des services environnementaux ont totalisé 260,1 millions \$, en hausse de 5,5 millions \$, ou 2,1 %, par rapport à 254,6 millions \$ en 2019.

Le résultat attribuable aux propriétaires de la Société a augmenté de 6,4 millions \$, ou 24,5 %, en 2020. Les résultats ont été impactés positivement par l'amélioration des performances de FER-PAL. De plus, la Société a obtenu 15,8 millions \$ de SSCU, celles-ci ont joué un rôle déterminant dans le maintien des emplois.

Le total de l'actif s'élevait à 797,4 millions \$ à la fin de 2020, soit une hausse de 62,6 millions \$ par rapport à celui à la fin de 2019. L'augmentation est surtout attribuable à l'ajout d'actifs au titre de droits d'utilisation de 43,2 millions \$ et à notre situation de trésorerie qui s'est améliorée de 22,9 millions \$. Cette dernière variation est essentiellement attribuable aux flux de trésorerie positifs de 108,5 millions \$ générés par les activités d'exploitation qui ont plus que contrebalancé les sorties de trésorerie de 44,6 millions \$ liées aux activités d'investissement et les sorties de trésorerie de 41,0 millions \$ liées aux activités de financement.

Les passifs non courants totaux ont augmenté, passant de 338,6 millions \$ en 2019 à 365,3 millions \$ en 2020. L'augmentation est essentiellement attribuable à l'ajout d'obligations locatives de 35,4 millions \$.

Les dividendes en espèces versés en 2020 ont augmenté de 3,2 % par rapport à ceux de 2019, passant de 4,9 millions \$ à 5,0 millions \$.

2019 COMPARATIVEMENT À 2018

Les produits ont augmenté de 9,4 % en 2019, soit une hausse de 55,1 millions \$ par rapport à ceux de 2018. Les produits du secteur des services maritimes ont atteint 385,3 millions \$ en 2019, en hausse de 44,5 millions \$ par rapport à 340,8 millions \$ à l'exercice précédent. Les produits du secteur des services environnementaux ont totalisé 254,6 millions \$, en hausse de 10,5 millions \$, ou 4,3 %, par rapport à 244,1 millions \$ en 2018.

Le résultat attribuable aux propriétaires de la Société a augmenté de 8,1 millions \$, ou 45,0 %, en 2019. Cette variation découle en grande partie de l'augmentation affichée par notre secteur des services environnementaux, qui s'explique surtout par l'amélioration des résultats de FER-PAL par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Le total de l'actif s'élevait à 734,7 millions \$ à la fin de 2019, soit une hausse de 97,6 millions \$ par rapport à celui à la fin de 2018. La hausse est essentiellement attribuable aux actifs au titre de droits d'utilisation comptabilisés par suite de l'adoption de l'IFRS 16, comme il est décrit plus amplement aux notes 2 et 16 des états financiers consolidés audités 2019. La situation de trésorerie s'est améliorée de 7,2 millions \$, la variation étant essentiellement attribuable aux flux de trésorerie positifs de 71,3 millions \$ générés par les activités d'exploitation qui ont plus que

contrebalancé les sorties de trésorerie de 42,0 millions \$ liées aux activités d'investissement et les sorties de trésorerie de 23,6 millions \$ liées aux activités de financement.

Les passifs non courants totaux ont augmenté, passant de 246,5 millions \$ en 2018 à 338,6 millions \$ en 2019. La hausse est essentiellement attribuable aux obligations locatives comptabilisées par suite de l'adoption de l'IFRS 16, comme il est décrit plus amplement aux notes 2 et 16 des états financiers consolidés audités 2019.

Les dividendes en espèces versés en 2019 ont augmenté de 9,3 % par rapport à ceux de 2018, passant de 4,5 millions \$ à 4,9 millions \$.

DONNÉES TRIMESTRIELLES CHOISIES

(en milliers de dollars, à l'exception du résultat et des dividendes par action)

	T1 \$	T2 \$	T3 \$	T4 \$	Exercice \$
2020					
Produits	109 431	123 595	191 847	179 828	604 701
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	(5 421)	4 590	20 465	12 980	32 614
Résultat de base par action de catégorie A	(0,41)	0,35	1,52	0,97	2,43
Résultat de base par action de catégorie B	(0,45)	0,38	1,68	1,06	2,67
Résultat de base total par action	(0,42)	0,36	1,58	1,01	2,53
Résultat dilué par action de catégorie A	(0,41)	0,34	1,50	0,95	2,39
Résultat dilué par action de catégorie B	(0,45)	0,37	1,65	1,05	2,63
Résultat dilué total par action	(0,42)	0,35	1,56	0,99	2,49
2019					
Produits	114 748	156 175	195 293	173 726	639 942
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	(8 890)	5 927	17 393	11 764	26 194
Résultat de base par action de catégorie A	(0,67)	0,44	1,31	0,89	1,97
Résultat de base par action de catégorie B	(0,74)	0,49	1,44	0,97	2,16
Résultat de base total par action	(0,70)	0,46	1,37	0,92	2,05
Résultat dilué par action de catégorie A	(0,67)	0,43	1,27	0,86	1,92
Résultat dilué par action de catégorie B	(0,74)	0,48	1,40	0,95	2,11
Résultat dilué total par action	(0,70)	0,45	1,33	0,90	2,00

CARACTÈRE SAISONNIER DES ACTIVITÉS

Les services maritimes sont influencés par les conditions climatiques et ont donc un caractère saisonnier. Durant l'hiver, la Voie maritime du Saint-Laurent est fermée. Il n'y a pas d'activité sur les Grands Lacs, les activités sur le fleuve Saint-Laurent sont réduites et il n'y a pas d'activité de transport vers l'Arctique en raison de l'état des glaces.

Les services environnementaux sont également influencés par les conditions climatiques. La majorité des services spécialisés offerts requièrent l'excavation des sols, ce qui s'avère plus difficile en hiver.

Historiquement, le premier trimestre et, à un degré moindre, le deuxième trimestre ont toujours présenté un niveau d'activité plus bas que les autres trimestres. Les troisième et quatrième trimestres sont habituellement les plus actifs.

REVUE FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

<i>(en milliers de dollars, sauf pour les données par action)</i>				
	Pour les trois mois clos les		Pour les douze mois clos les	
	31 décembre 2020 \$	31 décembre 2019 \$	31 décembre 2020 \$	31 décembre 2019 \$
Produits	179 828	173 726	604 701	639 942
Charge au titre des avantages du personnel	(86 401)	(80 738)	(287 665)	(313 091)
Matériel et fournitures	(46 320)	(45 266)	(155 611)	(169 640)
Charges d'exploitation	(10 673)	(12 295)	(41 864)	(43 173)
Autres charges	(8 190)	(8 200)	(27 509)	(31 936)
Dotations aux amortissements	(11 789)	(10 063)	(45 390)	(42 122)
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	5 458	3 075	9 529	8 729
Autres (pertes) profits	(2 167)	357	(923)	(1,220)
Résultat d'exploitation	19 746	20 596	55 268	47 489
Charges financières	(3 422)	(4 480)	(12 453)	(12 854)
Produits financiers	200	145	635	501
Résultat avant impôt	16 524	16 261	43 450	35 136
Impôt sur le résultat	(3 585)	(4 477)	(10 662)	(8 699)
Résultat de la période	12 939	11 784	32 788	26 437
Résultat attribuable aux :				
Propriétaires de la Société	12 980	11 764	32 614	26 194
Participation ne donnant pas le contrôle	(41)	20	174	243
Résultat de la période	12 939	11 784	32 788	26 437
Résultat de base par action de catégorie A	0,97	0,89	2,43	1,97
Résultat de base par action de catégorie B	1,06	0,97	2,67	2,16
Résultat dilué par action de catégorie A	0,95	0,86	2,39	1,92
Résultat dilué par action de catégorie B	1,05	0,95	2,63	2,11

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation des états financiers 2020 sont décrites à la note 2 des notes 2020.

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

Les produits consolidés ont totalisé 179,8 millions \$ au quatrième trimestre de 2020, en hausse de 6,1 millions \$, ou 3,5 %, par rapport à ceux du quatrième trimestre de 2019. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence négative de 0,4 million \$ sur les produits consolidés au cours du trimestre considéré. Veuillez vous reporter à la section Résultats sectoriels pour des précisions sur la variation des produits de chaque secteur.

La charge au titre des avantages du personnel s'est chiffrée à 86,4 millions \$, soit une hausse de 5,7 millions \$, ou 7,0 %, comparativement aux 80,7 millions \$ comptabilisés au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Le ratio de la charge au titre des avantages du personnel sur les produits a été de 48,1 %, soit une légère hausse par rapport à 46,5 % à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse du ratio découle surtout du secteur des services environnementaux et est attribuable à la composition des produits étant donné que les produits tirés des activités de renouvellement des conduites d'eau souterraines présentent une composante de main-d'œuvre plus importante. L'augmentation a été contrebalancée en partie par la subvention salariale de 3,1 millions \$ que la Société a demandée aux termes de la SSUC.

La charge d'exploitation s'est chiffrée à 10,7 millions \$, en baisse de 1,6 million \$, ou 13,2 %, comparativement à celle de la période correspondante de 2019. Cette baisse découle essentiellement des contrats de location à court terme de 2019 qui sont venus à échéance et qui ont été renouvelés en fonction d'une durée à plus long terme, et donc incorporés en 2020 dans le coût des actifs au titre de droits d'utilisation. La diminution de la charge d'exploitation devrait être analysée conjointement avec l'augmentation de la dotation aux amortissements.

La dotation aux amortissements s'est établie à 11,8 millions \$ en 2020, soit une augmentation de 1,7 million \$ comparativement à 10,1 millions \$ à l'exercice précédent. L'augmentation est surtout liée à l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation additionnels en 2020 en regard de 2019.

La quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence s'est élevée à 5,5 millions \$, en hausse de 2,4 millions \$, ou 77,5 %, comparativement aux 3,1 millions \$ comptabilisés au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse découle principalement de la performance robuste de nos participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence dans Terminal TERMONT inc., spécialisée en manutention de conteneurs.

Les autres profits et pertes ont fluctué de 2,6 millions \$, passant d'un profit de 0,4 million \$ au quatrième trimestre de 2019 à une perte de 2,2 millions \$ au cours du trimestre considéré. La variation découle essentiellement des gains et des pertes de change latents sur la conversion du fonds de roulement net libellé en dollars américains.

Les charges financières du quatrième trimestre de 2020 se sont élevées à 3,4 millions \$, soit une baisse de 1,1 million \$ par rapport à 4,5 millions \$ au trimestre correspondant de 2019. La baisse provient en grande partie de la diminution du taux d'intérêt moyen pondéré sur notre facilité de crédit renouvelable, contrebalancée en partie par la hausse de la charge de désactualisation attribuable aux obligations supplémentaires en 2020 par rapport à 2019.

Pour le quatrième trimestre de 2020, la Société a affiché un résultat de 12,9 millions \$ essentiellement attribuable aux propriétaires de la Société. Cela s'est traduit par un résultat dilué par action total de 0,99 \$, dont 0,95 \$ par action était attribuable aux actions de catégorie A et 1,05 \$ par action était attribuable aux actions de catégorie B.

Tous les autres postes des états consolidés des résultats du quatrième trimestre ont fluctué conformément aux paramètres d'affaires normaux et sont demeurés à des niveaux semblables à ceux de 2019.

POUR LES DOUZE MOIS CLOS LE 31 DÉCEMBRE

Les produits consolidés se sont élevés à 604,7 millions \$, une baisse de 35,2 millions \$, ou 5,5 %, par rapport à ceux de la période correspondante de 2019. L'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien a eu une incidence favorable de 3,9 millions \$ sur les produits consolidés. Veuillez vous reporter à la section Résultats sectoriels pour des précisions sur la variation des produits de chaque secteur.

Pour l'exercice 2020, la charge au titre des avantages du personnel s'est élevée à 287,7 millions \$, soit 25,4 millions \$, ou 8,1 %, de moins que celle de 313,1 millions \$ inscrite à la période correspondante de l'exercice précédent. Le ratio de la charge au titre des avantages du personnel sur les produits a été de 47,6 %, soit une légère baisse par rapport à 48,9 % à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution est essentiellement attribuable à trois facteurs : la subvention salariale que la Société a demandée aux termes de la SSUC, la baisse des produits, une partie de la charge au titre des avantages du personnel liée à nos activités sur le terrain étant de nature variable et une diminution de 2,5 millions \$ de la provision au titre du régime d'intéressement à long terme (« RILT ») à l'intention de la haute direction, à la lumière du ralentissement économique causé par la pandémie de COVID-19. Veuillez vous reporter à la note 7 des notes 2020 pour plus de précisions sur l'aide gouvernementale obtenue.

La charge relative au matériel et fournitures s'est chiffrée à 155,6 millions \$, soit une diminution de 14,0 millions \$, ou 8,3 %, en regard de celle de la période correspondante de 2019. Cette variation reflète la diminution globale des activités en 2020, le ratio global de la charge relative au matériel et fournitures sur les produits ayant atteint 25,7 %, un niveau conforme au ratio de 26,5 % pour la période correspondante de 2019.

Les autres charges se sont établies à 27,5 millions \$, en baisse de 4,4 millions \$, ou 13,9 %, comparativement à celles de la période correspondante de 2019. La baisse découle essentiellement de la diminution des frais de déplacement et des honoraires professionnels engagés en 2020 par rapport à ceux de 2019.

La dotation aux amortissements s'est établie à 45,4 millions \$ en 2020, soit une augmentation de 3,3 millions \$ comparativement à 42,1 millions \$ à l'exercice précédent. L'augmentation est surtout liée à l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation additionnels en 2020 en regard de 2019.

L'impôt sur le résultat s'est élevé à 10,7 millions \$ en 2020. Lorsqu'on ajuste le résultat avant impôt pour exclure l'effet de la quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, le taux d'imposition pour 2020 correspond à 31,4 %, comparativement à 32,9 % en 2019. Cette variation se situe à l'intérieur des paramètres habituels et reflète la diminution des charges non déductibles à des fins fiscales engagées en 2020 en regard de celle de 2019. Veuillez vous reporter à la note 10 des notes

2020 pour le rapprochement du taux d'imposition effectif et d'autres données fiscales pertinentes.

Pour l'exercice 2020, la Société a affiché un résultat de 32,8 millions \$, dont une tranche de 0,2 million \$ était attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle, ce qui a donné lieu à un résultat attribuable aux propriétaires de la Société de 32,6 millions \$. Cela s'est traduit par un résultat dilué par action total de 2,49 \$, dont 2,39 \$ par action était attribuable aux actions de catégorie A et 2,63 \$ par action était attribuable aux actions de catégorie B.

RÉSULTATS SECTORIELS

(en milliers de dollars)	Pour les trois mois clos les		Pour les douze mois clos les	
	31 décembre 2020 \$	31 décembre 2019 \$	31 décembre 2020 \$	31 décembre 2019 \$
Produits				
Services maritimes	93 607	98 805	344 622	385 305
Services environnementaux	86 221	74 921	260 079	254 637
Total	179 828	173 726	604 701	639 942
Résultat avant impôt				
Services maritimes	11 201	5 426	27 233	25 338
Services environnementaux	5 323	10 835	16 217	9 798
Total	16 524	16 261	43 450	35 136

SERVICES MARITIMES

POUR LES TROIS MOIS CLOS LE 31 DÉCEMBRE

Le secteur des services maritimes a affiché des produits de 93,6 millions \$ en 2020, en baisse de 5,2 millions \$, ou 5,3 %, en regard de 98,8 millions \$ en 2019. La baisse est essentiellement liée à la COVID-19 qui a eu une incidence défavorable sur le volume d'échanges commerciaux, compte tenu des mesures mises en place par les gouvernements pour freiner la propagation du virus, ce qui, par conséquent, a entraîné une diminution des produits générés par nos terminaux portuaires. La région de la côte américaine du golfe du Mexique a été particulièrement malmenée, le ralentissement du secteur du pétrole et du gaz s'étant répercuté sur le volume des marchandises. De plus, les volumes aux États-Unis ont été compromis davantage par une saison des ouragans particulièrement intense qui a perturbé une partie de nos activités sur les côtes de la Floride et du Texas.

Le résultat avant impôt attribuable au secteur des services maritimes s'est élevé à 11,2 millions \$ en 2020, en hausse de 5,8 millions \$ par rapport à 5,4 millions \$ en 2019. Cette hausse découle essentiellement de la subvention salariale aux termes de la SSUC qui ont joué un rôle déterminant dans le maintien des emplois et d'une quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence supplémentaire de 3,0 millions \$ par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent découlant en grande partie de Terminal TERMONT inc.

POUR LES DOUZE MOIS CLOS LE 31 DÉCEMBRE

Le secteur des services maritimes a affiché des produits de 344,6 millions \$ en 2020, ce qui représente une baisse du chiffre d'affaires par rapport à celui de 2019, alors que les produits s'étaient élevés à 385,3 millions \$. Cette baisse découle surtout de la pandémie de COVID-19 qui a eu une incidence défavorable sur l'ensemble du volume d'échanges commerciaux, surtout sur celui des marchandises du secteur du pétrole et du gaz, et d'une saison des ouragans particulièrement intense, comme il a été mentionné précédemment.

À l'exercice 2020, le résultat avant impôt attribuable au secteur des services maritimes s'est élevé à 27,2 millions \$, en hausse de 1,9 million \$ par rapport à 25,3 millions \$ en 2019. Les résultats ont été impactés positivement par la subvention salariale de 8,3 millions \$ aux termes de la SSUC, qui a joué un rôle déterminant dans le maintien des emplois, et par la baisse des frais de déplacement et des honoraires engagés en 2020 par rapport à ceux de 2019 aux fins d'intégration des affaires et d'analyse des possibilités d'expansion. Ces hausses ont été neutralisées en partie par la diminution du volume de marchandises essentiellement liée à la pandémie de COVID-19 et par la hausse de la dotation aux amortissements émanant d'un ajout d'actifs au titre de droits d'utilisation en 2020 en regard de 2019.

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

POUR LES TROIS MOIS CLOS LE 31 DÉCEMBRE

Les produits du secteur des services environnementaux ont atteint 86,2 millions \$, en hausse de 11,3 millions \$ par rapport à 74,9 millions \$ en 2019. La hausse provient de l'augmentation des produits tirés des activités de renouvellement des conduites d'eau souterraines que nous avons menées à plein rendement pour exécuter notre carnet de commandes solide avant la fin de l'exercice.

Le résultat avant impôt attribuable au secteur des services environnementaux a totalisé 5,3 millions \$ en 2020, une baisse de 5,5 millions \$ par rapport au résultat de 10,8 millions \$ dégagé à l'exercice précédent. La baisse de rentabilité est essentiellement attribuable à l'augmentation de la charge au titre des avantages du personnel et de la charge relative au matériel et fournitures liée à la composition des produits, étant donné que les produits tirés des activités de renouvellement des conduites d'eau souterraines présentent des composantes main-d'œuvre et fournitures plus importantes que les produits tirés des activités de restaurations de site et de gestion de sols contaminés et des matières résiduelles de 2019.

POUR LES DOUZE MOIS CLOS LE 31 DÉCEMBRE

Les produits du secteur des services environnementaux ont totalisé 260,1 millions \$, en hausse de 5,5 millions \$ par rapport à 254,6 millions \$ en 2019. Cette hausse est surtout attribuable à l'accroissement des produits tirés des services liés au renouvellement de conduites d'eau souterraines.

À l'exercice 2020, le résultat avant impôt attribuable au secteur des services environnementaux a totalisé 16,2 millions \$, ce qui constitue une nette amélioration par rapport au résultat de 9,8 millions \$ dégagé à l'exercice précédent. Les résultats ont été impactés positivement par la subvention salariale de 7,5 millions \$ aux termes de la SSUC qui a joué un rôle déterminant dans le maintien des emplois et à une amélioration des performances de FER-PAL grâce à de meilleures mesures de contrôle des coûts.

Tous les autres postes des états consolidés des résultats ont fluctué conformément aux paramètres d'affaires normaux.

DIVIDENDES

Le conseil d'administration de la Société détermine le niveau des paiements de dividendes. Bien que LOGISTEC n'ait pas de politique formelle en matière de dividendes, à ce jour, la pratique a été de distribuer régulièrement des dividendes trimestriels avec des hausses modestes au cours des années.

Le tableau suivant présente le barème de versements de dividendes en vigueur depuis janvier 2020 quant aux dividendes déterminés aux fins de l'Agence du revenu du Canada.

(en millions de dollars, sauf pour les données par action)

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date du paiement	Par action de catégorie A \$	Par action de catégorie B \$	Total \$
4 décembre 2019	3 janvier 2020	17 janvier 2020	0,09350	0,10285	1,2
17 mars 2020	3 avril 2020	17 avril 2020	0,09350	0,10285	1,2
6 mai 2020	19 juin 2020	3 juillet 2020	0,09350	0,10285	1,3
6 août 2020	25 septembre 2020	9 octobre 2020	0,09350	0,10285	1,3
10 décembre 2020	4 janvier 2021	18 janvier 2021	0,09350	0,10285	1,3
16 mars 2021	1er avril 2021	15 avril 2021	0,09350	0,10285	1,3

Le conseil d'administration maintient pour l'instant les versements de dividendes et se repencher sur cette décision lors des prochaines réunions du conseil, en fonction de l'évolution de la crise économique.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

GESTION DU CAPITAL

Les principaux objectifs de la Société concernant la gestion du capital sont les suivants :

- maintenir une structure du capital permettant à la Société de choisir parmi diverses options de financement, pour pouvoir tirer parti d'occasions potentielles lorsqu'elles surviennent;
- offrir un bon rendement sur l'investissement aux actionnaires.

La Société inclut dans son capital les éléments suivants :

- trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme, le cas échéant;
- dette à long terme (incluant la tranche courante);
- capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société.

Le capital est calculé comme suit :

	Au 31 décembre 2020 (en milliers de dollars) \$	Au 31 décembre 2019 \$
Dettes à long terme, incluant la tranche courante	167 680	177 900
Moins :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	45 498	22 608
Total de la dette nette	122 182	155 292
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	300 782	280 371
Capitalisation	422 964	435 663
Ratio dette nette/capitalisation	28,9 %	35,6 %

La stratégie financière de la Société est formulée et adaptée selon les conditions du marché afin de maintenir une structure du capital flexible conforme aux objectifs indiqués précédemment et de répondre aux caractéristiques de risque liées aux actifs sous-jacents. Pour maintenir ou ajuster sa structure du capital, la Société peut refinancer ses dettes existantes, contracter de nouvelles dettes, rembourser des dettes, racheter des actions aux fins d'annulation conformément à des offres publiques de rachat d'actions dans le cours normal des activités ou émettre de nouvelles actions.

Lors de l'évaluation des occasions d'investissement, la Société utilise les modèles de flux de trésorerie actualisés pour s'assurer que le taux de rendement respecte ses objectifs. De plus, les occasions d'investissement doivent avoir une incidence positive et, par conséquent, améliorer la valeur pour les actionnaires.

La décision de rembourser la dette est basée sur l'évaluation des niveaux actuels de trésorerie en relation avec les flux futurs générés par les activités d'exploitation. La Société dispose de facilités de crédit non utilisées auprès de diverses institutions financières qui peuvent être utilisées lorsque des occasions d'investissement surviennent.

CAPACITÉ D'EMPRUNT

LOGISTEC génère des flux de trésorerie positifs liés aux activités d'exploitation. En 2020 et 2019, ceux-ci se sont établis respectivement à 108,5 millions \$ et 71,3 millions \$, soit un niveau plus que suffisant pour couvrir nos besoins habituels liés aux activités d'investissement et de financement.

À la fin de 2020, la dette nette, constituée de la dette à long terme (incluant la tranche courante), nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie, s'est établie à 122,2 millions \$, tandis que les capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société ont totalisé 300,8 millions \$, ce qui correspond à un ratio dette nette/capitalisation de 28,9%.

La Société a organisé ses facilités de crédit afin de séparer les crédits disponibles pour ses filiales détenues à part entière des crédits disponibles des filiales non détenues à part entière et de ses coentreprises.

En octobre 2019, la Société et sa filiale en propriété exclusive, LOGISTEC USA Inc., ont renégocié leur entente de crédit pour gagner en souplesse financière, entraînant ainsi une modification de l'entente de crédit en vigueur. La facilité de crédit renouvelable non garantie a été augmentée, passant de 175,0 millions \$ à 300,0 millions \$ (ou l'équivalent en dollars américains), et vient à échéance en octobre 2023.

LOGISTEC dispose d'une marge de crédit engagée auprès d'un syndicat bancaire consentie par six banques et institutions financières canadiennes importantes. LOGISTEC Corporation et une de ses filiales désignées peuvent ainsi emprunter des fonds directement aux termes de cette facilité de crédit pour couvrir les charges générales et d'exploitation et pour émettre des garanties bancaires. Depuis le début de la pandémie et de la crise financière qui en a découlé, nous avons fait en sorte, par précaution, que notre solde de trésorerie de fonds disponibles immédiatement demeure supérieur à 20,0 millions \$. En outre, le syndicat bancaire nous a confirmé que nos facilités sont garanties et que les fonds seront disponibles, le cas échéant.

Le montant total disponible aux termes de cette facilité de crédit engagée au 31 décembre 2020 était de 300,0 millions \$ (300,0 millions \$ en 2019). Un montant équivalant à 106,7 millions \$ (115,0 millions \$ en 2019) a été prélevé sur la facilité et un montant supplémentaire de 4,1 millions \$ (3,7 millions \$ en 2019) a été utilisé pour émettre des lettres de crédit. Cette facilité de crédit renouvelable porte intérêt à un taux variable, lequel est fonction du type de prêt choisi et auquel s'ajoute une marge variant selon le niveau du ratio de levier de la Société.

Mis à part la marge de crédit susmentionnée, la Société a également conclu, en 2017, auprès d'une institution financière canadienne, une entente visant un prêt non garanti sur dix ans de 50,0 millions \$ qui a été entièrement utilisé. Veuillez vous reporter à la note 23 des notes 2020 pour plus de précisions.

SOURCES DE FINANCEMENT

Au 31 décembre 2020, le total de l'actif s'établissait à 797,4 millions \$, soit une hausse de 62,7 millions \$ par rapport au solde de clôture de 734,7 millions \$ au 31 décembre 2019. Cette augmentation découle surtout de l'ajout d'actifs au titre de droits d'utilisation de 43,2 millions \$ et de notre situation de trésorerie qui a progressé de 22,9 millions \$ comme expliqué ci-après.

La trésorerie et équivalents de trésorerie totalisait 45,5 millions \$ à la fin de 2020, en hausse de 22,9 millions \$ par rapport à 22,6 millions \$ au 31 décembre 2019. Les facteurs suivants ont eu la plus grande incidence sur cette hausse :

(en milliers de dollars)

Sources :	
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	93 305
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	15 066
	108 371
Utilisations :	
Acquisition d'immobilisations corporelles, nette du produit de la sortie	(22 741)
Regroupements d'entreprises	(19 957)
Remboursement d'obligations locatives	(14 049)
Intérêts payés	(10 755)
Remboursement de la dette à long terme, nette des émissions	(7 444)
Impôt sur le résultat payé	(5 164)
Dividendes versés sur les actions de catégorie A et de catégorie B	(5 022)
	(85 132)

FONDS DE ROULEMENT

Au 31 décembre 2020, l'actif courant s'élevait à 222,1 millions \$, tandis que le passif courant atteignait 130,5 millions \$ pour un fonds de roulement de 91,6 millions \$ et un ratio de 1,70:1 (fonds de roulement de 98,0 millions \$ et ratio de 1,85:1 au 31 décembre 2019). Cette diminution tient au fait que la tranche courante des obligations locatives comptabilisée en 2020 a été plus importante que celle inscrite en 2019.

DETTE À LONG TERME

La dette nette totale s'est élevée à 122,2 millions \$ au 31 décembre 2020, en baisse de 33,1 millions \$ en regard de 155,3 millions \$ au 31 décembre 2019. La baisse découle principalement des flux de trésorerie positifs liés aux activités d'exploitation, lesquels ont été plus que suffisants pour compenser les montants habituels affectés aux activités d'investissement et de financement.

Selon les modalités de leurs diverses ententes de financement, la Société, ses filiales et ses coentreprises doivent respecter certaines clauses restrictives ayant trait à des ratios financiers minimaux. Au 31 décembre 2020, LOGISTEC Corporation respectait ces clauses. Dans certains cas, ces clauses financières peuvent limiter la capacité de certaines filiales ou coentreprises à verser des dividendes à LOGISTEC. Cependant, LOGISTEC génère suffisamment de fonds de trésorerie de ses filiales en propriété exclusive pour subvenir à ses besoins financiers.

PAIEMENTS EXIGIBLES PAR PÉRIODE

Le tableau suivant présente un résumé de la dette à long terme et des obligations contractuelles de la Société :

Obligations contractuelles au 31 décembre 2020 (en milliers de dollars)					
	Total \$	Moins de 1 an \$	1 - 3 ans \$	4 - 5 ans \$	Plus de 5 ans \$
Dette à long terme ⁽¹⁾	180 035	6 592	130 027	23 610	19 806
Obligations locatives					
– Équipement	7 839	3 381	3 593	865	–
– Occupation	171 286	14 772	25 556	23 423	107 535
Passifs à long terme dus à des participations ne donnant pas le contrôle	34 350	–	34 350	–	–
Passifs non courants ⁽²⁾	5 658	4 194	–	1 464	–
Total des obligations contractuelles	399 168	28 939	193 526	49 362	127 341

⁽¹⁾ Inclut le capital et les intérêts.

⁽²⁾ Compte non tenu des passifs à long terme dus aux actionnaires.

Veuillez vous reporter aux notes 12, 18, 23, 24, 25 et 31 des notes 2020 pour obtenir plus de détails sur la gestion du risque financier, les contrats de location, la dette, les actifs et obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les passifs non courants, ainsi que les passifs éventuels et garanties.

CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX PROPRIÉTAIRES DE LA SOCIÉTÉ

Les capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société s'élevaient à 300,8 millions \$ au 31 décembre 2020. En tenant compte du total de la dette nette, la capitalisation s'élève à 423,0 millions \$ et le ratio dette nette/capitalisation de 28,9 %. Cela indique que la Société dispose d'un levier financier en cas de besoin. Le ratio dette nette/capitalisation est une mesure non conforme aux IFRS qui fait l'objet d'un rapprochement dans la section Gestion du capital qui précède.

Au 16 mars 2021, 7 377 022 actions de catégorie A et 5 529 969 actions de catégorie B étaient émises et en circulation. Chaque action de catégorie A est convertible en tout temps au gré du porteur en une action de catégorie B. Veuillez vous reporter à note 26 des notes 2020 pour des précisions sur le capital social de la Société.

PROGRAMME D'OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT D'ACTIONS DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS (« RACNA »)

Dans le cadre du RACNA en cours, qui a commencé le 28 octobre 2020 et qui se terminera le 27 octobre 2021, LOGISTEC a l'intention de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 368 881 actions de catégorie A et 277 113 actions de catégorie B, représentant 5 % des actions émises et en circulation de chaque catégorie au 16 octobre 2020.

Tout actionnaire peut obtenir sans frais une copie de l'avis d'intention relatif au RACNA déposé auprès de la TSX en s'adressant à la Société.

Au cours de 2020, en vertu des RACNA décrits précédemment, LOGISTEC a procédé au rachat de 5 900 actions de catégorie A et de 34 600 actions de catégorie B à un prix moyen par action de respectivement 31,51 \$ et 32,66 \$. Veuillez vous reporter à la note 26 des notes 2020 pour plus de précisions.

PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Les résultats de la Société incluent la quote-part des activités des coentreprises, lesquelles sont comptabilisées dans la quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Le solde de clôture de 45,1 millions \$ à la fin de 2020 était composé principalement du solde de clôture de 42,3 millions \$ à la fin de 2019, plus la quote-part du résultat de 2020 de 9,5 millions \$, moins les dividendes reçus de 6,6 millions \$ et la quote-part des pertes d'une coentreprise de 0,1 million \$.

Au 31 décembre 2020, les coentreprises dans lesquelles la Société détenait une participation de 50 % étaient les suivantes : Terminal TERMONT inc., Transport Nanuk inc. (« Nanuk »), Compagnie d'Amarrage de Québec inc., La Compagnie d'Amarrage (Trois-Rivières) ltée, Services maritimes Québec inc., 9260-0873 Québec inc. et Les Structures de quais mobiles Flexiport inc. La Société détient également une participation de 49 % dans Qikiqtaaluk Environmental Inc. et dans Services environnementaux Avataani inc.

Aucune des coentreprises n'est une entité cotée à la Bourse et, par conséquent, aucune n'a de prix cotés publiés.

La Société a une coentreprise importante, Terminal TERMONT inc., spécialisée dans la manutention de conteneurs, ce qui s'intègre bien aux activités principales de la Société. Veuillez vous reporter à la note 16 des notes 2020.

AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La Société offre des régimes de retraite à prestations ou à cotisations définies à ses employés. Elle offre deux régimes de retraite à prestations définies. Étant donné qu'une majorité de bénéficiaires des régimes de retraite à prestations définies étaient déjà des retraités, la Société a élaboré une stratégie d'atténuation des risques relativement à ces régimes.

La note 24 des notes 2020 présente un résumé de la juste valeur de l'actif des régimes, des obligations au titre des prestations définies, de la situation de capitalisation des régimes de retraite et des hypothèses significatives.

Les calculs de la situation de capitalisation des régimes de retraite ont été effectués par les actuaires indépendants de la Société en date du 31 décembre 2020. L'obligation au titre des prestations définies totalisait 44,1 millions \$ comparativement à une juste valeur de l'actif des régimes de 22,5 millions \$, résultant ainsi en une situation de capitalisation déficitaire de 21,6 millions \$. La Société offre des régimes de retraite supplémentaires (« RRS ») à ses hauts dirigeants. Ces RRS ne sont pas capitalisés et l'obligation afférente de 18,9 millions \$ est incluse dans les données ci-dessus. Compte non tenu de l'obligation des RRS, la situation de capitalisation déficitaire totalise 2,7 millions \$. Veuillez vous reporter à la description du Régime de retraite des cadres supérieurs dans notre circulaire d'information.

L'hypothèse de la direction sur le taux d'actualisation était de 3,3 % en 2019 et de 2,5 % en 2020. Les calculs actuariels effectués pour la capitalisation effective et les décaissements réels utilisent des hypothèses différentes, ce qui entraîne des situations de capitalisation différentes. Les RRS de la Société sont des régimes non enregistrés et ne sont donc pas sujets à des évaluations actuarielles.

Les dernières évaluations actuarielles du Régime de retraite des cadres supérieurs de LOGISTEC Corporation et du Régime de rentes de retraite des employés de LOGISTEC Corporation ont été réalisées en date du 31 décembre 2019. Selon les résultats de ces évaluations, la Société affiche un excédent combiné de 1,6 million \$ selon la méthode fondée sur une approche de continuité et un déficit combiné de 2,6 millions \$ selon la méthode de la solvabilité.

AUTRES POSTES DES ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Situation financière aux (en millions de dollars)	31 DÉC, 2020 \$	31 DÉC, 2019 \$	Var. \$	Var. %	Explication de la variation
Créances clients et autres débiteurs	137,9	156,2	(18,3)	(11,7)	La diminution est attribuable à la baisse des produits inscrits en 2020 en regard de ceux de 2019 et à un plusfort accent mis sur le recouvrement dans le contexte de ralentissement économique lié à la pandémie de COVID-19.
Actifs sur contrat	7,6	10,6	(3,0)	(28,1)	Les actifs sur contrat représentent le montant brut non facturé qui sera perçu des clients au titre d'obligations de prestation remplies aux termes de contrats conclus par notre secteur des services environnementaux. La diminution découle surtout de l'émission plus rapide des factures en 2020 pour réduire le risque de crédit comme il a été mentionné précédemment.
Charges payées d'avance et autres	9,0	5,1	3,9	75,6	La variation est principalement attribuable au calendrier des paiements au titre de la rémunération des travailleurs et à une prime d'assurance plus élevée.
Actifs au titre de droits d'utilisation	132,8	89,6	43,2	48,2	L'augmentation découle surtout d'ajouts de 60,6 millions \$, dont 32,8 millions \$ découlent de regroupements d'entreprises contrebalancés en partie par une dotation aux amortissements de 13,8 millions \$ et une réévaluation des actifs au titre de droits d'utilisation libellés en monnaie étrangère d'un montant de 3,1 millions \$.
Goodwill	149,8	140,6	9,2	6,6	La majeure partie de l'augmentation découle de l'acquisition de Castaloop et de deux terminaux, comme il a été mentionné dans la section Regroupements d'entreprises du présent rapport de gestion.
Passifs sur contrat	8,7	5,4	3,3	62,4	Les passifs sur contrats représentent la contrepartie reçue en avance des clients pour laquelle les produits sont comptabilisés lorsque les obligations de prestation seront remplies aux termes de contrats conclus par notre secteur des services environnementaux. La saison 2020 s'est terminée plus tard qu'en 2019 vu son début tardif, ce qui a entraîné une hausse des produits différés à la fin de 2020.
Passifs d'impôt exigible	8,6	3,1	5,5	n.s.	La hausse découle du résultat avant impôt plus élevé en 2020 en regard de celui de l'exercice précédent, lorsqu'il est ajusté pour exclure l'effet de la quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Situation financière aux (en millions de dollars)	31 DÉC. 2020 \$	31 DÉC. 2019 \$	Var. \$	Var. %	Explication de la variation
Tranche courante des obligations locatives	18,3	9,8	8,5	85,9	L'augmentation découle surtout des ajouts de 60,9 millions \$ contrebalancés en partie par le remboursement d'obligations locatives d'un montant de 14,0 millions \$ et la réévaluation des obligations locatives libellées en monnaie étrangère d'un montant de 3,0 millions \$.
Obligations locatives non courantes	116,9	81,5	35,4	43,5	
Passifs non courants	38,4	46,1	(7,7)	(16,7)	Cette diminution découle principalement d'un reclassement, dans les passifs courants, de 6,3 millions \$ dû à une participation ne donnant pas le contrôle dans SANEXEN, de la reprise d'une provision au titre du RILT de 2,5 millions \$ et du remboursement d'une avance de 2,5 millions \$ due à une participation ne donnant pas le contrôle. Cette diminution a été en partie neutralisée par la réévaluation d'un montant dû à une participation ne donnant pas le contrôle dans FER-PAL.
Capital social	45,6	40,2	5,4	13,3	La variation résulte surtout de l'émission d'actions de catégorie B conformément aux modalités de l'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle de SANEXEN en 2016.
Capital social devant être émis	4,9	9,8	(4,9)	(50)	

n.s. : non significatif

Tous les autres postes des états consolidés de la situation financière ont fluctué à l'intérieur des paramètres d'affaires normaux.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la Société a recours à des mesures non conformes aux IFRS. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement ajusté (le « BAIIA ajusté ») et le ratio dette nette/capitalisation ne sont pas définis dans les IFRS et, par conséquent, ne peuvent être présentés à titre officiel dans les états financiers. La définition du BAIIA ajusté de la Société comprend le remboursement par des clients d'un placement dans un contrat de service et ne prend pas en compte les pertes de valeur. La définition du BAIIA ajusté et du ratio dette nette/capitalisation employée par la Société peut ne pas correspondre à celle employée par d'autres sociétés. Bien que le BAIIA ajusté soit une mesure non conforme aux IFRS, il est néanmoins utilisé par les gestionnaires, les analystes, les investisseurs et d'autres parties prenantes du milieu financier pour analyser et évaluer la performance et la gestion de la Société tant sur le plan financier que sur le plan opérationnel. Le ratio dette nette/capitalisation est un ratio de levier employé par nos bailleurs de fonds.

Le tableau suivant présente le rapprochement du résultat de la période et du BAIIA ajusté :

(en milliers de dollars, à l'exception du résultat et des dividendes par action)

	2020 ⁽¹⁾	2019 ⁽¹⁾	2018	2017	2016
	\$	\$	\$	\$	\$
Résultat de l'exercice	32 788	26 437	17 994	27 356	18 486
PLUS :					
Dotation aux amortissements	45 390	42 122	28 580	33 859	14 288
Pertes de valeur	—	—	6 821	2 917	—
Charges financières nettes	11 818	12 353	7 474	3 533	1 700
Impôt sur le résultat	10 662	8 699	3 308	6 211	7 268
Remboursement par un client du placement dans un contrat de service	—	—	—	865	292
BAIIA ajusté	100 658	89 611	64 177	74 741	42 034

⁽¹⁾ Les données de 2020 et de 2019 font état de l'adoption de l'IFRS 16. Les données comparatives n'ont pas été retraitées. Pour plus de précisions, veuillez vous reporter à la section adoption de l'IFRS 16.

ADOPTION DE L'IFRS 16

Le tableau suivant présente l'incidence estimée de l'adoption de l'IFRS 16 :

	2020	2019
(en milliers de dollars)	\$	\$
Postes à l'état des résultats :		
Charges d'exploitation ⁽¹⁾	19 288	13 686
Dotation aux amortissements ⁽²⁾	(13 833)	(11 568)
Charges financières ⁽³⁾	(5 239)	(3 960)
Résultat avant impôt	216	(1 842)

⁽¹⁾ L'IFRS 16 exige la comptabilisation des actifs et des passifs s'y rattachant à l'égard de toutes les obligations contractuelles auparavant comptabilisées à titre de contrats de location simple selon l'IAS 17 *Contrats de location*, à moins que la durée du contrat soit de 12 mois ou moins ou que le bien sous-jacent soit de faible valeur. Les paiements de loyers qui entrent dans le champ d'application de l'IFRS 16 sont présentés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie audités à titre de remboursement des obligations locatives et d'intérêts payés plutôt qu'à titre de charges d'exploitation.

⁽²⁾ Les actifs au titre de droits d'utilisation sont amortis selon l'IAS 16 *Immobilisations corporelles*, sur une base linéaire sur la période allant de la date de début jusqu'à la fin de leur durée d'utilité estimée ou, si elle est plus courte, sur la durée du contrat de location.

⁽³⁾ La charge d'intérêt de désactualisation au titre des obligations locatives est calculée depuis l'adoption de l'IFRS 16.

GESTION DU RISQUE FINANCIER

En raison de la nature de ses activités et du fait qu'elle détient des instruments financiers, la Société est exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, plus particulièrement en ce qui concerne le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. Le risque de crédit que court la Société est principalement attribuable à sa trésorerie et équivalents de trésorerie, à ses créances clients et autres débiteurs et à ses actifs financiers non courants. Selon la direction, le risque de crédit lié à la trésorerie et équivalents

de trésorerie est limité puisque la Société fait affaire avec de grandes institutions financières nord-américaines.

La Société effectue une évaluation complète des questions liées au crédit avant de s'engager à faire un placement et surveille activement, et de manière continue, la santé financière des entités émettrices. De plus, la Société est exposée au risque de crédit imputable à ses clients. D'une part, la Société fait principalement affaire avec d'importants clients industriels, municipaux et bien établis, ce qui réduit le risque de crédit. D'autre part, le nombre de clients servis par la Société est limité, ce qui augmente le risque de concentration d'affaires et de dépendance économique.

Au total, la Société sert environ 2 200 clients. En 2020, les 20 clients les plus importants ont représenté 40,0 % (39,7 % en 2019) des produits consolidés et aucun client n'a représenté plus de 10 % des produits consolidés et des créances clients en 2020 et en 2019.

La direction revoit la provision pour créances douteuses et les créances en souffrance sur une base mensuelle. Les créances clients et autres débiteurs sont radiés une fois qu'il est déterminé qu'ils ne peuvent plus être recouvrés.

Le classement chronologique des créances clients nettes se détaille comme suit, conformément à leurs échéances respectives :

	Au 31 décembre 2020	Au 31 décembre 2019
(en milliers de dollars)	\$	\$
0 à 30 jours	45 251	56 528
31 à 60 jours	26 903	32 379
61 à 90 jours	13 944	16 635
Plus de 90 jours ⁽¹⁾	25 885	33 042
	111 983	138 584

⁽¹⁾ Incluent des retenues sur contrat totalisant 6 360 \$ (11 200 \$ en 2019).

Les variations de la provision pour créances douteuses ont été comme suit :

	2020	2019
(en milliers de dollars)	\$	\$
Solde au début de l'exercice	3 053	2 364
Charges pour mauvaises créances	873	1,410
Radiations	(567)	(721)
Solde à la fin de l'exercice	3 359	3 053

Le risque de crédit maximal auquel la Société est exposée à l'égard de chacun de ses actifs financiers (la trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances clients et autres débiteurs et les actifs financiers non courants) correspond à sa valeur comptable.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est l'exposition de la Société au risque de ne pas être en mesure de respecter ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société surveille le

niveau de sa trésorerie et de sa dette et prend les mesures appropriées pour s'assurer qu'elle dispose de suffisamment de trésorerie pour répondre aux besoins opérationnels, tout en assurant la conformité aux clauses restrictives.

Les tableaux suivants présentent les échéances contractuelles des obligations financières :

Au 31 décembre 2020	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels ⁽¹⁾ \$	Moins de 1 an \$	1 à 3 ans \$	Plus de 5 ans \$
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	90 046	90 046	90 046	—	—
Dividendes à payer	1 259	1 259	1 259	—	—
Obligations locatives	135 168	179 125	18 153	29 149	131 823
Dette à long terme	167 680	180 035	6 592	130 027	43 416
Passifs non courants	38 400	40 787	4 973	34 350	1 464
	432 553	491 252	121 023	193 526	176 703

Au 31 décembre 2019	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels ⁽¹⁾ \$	Moins de 1 an \$	1 à 3 ans \$	Plus de 5 ans \$
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	86 217	86 217	86 217	—	—
Dividendes à payer	1 245	1 245	1 245	—	—
Obligations locatives	91 315	123 759	13 593	23 153	87 013
Dette à long terme	177 900	190 744	11 842	10 758	168 144
Passifs non courants	46 088	52 565	1 673	19 529	31 363
	402 765	454 530	114 570	53 440	286 520

⁽¹⁾ Incluent le capital et les intérêts.

Compte tenu du niveau de liquidité actuel combiné aux flux de trésorerie futurs qui seront générés par les activités d'exploitation, la Société est d'avis que son risque de liquidité varie de faible à modéré.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché s'entend du risque que les variations des prix de marché, comme les taux de change et les taux d'intérêt, aient une incidence sur les résultats de la Société ou sur la valeur de ses instruments financiers. La Société est principalement exposée au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La Société est exposée au risque de marché lié aux fluctuations des taux d'intérêt, étant donné qu'une tranche de sa dette à long terme porte intérêt à un taux variable. Elle gère ce risque en maintenant une combinaison d'emprunts à taux fixe et à taux variable conformément à ses politiques. En outre, en 2020, la Société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt d'un montant notionnel initial de 15,0 millions \$ avec ses banques principales. Le contrat de swap de taux d'intérêt est désigné à titre de couverture de flux de trésorerie pour échanger le taux

variable des dettes de la Société pour un taux fixe, réduisant ainsi sa sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt. Le taux d'intérêt variable du swap de taux d'intérêt est le taux CDOR et le taux d'intérêt fixe est de 0.78 %. Le contrat de swap de taux d'intérêt fait l'objet d'un règlement sur une base mensuelle et viendra à échéance en juin 2023. La Société continue d'être à l'affût de possibilités susceptibles de réduire le risque de taux d'intérêt.

ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Au 31 décembre 2020, la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société était de 60,4 % (70,5 % en 2019). Toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux d'intérêt préférentiel sur la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société au 31 décembre 2020 aurait eu une incidence négative de 1,0 million \$ (1,3 million \$ en 2019) sur le résultat de l'exercice. Une variation hypothétique de -1,0 % du taux d'intérêt préférentiel aurait eu l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice.

RISQUE DE CHANGE

La Société offre des services qui sont facturés en dollars américains et achète du matériel dont le coût est engagé en dollars américains. De plus, une tranche de sa dette à long terme est libellée en dollars américains. Par conséquent, la Société est exposée aux risques qui découlent des fluctuations de taux de change. Elle estime que le risque est restreint et, par conséquent, ne détient pas d'instruments financiers dérivés pour réduire son exposition.

En 2020, toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une appréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu une incidence favorable de 1,2 million \$ (2,6 millions \$ en 2019) sur le résultat de l'exercice et une incidence favorable de 12,5 millions \$ (12,0 millions \$ en 2019) sur le total du résultat global. Une dépréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice et sur le total du résultat global.

Au 31 décembre 2020, un total de 60,6 millions \$ ou 47,6 millions \$ US (95,2 millions \$ ou 73,3 millions \$ US en 2019) de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des créances clients et autres débiteurs était libellé en devises. Au 31 décembre 2020, un total de 39,0 millions \$ ou 30,6 millions \$ US (61,7 millions \$ ou 47,5 millions \$ US en 2019) des dettes fournisseurs et autres créditeurs était libellé en devises.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Aux 31 décembre 2020 et 2019, les justes valeurs estimatives de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, dettes fournisseurs et autres créditeurs et des dividendes à payer se rapprochaient de leur valeur comptable respective en raison de leur nature à court terme.

La juste valeur estimative des effets à recevoir à long terme, inclus dans les actifs financiers non courants, ne différerait pas considérablement de leur valeur comptable aux 31 décembre 2020 et 2019, selon le taux estimé par la Société pour les effets à recevoir à long terme ayant des termes et conditions similaires.

La juste valeur estimative de la dette à long terme était supérieure de 3,3 millions \$ à sa

valeur comptable au 31 décembre 2020 (supérieure de 0,9 million \$ en 2019) en raison d'un changement dans les conditions de financement d'instruments similaires dont peut se prévaloir la Société. La juste valeur de la dette à long terme est déterminée au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs et des estimations de la direction quant aux taux d'intérêt du marché pour des émissions identiques ou similaires.

Veuillez vous reporter à la note 2 des notes 2020 pour de plus amples renseignements sur la hiérarchie des justes valeurs de la Société.

RISQUES D'AFFAIRES

Les risques d'affaires auxquels nous sommes exposés sont demeurés passablement les mêmes au cours des dernières années. Voici un résumé de ces principaux risques :

RISQUE DU MARCHÉ — La Société manutentionne une grande variété de marchandises et, bien que notre stratégie de diversification géographique et de produits devrait nous protéger contre les impacts majeurs, les fluctuations importantes de certaines marchandises spécifiques ou dans certaines régions spécifiques peuvent avoir un impact sur notre performance.

RISQUES ASSOCIÉS AUX TERMINAUX PORTUAIRES — L'accès à des installations portuaires stratégiques est un facteur clé du succès d'une société de manutention de marchandises. Nos installations font généralement l'objet de baux à long terme qui nous procurent des droits d'exploitation en échange de loyers, en grande partie, fixes pour la Société. Par conséquent, nous ressentons rapidement l'impact financier d'une baisse prononcée des volumes de marchandises.

POLITIQUES GOUVERNEMENTALES — Par leur investissement dans les infrastructures portuaires, leur législation, leurs tarifications ou leurs pouvoirs de taxation, les gouvernements peuvent avoir un impact direct sur la rentabilité.

VARIATIONS DE DEVISES — Les variations du dollar canadien par rapport au dollar américain peuvent avoir des répercussions sur les entreprises canadiennes. Bien que cette situation puisse toucher nos clients, elle ne nous touche pas directement. À vrai dire, nos services sont généralement rendus localement et nous sommes payés dans la même devise que celle dans laquelle nous encourons des charges. C'est pourquoi les fluctuations de la devise américaine n'influencent habituellement pas significativement nos résultats, puisque nos filiales américaines sont autonomes d'un point de vue financier. Tel qu'il est analysé à la rubrique précédente, gestion du risque financier, la Société est principalement exposée aux fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien, notamment pour les éléments des états consolidés de la situation financière détenus en dollars américains. La Société estime toutefois que ce risque est relativement restreint.

RISQUES ASSOCIÉS AU PERSONNEL ET À LA MAIN-D'ŒUVRE — Certaines de nos installations sont situées près de petits centres urbains et il peut être difficile d'y trouver une main-d'œuvre qualifiée. De plus, l'industrie des services maritimes est fortement syndiquée et il y a toujours un risque de conflit de travail lors de la négociation de conventions collectives.

AUTRES FACTEURS EXTERNES — Notre secteur des services maritimes peuvent subir l'influence de divers facteurs rattachés au commerce mondial et au mouvement des marchandises, dont les conditions climatiques extrêmes, les changements climatiques, l'instabilité politique et les poussées pandémiques. Ces facteurs peuvent avoir des répercussions sur l'offre et la demande, la disponibilité de la main-d'œuvre et les volumes, ainsi que transformer les comportements actuels des clients ou en créer de nouveaux pouvant avoir une incidence sur notre performance.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

En plus de la rémunération des principaux dirigeants et des dividendes payés aux actionnaires, qui ont lieu dans le cours normal des affaires et qui sont quantifiés à la note 29 des notes 2020, les services entre parties liées sont essentiellement des services professionnels, des loyers, des frais de gestion et des dépenses opérationnelles chargés à ou par des coentreprises. Ces transactions sont également dans le cours normal des affaires et leur contrepartie est fixée et convenue par les parties liées. Les montants dus par des coentreprises incluent la quote-part de Nanuk de l'obligation au titre des avantages postérieurs à l'emploi relative à un régime de retraite offert par la Société.

PRINCIPAUX JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

L'application des principales méthodes comptables de la Société exige que la direction exerce son jugement et qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses sur les valeurs comptables d'actifs et de passifs qui ne sont pas facilement disponibles d'autres sources. Ces estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés pertinents.

Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. L'évaluation de certains actifs et passifs au cours de la préparation des présents états financiers tient compte de plusieurs hypothèses formulées par la direction qui sont présentées à la note 3 des notes 2020. Une description plus détaillée des jugements, estimations et hypothèses est incluse dans les notes 2020, en particulier à l'égard des créances clients (notes 12 et 14), des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (note 16), des contrats de location (note 18), du goodwill (note 19), des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée (note 20), de la dépréciation d'actifs à long terme y compris le goodwill (note 19), de l'impôt différé (note 10), des avantages postérieurs à l'emploi (note 24) et des passifs non courants (note 25). Les principales méthodes comptables de la Société sont appliquées de manière uniforme dans tous ses secteurs d'exploitation à présenter (note 30).

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE

En plus d'un système comptable sophistiqué nous permettant d'analyser de manière rigoureuse les résultats de chacune de nos installations et unités d'exploitation, nous utilisons un système d'analyse des coûts nous permettant de suivre nos opérations. Nous avons développé de multiples outils automatisés d'information et de suivi qui fournissent à nos dirigeants une information pertinente et opportune, nous permettant ainsi d'optimiser nos activités.

Chaque mois, notre équipe de haute direction se réunit pour discuter des résultats, des prévisions et des projets de développement. Cette pratique permet à la direction de connaître précisément nos résultats ainsi que notre progression et d'affecter adéquatement les ressources nécessaires de façon opportune.

En plus de ces réunions mensuelles, la haute direction produit des rapports trimestriels des résultats à notre conseil d'administration et à notre comité de vérification. Les membres du comité de vérification questionnent la direction et discutent régulièrement, à huis clos, avec l'auditeur indépendant afin de s'assurer de la précision des rapports financiers émis publiquement.

Enfin, toute l'information financière ou réglementaire publiée auprès du public fait l'objet d'une révision préalable par un comité de divulgation composé de membres de la haute direction de la Société, de la présidente et chef de la direction, du président du conseil d'administration et du président du comité de vérification.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

En matière de régie d'entreprise, LOGISTEC a mis en place des pratiques correspondant à des normes élevées. Ces pratiques sont conformes aux exigences de l'Instruction générale 58-201 relative à la gouvernance et du Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance. Au nombre des 11 administrateurs de LOGISTEC, huit sont indépendants, quatre sont des femmes, et les postes de président du conseil d'administration et de chef de la direction sont distincts. Le comité de régie d'entreprise et de ressources humaines et le comité de vérification sont composés exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité de vérification examine les rapports intermédiaires et annuels et les états financiers avant qu'ils soient soumis au conseil d'administration pour son approbation, et ses membres rencontrent l'auditeur indépendant de la Société séparément. À la suite d'une analyse appropriée par le comité de vérification, le conseil d'administration recommande la nomination de l'auditeur indépendant aux actionnaires.

Conformément aux exigences du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la présidente et chef de la direction et le chef de la direction financière ont la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »). Ils sont assistés dans ces responsabilités par un comité directeur de la certification, lequel est composé de membres de la haute direction de la Société incluant les deux cadres supérieurs mentionnés précédemment.

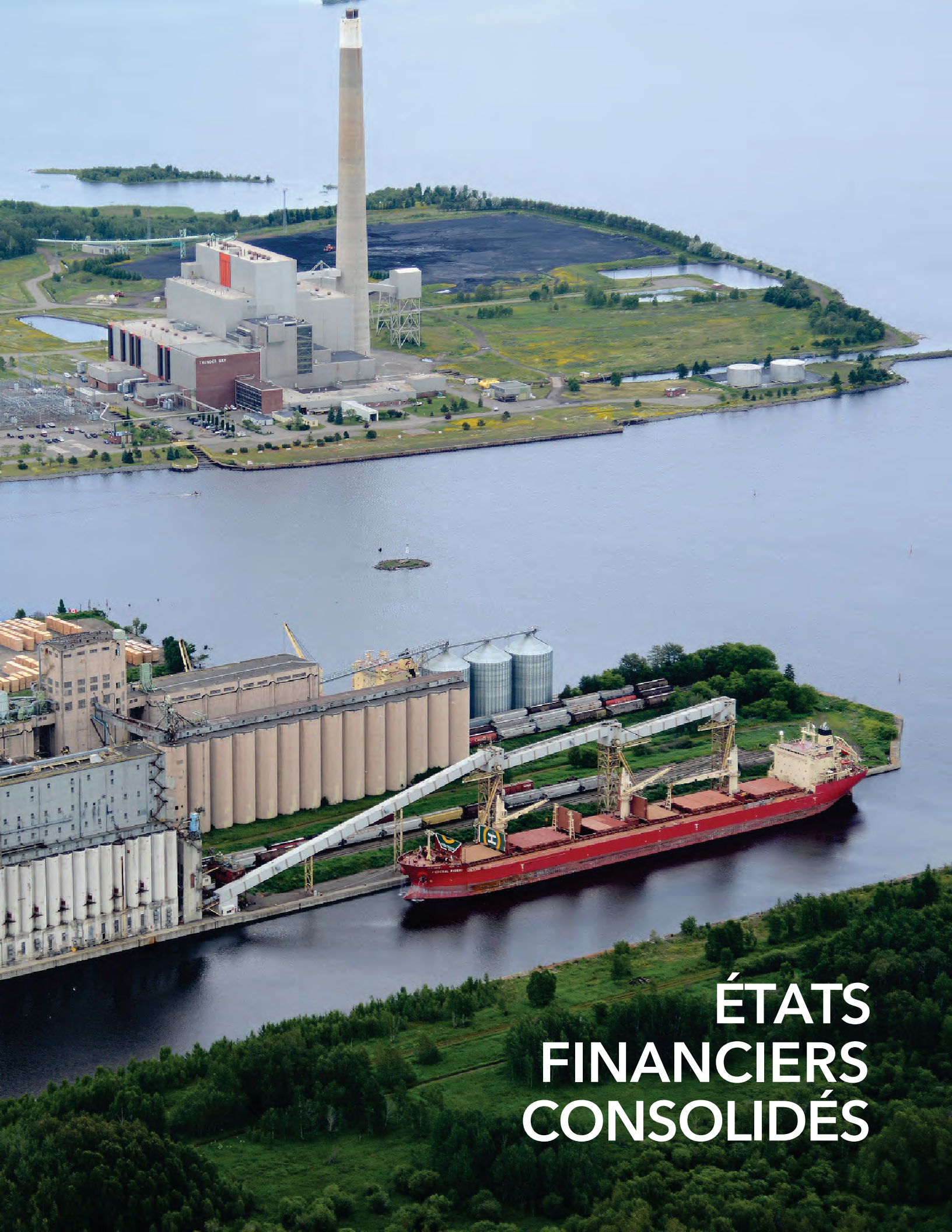
Ils ont passé en revue ce rapport de gestion, les états financiers annuels, la notice annuelle et la circulaire d'information qui inclut la divulgation et l'analyse de la rémunération (les « documents annuels »). À leur connaissance, les documents annuels ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important, ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour l'exercice visé par les documents annuels. À leur connaissance, les états financiers annuels et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents annuels donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux dates de clôture des exercices présentés dans les documents annuels, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices présentés dans les documents annuels.

Sous la supervision du comité directeur de la certification, l'efficacité des CPCI a été évaluée. En se fondant sur cette évaluation, la présidente et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les CPCI étaient efficaces à la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et que la conception de ces CPCI fournissait une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société, y compris ses filiales consolidées, leur a été communiquée de façon opportune lors de la préparation des documents annuels, et que l'information qui doit être présentée dans les documents annuels a été enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits.

La présidente et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière ont également conçu ou fait concevoir sous leur supervision le CIIF pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux IFRS. Malgré l'éclosion de la COVID-19 et la nécessité de respecter les mesures de distanciation physique, aucune modification au CIIF effectuée en 2020 n'a eu, ou aurait été raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF de la Société. Sous la supervision du comité directeur de la certification, l'efficacité du CIIF a été évaluée. En se fondant sur cette évaluation, la présidente et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que le CIIF est adéquat et efficace à fournir cette assurance au 31 décembre 2020.

(signé) Jean-Claude Dugas
Jean-Claude Dugas, CPA, CA
Chef de la direction financière

Le 16 mars, 2021



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

TABLE DES MATIÈRES

60	Rapport des auditeurs indépendants	103	13. Instruments financiers
			14. Créances clients et autres débiteurs
65	États financiers consolidés	104	15. Stocks
65	États consolidés des résultats	105	16. Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence
66	États consolidés du résultat global	106	17. Immobilisations corporelles
67	États consolidés de la situation financière	107	18. Contrats de location
68	États consolidés des variations des capitaux propres	109	19. Goodwill
70	Tableaux consolidés des flux de trésorerie	110	20. Immobilisations incorporelles
71	Notes annexes aux états financiers consolidés	111	21. Actifs financiers non courants
71	1. Informations générales		22. Dettes fournisseurs et autres créditeurs
	2. Résumé des principales méthodes comptables	112	23. Dette
88	3. Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations	113	24. Actifs et obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi
91	4. Regroupement d'entreprises	116	25. Passifs non courants
92	5. Produits	118	26. Capital social
93	6. Charge au titre des avantages du personnel	123	27. Cumul des autres éléments du résultat global, après impôt
	7. Aide gouvernementale		28. Tableaux consolidés des flux de trésorerie
94	8. Autres pertes	125	29. Transactions entre parties liées
	9. Charges financières	126	30. Information sectorielle
	10. Impôt sur le résultat	128	31. Passifs éventuels et garanties
98	11. Résultat par action	129	Conseil d'administration
	12. Gestion du risque financier	130	Dirigeants de la Société
		131	Renseignements à l'intention des actionnaires et des investisseurs

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDENTS

Aux actionnaires de Logistec Corporation

OPINION

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Logistec Corporation (l'« entité »), qui comprennent :

- les états consolidés de la situation financière au 31 décembre 2020 et 2019;
- les états consolidés du résultat net pour l'exercice clos à ces dates;
- les états consolidés des autres éléments du résultat global pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates;
- ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables;

(ci-après, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de l'entité au 31 décembre 2020 et 2019, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « **Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers** » de notre rapport des auditeurs.

Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

QUESTIONS CLÉS DE L'AUDIT

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2020. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions. Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport des auditeurs.

ÉVALUATION DE L'APPRÉCIATION DE LA PERTE DE VALEUR DU GOODWILL POUR L'UNITÉ GÉNÉRATRICE DE TRÉSORERIE (L'« UGT ») ALTRA TECHNOLOGIES D'EAU POTABLE.

Description de la question

Nous attirons l'attention sur les notes 2, 3 et 19 des états financiers. Au 31 décembre 2020, le solde du goodwill s'établissait à 149 848 \$, dont une tranche de 86 445 \$ se rapportait à l'UGT ALTRA Technologies d'eau potable. Les UGT auxquelles a été affecté le goodwill sont soumises annuellement à un test de dépréciation par l'entité, sauf lorsque certains critères sont satisfaits, ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'unité pourrait avoir subi une perte de valeur. Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'UGT et est par la suite imputée aux autres actifs de l'UGT au prorata de la valeur comptable de chacun des actifs compris dans l'UGT.

La valeur recouvrable d'une UGT est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée du coût de sortie et la valeur d'utilité. Les hypothèses clés de l'entité utilisées pour établir la valeur recouvrable de l'UGT ALTRA Technologies d'eau potable, laquelle est calculée en actualisant les projections des flux de trésorerie sur cinq ans, sont les suivantes :

- projections des flux de trésorerie prévues au budget couvrant une période d'un an;
- taux de croissance prévu des projections des flux de trésorerie au-delà de cette période d'un an;
- taux d'actualisation.

Raisons pour lesquelles il s'agit d'une question clé de l'audit

Nous avons déterminé que l'évaluation de l'appréciation de la perte de valeur du goodwill pour l'UGT ALTRA Technologies d'eau potable constituait une question clé de l'audit. Cette question concerne un aspect considéré comme présentant des risques importants d'anomalies significatives en raison de l'ampleur de l'UGT ALTRA Technologies d'eau potable et du degré élevé d'incertitude relative aux estimations dans la détermination de la valeur recouvrable. De plus, des jugements importants de la part de l'auditeur et des compétences et connaissances spécialisées ont été nécessaires à l'évaluation des résultats de nos procédures d'audit en raison de la sensibilité de la détermination de la valeur recouvrable de l'UGT ALTRA Technologies d'eau potable à des changements mineurs dans les hypothèses importantes.

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Les procédures qui suivent sont les principales procédures que nous avons mises en œuvre pour traiter cette question clé de l'audit.

Nous avons évalué le caractère approprié de l'hypothèse au titre des projections des flux de trésorerie prévues au budget pour la période d'un an de l'entité utilisée pour établir la valeur recouvrable de l'UGT ALTRA Technologies d'eau potable en la comparant aux flux de trésorerie historiques réels de l'entité. Nous avons tenu compte des changements dans les situations ou les événements touchant l'entité pour apprécier les ajustements apportés par l'entité pour en arriver à l'hypothèse au titre des projections des flux de trésorerie prévues au budget pour la période d'un an ou l'absence de tels ajustements.

Nous avons comparé les prévisions historiques de l'entité avec les résultats réels afin d'évaluer la capacité de l'entité à faire preuve de précision dans l'élaboration des hypothèses relatives au taux de croissance prévu des projections des flux de trésorerie pour au-delà de la période d'un an.

Nous avons demandé à des professionnels en évaluation possédant des compétences et des connaissances spécialisées de participer à la mission. Ces professionnels nous ont aidés :

- à évaluer le caractère approprié de l'hypothèse relative au taux d'actualisation de l'entité utilisée pour établir la valeur recouvrable, en comparant les données relatives au taux d'actualisation à des données publiées pour des entités comparables;
- à évaluer le caractère approprié du modèle d'actualisation des flux de trésorerie utilisé par l'entité pour calculer la valeur recouvrable de l'UGT ALTRA Technologies d'eau potable en fonction de la connaissance du professionnel en évaluation;
- à apprécier le caractère raisonnable de l'estimation de l'entité de la valeur recouvrable de l'UGT ALTRA Technologies d'eau potable en comparant le multiple du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA ») estimés de l'entité avec les multiples du BAIIA publiés pour des entités comparables.

AUTRES INFORMATIONS

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- des informations contenues dans le rapport de gestion déposé auprès des commissions des valeurs mobilières canadiennes compétentes;
- des informations contenues dans le « Rapport annuel 2020 », autres que les états financiers et le rapport des auditeurs sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons et n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations identifiées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, et à demeurer attentifs aux éléments indiquant que les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu les informations contenues dans le rapport de gestion déposé auprès des commissions des valeurs mobilières canadiennes compétentes et des informations contenues dans le Rapport annuel 2020, autres que les états financiers et le rapport des auditeurs sur ces états, à la date du présent rapport des auditeurs. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le rapport des auditeurs.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES RESPONSABLES DE LA GOUVERNANCE À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

RESPONSABILITÉS DES AUDITEURS À L'ÉGARD DE L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion;
- le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport des auditeurs sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport des auditeurs. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit;
- nous fournissons aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de l'entité du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

KPMG A.M.L. / S.E.N. C.R.L.*

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport des auditeurs est délivré est Yvon Dupuis.

Montréal, Canada

Le 16 mars 2021

*CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no. A114306

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

des exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Notes	2020 \$	2019 \$
Produits	5	604 701	639 942
Charge au titre des avantages du personnel	6	(287 665)	(313 091)
Matériel et fournitures		(155 611)	(169 640)
Charges d'exploitation		(41 864)	(43 173)
Autres charges		(27 509)	(31 936)
Dotation aux amortissements	17, 18, 20	(45 390)	(42 122)
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	16	9 529	8 729
Autres pertes	8	(923)	(1 220)
Résultat d'exploitation		55 268	47 489
Charges financières	9	(12 453)	(12 854)
Produits financiers		635	501
Résultat avant impôt		43 450	35 136
Impôt sur le résultat	10	(10,662)	(8 699)
Résultat de l'exercice		32 788	26 437
Résultat attribuable aux :			
Propriétaires de la Société		32 614	26 194
Participation ne donnant pas le contrôle		174	243
Résultat de l'exercice		32 788	26 437
Résultat de base par action ordinaire de catégorie A ⁽¹⁾	11	2,43	1,97
Résultat de base par action subalterne à droit de vote de catégorie B ⁽²⁾	11	2,67	2,16
Résultat dilué par action de catégorie A	11	2,39	1,92
Résultat dilué par action de catégorie B	11	2,63	2,11

⁽¹⁾ Action ordinaire de catégorie A (« action de catégorie A »)

⁽²⁾ Action subalterne à droit de vote de catégorie B (« action de catégorie B »)

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

des exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	2020 \$	2019 \$
Résultat de l'exercice		32 788	26 437
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats			
Variation nette de la valeur des écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger, déduction faite d'un recouvrement d'impôt de 302 \$ en 2020 (néant en 2019)		(2 921)	(5 916)
Variation nette de la valeur du profit latent découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger, déduction faite d'une charge d'impôt de 1 053 \$ en 2020 (néant en 2019)		1 253	3 653
Pertes sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie		(92)	(174)
Impôt sur le résultat lié aux dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie		(11)	47
Total des éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats		(1 771)	(2 390)
Éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats			
Pertes sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies	24	(2 732)	(4 384)
Rendement de l'actif des régimes de retraite	24	333	1,680
Impôt sur le résultat sur le profit sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et sur le rendement de l'actif des régimes de retraite	10	636	719
Total des éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats		(1 763)	(1 985)
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat			
Éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats		(199)	—
Éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats		53	(26)
Total de la quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat		(146)	(26)
Autres éléments du résultat global de l'exercice, après impôt sur le résultat		(3 680)	(4 401)
Total du résultat global de l'exercice		29 108	22 036
Total du résultat global attribuable aux :			
Propriétaires de la Société		28 962	21 819
Participation ne donnant pas le contrôle		146	217
Total du résultat global de l'exercice		29 108	22 036

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Au 31 décembre 2020	Au 31 décembre 2019
Actif			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		45 498	22 608
Créances clients et autres débiteurs	14	137 911	156 228
Actifs sur contrat		7 617	10 593
Actifs d'impôt exigible	10	9 171	6 028
Stocks	15	12 946	12 569
Charges payées d'avance et autres		9 005	5 129
		222 148	213 155
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	16	45 061	42 349
Immobilisations corporelles	17	185 181	184 304
Actifs au titre de droits d'utilisation	18	132 795	89 581
Goodwill	19	149 848	140 617
Immobilisations incorporelles	20	38 422	40 735
Actifs non courants		2 381	2 417
Actifs financiers non courants	21	9 160	8 829
Actifs d'impôt différé	10	12 385	12 751
Total de l'actif		797 381	734 738
Passif			
Passif courant			
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	22	90 046	86 217
Passifs sur contrat		8 700	5 356
Passifs d'impôt exigible	10	8 570	3 131
Dividendes à payer	26	1 259	1 245
Tranche courante des obligations locatives	18	18 251	9 820
Tranche courante de la dette à long terme	23	3 718	9 390
		130 544	115 159
Obligations locatives	18	116 917	81 495
Dette à long terme	23	163 962	168 510
Passifs d'impôt différé	10	21 399	21 156
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	24	22 055	18 383
Passifs sur contrat		2 533	2 933
Passifs non courants	25	38 400	46 088
Total du passif		495 810	453 724
Capitaux propres			
Capital social	26	45 575	40 222
Capital social devant être émis	26	4 906	9 811
Résultats non distribués		242 358	220 641
Cumul des autres éléments du résultat global	27	7 943	9 697
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société		300 782	280 371
Participation ne donnant pas le contrôle		789	643
Total des capitaux propres		301 571	281 014
Total du passif et des capitaux propres		797 381	734 738
Engagements, passifs éventuels et garanties	18, 31		

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil

(signé) James C. Cherry
James C. Cherry, FCPA, FCA
Administrateur

(signé) Madeleine Paquin
Madeleine Paquin, C.M.
Administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Attribuable aux propriétaires de la Société						Participation ne donnant pas le contrôle \$	Total des capitaux propres \$
		Capital social \$	Capital social devant être émis \$	Cumul des autres éléments du résultat global (note 27) \$	Résultats non distribués \$	Total \$			
Solde au 1 ^{er} janvier 2020		40 222	9 811	9 697	220 641	280 371	643	281 014	
Résultat de l'exercice		—	—	—	32 614	32 614	174	32 788	
Autres éléments du résultat global									
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		—	—	(2 893)	—	(2 893)	(28)	(2 921)	
Profit latent découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger		—	—	1 253	—	1 253	—	1 253	
Perte sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et rendement de l'actif des régimes de retraite, après impôt sur le résultat	24	—	—	—	(1 763)	(1 763)	—	(1 763)	
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en Équivalence, après impôt sur le résultat		—	—	(11)	(135)	(146)	—	(146)	
Couvertures de flux de Trésorerie, après impôt sur le résultat		—	—	(103)	—	(103)	—	(103)	
Total du résultat global de l'exercice		—	—	(1 754)	30 716	28 962	146	29 108	
Réévaluation du passif au titre de l'option de vente émise	25	—	—	—	(2 732)	(2 732)	—	(2 732)	
Rachat d'actions de catégorie A	26	(4)	—	—	(182)	(186)	—	(186)	
Émission et rachat d'actions de catégorie B	26	452	—	—	(888)	(436)	—	(436)	
Émission de capital social de catégorie B à un actionnaire d'une filiale	26	4 905	(4 905)	—	—	—	—	—	
Émission attendue d'actions de catégorie B aux termes du Régime d'options d'achat d'actions à l'intention de la haute direction	26	—	—	—	136	136	—	136	
Autres dividendes		—	—	—	(299)	(299)	—	(299)	
Dividendes sur actions de catégorie A	26	—	—	—	(2 758)	(2 758)	—	(2 758)	
Dividendes sur actions de catégorie B	26	—	—	—	(2 276)	(2 276)	—	(2 276)	
Solde au 31 décembre 2020		45 575	4 906	7 943	242 358	300 782	789	301 571	

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (SUITE)

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Attribuable aux propriétaires de la Société						
		Capital social \$	Capital social devant être émis \$	Cumul des autres éléments du résultat global (note 27) \$	Résultats non distribués \$	Total \$	Participation ne donnant pas le contrôle \$	Total des capitaux propres \$
Solde au 1^{er} janvier 2019		35 016	14 717	12 061	200 404	262 198	2 191	264 389
Résultat de l'exercice		—	—	—	26 194	26 194	243	26 437
Autres éléments du résultat global								
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		—	—	(5 890)	—	(5 890)	(26)	(5 916)
Profit latent découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger		—	—	3 653	—	3 653	—	3 653
Pertes sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et rendement de l'actif des régimes de retraite, après impôt sur le résultat	24	—	—	—	(1 985)	(1 985)	—	(1 985)
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en Équivalence, après impôt sur le résultat		—	—	—	(26)	(26)	—	(26)
Couvertures de flux de Trésorerie, après impôt sur le résultat		—	—	(127)	—	(127)	—	(127)
Total du résultat global de l'exercice		—	—	(2 364)	24 183	21 819	217	22 036
Réévaluation du passif au titre de l'option de vente émise	25	—	—	—	2 766	2 766	—	2 766
Rachat de participations ne donnant pas le contrôle	25, 29	—	—	—	(35)	(35)	(1 765)	(1 800)
Rachat d'actions de catégorie A	26	(6)	—	—	(381)	(387)	—	(387)
Émission et rachat d'actions de catégorie B	26	306	—	—	(1 384)	(1 078)	—	(1 078)
Émission de capital social de catégorie B à un actionnaire d'une filiale	26	4 906	(4 906)	—	—	—	—	—
Dividendes sur actions de catégorie A	26	—	—	—	(2 722)	(2 722)	—	(2 722)
Dividendes sur actions de catégorie B	26	—	—	—	(2 190)	(2 190)	—	(2 190)
Solde au 31 décembre 2019		40 222	9 811	9 697	220 641	280 371	643	281 014

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

des exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	2020 \$	2019 \$
Activités d'exploitation			
Résultat de l'exercice		32 788	26 437
Éléments sans effet sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	28	60 517	55 912
Trésorerie générée par les activités d'exploitation		93 305	82 349
Dividendes reçus des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	16	6 600	4 113
Cotisations en vertu des régimes de retraite à prestations définies	24	(871)	(991)
Règlement des provisions	25	(481)	(194)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	28	15 066	(2 049)
Impôt sur le résultat payé		(5 164)	(11 947)
		108 455	71 281
Activités de financement			
Variation nette des emprunts bancaires à court terme		—	(13 577)
Émission de dette à long terme, nette des coûts de transaction	23, 28	76 518	84 649
Remboursement de dette à long terme	23, 28	(83 962)	(66 030)
Remboursement d'autres passifs non courants		(2 557)	(571)
Remboursement d'obligations locatives		(14 049)	(9 726)
Intérêts payés		(10 755)	(12 269)
Émission d'actions de catégorie B	26	190	258
Rachat d'actions de catégorie A	26	(186)	(387)
Rachat d'actions de catégorie B	26	(1 131)	(1 635)
Dividendes versés sur les actions de catégorie A	26	(2 760)	(2 703)
Dividendes versés sur les actions de catégorie B	26	(2 262)	(2 161)
		(40 954)	(24 152)
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	17	(23 375)	(34 974)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	20	(248)	(122)
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles	17	634	1 832
Regroupements d'entreprises	4	(19 957)	—
Intérêts perçus		330	439
Acquisition d'autres actifs non courants		(228)	(944)
Produit de la sortie d'autres actifs non courants		109	151
Trésorerie versée à des participations ne donnant pas le contrôle		(2 056)	(7 972)
Trésorerie découlant d'autres actifs financiers non courants		222	211
		(44 569)	(41 379)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		22 932	5 750
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		22 608	15 393
Effets des variations des cours de change sur le solde de la trésorerie détenue en monnaie étrangère des établissements à l'étranger		(42)	1 465
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		45 498	22 608
Opérations sans effet sur la trésorerie et informations supplémentaires	28		

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

LOGISTEC Corporation (la « Société ») offre des services de manutention de marchandises et d'autres services spécialisés à une vaste clientèle maritime, industrielle et municipale. La Société dispose d'installations de manutention de marchandises dans 53 ports en Amérique du Nord et offre des services d'agences maritimes aux armateurs et aux exploitants de navires étrangers qui desservent le marché canadien. La Société est fortement diversifiée en termes de catégories de marchandises manutentionnées, de localisation des installations portuaires et d'équilibre entre les activités liées à l'importation et à l'exportation. De plus, la Société, par l'intermédiaire de ses filiales SANEXEN Services environnementaux inc. (« SANEXEN ») et FER-PAL Construction Ltd. (« FER-PAL »), mène ses activités dans le secteur des services environnementaux. Celles-ci englobent le renouvellement des conduites d'eau souterraines, la gestion des sols contaminés et des matières résiduelles, la restauration de sites, l'analyse de risques et la fabrication de boyaux tissés.

La Société est constituée au Québec et elle est régie par la Loi sur les sociétés par actions (Québec). Ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles LGT.A et LGT.B. Son siège social est situé au 600, rue de la Gauchetière Ouest, 14^e étage, Montréal (Québec) H3B 4L2, Canada.

L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc.

Les présents états financiers consolidés audités ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 16 mars 2021.

2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation des présents états financiers consolidés sont énoncées ci-après.

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers de la Société ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board.

NORMES ET INTERPRÉTATIONS COMPTABLES PUBLIÉES ET ADOPTÉES

Le 1^{er} janvier 2020, la Société a adopté les nouvelles modifications suivantes :

- Modification aux dispositions en matière de comptabilité de couverture – Réforme des TIO et son incidence sur l'information financière (Phase I);
- Modifications des références au Cadre conceptuel dans les normes IFRS;
- Définition d'une entreprise (modifications de l'IFRS 3);

- Définition du terme « significatif » (modifications de l'IAS 1 et de l'IAS 8).

La Société a terminé l'évaluation de l'incidence de ces modifications et a établi que l'adoption de celles-ci n'a aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés.

PRÉPARATION

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur, notamment les instruments financiers dérivés, les actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi et les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Le coût historique est habituellement fondé sur la juste valeur de la contrepartie accordée pour les services rendus. La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales.

FILIALES

Les filiales sont toutes les entités contrôlées par la Société. La Société détient le contrôle lorsqu'elle détient le pouvoir sur l'entité émettrice, est exposée ou a droit à des rendements variables du fait de ses liens avec l'entité émettrice et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient. Les filiales demeurent consolidées jusqu'à la date à laquelle la Société cesse de détenir le contrôle.

Les produits et les charges des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont compris dans les états consolidés des résultats et du résultat global à compter de la date d'entrée en vigueur de l'acquisition du contrôle et jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la perte du contrôle, selon le cas. Le total du résultat global des filiales est attribué aux propriétaires de la Société et aux participations ne donnant pas le contrôle.

Au besoin, des ajustements sont apportés aux états financiers des filiales afin que leurs méthodes comptables concordent avec les méthodes utilisées par la Société.

Les transactions, soldes, produits, charges et flux de trésorerie intragroupes sont éliminés lors de la consolidation jusqu'à leur réalisation avec une tierce partie. Les écarts de change sur les éléments monétaires sont comptabilisés en résultat net au cours de la période où ils surviennent, à l'exception des écarts de change sur les éléments monétaires à recevoir d'un établissement à l'étranger ou à payer à celui-ci dont le règlement n'est ni prévu ni probable (constituant ainsi une part de l'investissement net dans un établissement à l'étranger), qui sont comptabilisés initialement dans les autres éléments du résultat global et reclassés des capitaux propres en résultat net lorsque le remboursement des éléments monétaires survient.

Les filiales en propriété exclusive de la Société sont les suivantes :

Agences maritimes de Sorel inc., Agences maritimes LOGISTEC inc., BaTerm, LLC, Castaloop inc., Castaloop USA Inc., CrossGlobe Transport, Ltd., Gestion immobilière SETL inc., GSM

Intermediate Holdings, Inc., GSM Maritime Holdings, LLC, Gulf Stream Marine, Inc. (« GSM »), Les Solutions multimodales MtlLINK inc. (« MtlLINK »), Les Terminaux Rideau Bulk Terminals Inc., LOGISTEC Arrimage inc., LOGISTEC Arrimage (Nouveau-Brunswick) inc., LOGISTEC Arrimage (Nouvelle Écosse) inc., LOGISTEC Arrimage (Ontario) inc., LOGISTEC Services environnementaux inc., LOGISTEC Services maritimes inc., LOGISTEC Stevedoring U.S.A. Inc., LOGISTEC USA Inc., Niedner inc., Pate Stevedore Company, Inc. (« Pate »), Ramsey Greig & Cie. Itée., SANEXEN Services environnementaux inc., SANEXEN Water, Inc. et Tartan Terminals, Inc.

La Société détient également une participation de 51,03 % dans FER-PAL et une participation de 77,91 % dans LOGISTEC Gulf Coast LLC (« LGC »).

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

La Société utilise la méthode de l'acquisition pour comptabiliser les regroupements d'entreprises. La contrepartie transférée pour l'acquisition d'une filiale correspond à la juste valeur des actifs transférés, des passifs engagés et des parts de capitaux propres émises par la Société. La contrepartie transférée comprend la juste valeur de tout actif ou passif résultant d'un accord de contrepartie conditionnelle. Les coûts liés à l'acquisition sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels repris lors d'un regroupement d'entreprises sont évalués initialement à leur juste valeur à la date d'acquisition. Pour chaque acquisition, la Société comptabilise toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise soit à sa juste valeur, soit selon sa quote part de l'actif net identifiable comptabilisé de l'entreprise acquise.

Les changements dans les participations d'une société mère dans des filiales qui ne se traduisent pas par une perte de contrôle sont comptabilisés comme des transactions portant sur des capitaux propres.

PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent les participations dans des filiales détenues par des tiers. La quote-part de l'actif net des filiales attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est présentée comme une composante des capitaux propres.

PARTICIPATIONS COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE

Les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence se composent des participations dans des coentreprises et des entreprises associées de la Société.

COENTREPRISES

Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel la Société convient avec d'autres parties d'exercer un contrôle conjoint sur une entreprise, lequel existe uniquement lorsque les activités qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entreprise requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Elle implique la création d'une société par actions ou d'une société de personnes et les parties exerçant le contrôle conjoint ont des droits sur l'actif net de l'entreprise.

ENTREPRISES ASSOCIÉES

Une entreprise associée est une entité sur laquelle la Société a une influence notable

et qui n'est ni une filiale ni une participation dans une coentreprise. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politiques financières et opérationnelles de l'entreprise détenue, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques.

Le résultat, les actifs et les passifs des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence sont comptabilisés dans les présents états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, une participation dans une coentreprise ou une entreprise associée est initialement comptabilisée au coût dans les états consolidés de la situation financière, puis est ajustée par la suite pour comptabiliser la quote-part de la Société des résultats et des autres éléments du résultat global de la coentreprise ou de l'entreprise associée. Si la quote-part de la Société dans les pertes d'une coentreprise ou d'une entreprise associée est supérieure à sa participation dans la coentreprise ou l'entreprise associée (y compris toute participation à long terme qui, en substance, constitue une partie de la participation nette de la Société dans la coentreprise ou l'entreprise associée), la Société cesse de comptabiliser sa quote-part dans les pertes à venir, sauf si elle a contracté une obligation légale ou implicite ou a effectué des paiements au nom de la coentreprise ou de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la part revenant à la Société de la juste valeur nette des actifs identifiables, des passifs et des passifs éventuels de la coentreprise ou de l'entreprise associée constatée à la date d'acquisition est comptabilisé à titre de goodwill, qui est inclus dans la valeur comptable de la participation. Tout excédent de la part revenant à la Société de la juste valeur nette des actifs identifiables, des passifs et des passifs éventuels sur le coût d'acquisition, après réévaluation, est immédiatement comptabilisé aux états consolidés des résultats.

Les profits ou les pertes résultant de transactions entre la Société et ses coentreprises ou ses entreprises associées sont comptabilisés dans les états financiers consolidés de la Société seulement à hauteur des participations dans la coentreprise ou l'entreprise associée qui ne sont pas liées à la Société.

COMPTABILISATION DES PRODUITS

Les produits sont évalués en fonction de la contrepartie énoncée dans le contrat conclu avec un client et excluent les montants perçus pour le compte de tiers. La Société comptabilise les produits lorsqu'elle procède au transfert du contrôle d'un service ou d'un produit à un client. La détermination du moment auquel le contrôle est transféré (« à un moment précis » ou « progressivement ») nécessite du jugement. La Société comptabilise les produits des principales sources suivantes :

SERVICES MARITIMES

La Société tire des produits des services liés à l'arrimage, au chargement et au déchargement de la marchandise, à l'empotage et au dépotage de conteneurs, aux droits de bassin, au transport routier, à l'entreposage et à la livraison/réception par camion. Les produits tirés des services précités sont comptabilisés progressivement, au fur et à mesure que les services sont fournis au cours de la période qui s'étend du moment de l'arrivée des marchandises au moment de leur départ en provenance ou à destination du terminal.

Les frais d'entreposage relatifs à la marchandise entreposée par des clients aux termes d'ententes à court terme dans les installations de la Société sont comptabilisés progressivement en fonction du temps écoulé.

Pour ce qui est des ententes qui comportent plusieurs obligations de prestation, la contrepartie totale prévue au contrat est répartie entre chacune des obligations de prestation en fonction de leur prix de vente spécifique, et les produits sont comptabilisés lorsque, ou à mesure que, les obligations de prestation sont remplies. Le prix de vente spécifique est déterminé selon les prix courants auxquels la Société vend ses services dans le cadre de transactions distinctes.

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

La Société tire des produits du secteur des services environnementaux liés au renouvellement de conduites d'eau souterraines, à la restauration de sites et à la gestion de sols contaminés et matières résiduelles et à l'analyse de risques qu'elle offre à une clientèle industrielle et municipale ainsi qu'à d'autres entités gouvernementales.

Les contrats conclus avec les clients pour les services précités comportent généralement plusieurs obligations de prestation. La Société réalise un important travail d'intégration des services et, par conséquent, ceux-ci sont réputés représenter une seule obligation de prestation distincte. Les produits tirés de ces services sont comptabilisés progressivement en fonction du degré d'avancement des travaux, qui est déterminé sur la base des coûts engagés.

Selon la méthode fondée sur les coûts, le degré d'avancement des travaux à tout moment est évalué en divisant les coûts cumulatifs engagés à la date de clôture par la somme des coûts engagés et des coûts prévus pour l'achèvement d'un contrat. L'effet cumulatif des modifications aux coûts et aux produits pour achever un contrat est comptabilisé au cours de la période pendant laquelle les révisions sont identifiées. Si le total des coûts prévus d'un contrat dépasse le total des produits prévus, la perte qui en résulte est comptabilisée intégralement au cours de la période pendant laquelle elle est confirmée. La détermination des coûts et des produits prévus appropriés nécessite des estimations.

BIENS D'ENVIRONNEMENT

Pour la fabrication des boyaux tissés, les produits sont comptabilisés au moment précis du transfert du contrôle de l'actif au client, soit habituellement lorsque celui-ci prend possession du bien. Pour les contrats aux termes desquels la Société offre des produits ou des services sur mesure et se prévaut d'un droit exécutoire à un paiement au titre de la prestation effectuée, les critères de comptabilisation progressive des produits sont satisfaits et, par conséquent, les produits sont comptabilisés selon cette méthode.

MONNAIES ÉTRANGÈRES

MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Les éléments inclus dans les états financiers de chacun des établissements à l'étranger de la Société sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). La monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société est le dollar canadien.

Les états financiers des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle diffère de celle de la monnaie de présentation de la Société sont convertis en dollars canadiens. Les actifs et les passifs sont convertis aux taux en vigueur à la fin de la période de présentation de l'information financière; les éléments des produits et des charges sont convertis aux taux en vigueur aux dates des transactions. Les profits et les pertes découlant de la conversion sont comptabilisés aux capitaux propres au poste Cumul des autres éléments du résultat global – conversion des devises.

TRANSACTIONS ET SOLDES

Les éléments des produits et des charges résultant de transactions effectuées en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux en vigueur aux dates des transactions. Les éléments d'actif et de passif monétaires présentés dans les états consolidés de la situation financière sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux en vigueur à la fin de la période de présentation de l'information financière; les éléments non monétaires sont convertis aux taux en vigueur aux dates des transactions. Les profits et les pertes de change résultant de la conversion sont comptabilisés dans le poste Autres pertes des états consolidés des résultats, sauf si la comptabilité de couverture est appliquée, comme il est décrit dans la rubrique Instruments financiers dérivés.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. Elle est comptabilisée aux états consolidés des résultats, sauf si elle se rapporte à des éléments comptabilisés directement aux capitaux propres ou aux autres éléments du résultat global, auquel cas elle est comptabilisée aux capitaux propres ou aux autres éléments du résultat global.

IMPÔT EXIGIBLE

L'impôt exigible correspond à l'impôt payable attendu sur le bénéfice imposable de l'exercice, déterminé selon le taux d'imposition adopté ou quasi adopté à la fin de la période de présentation de l'information financière, et à tout ajustement de l'impôt exigible pour les exercices précédents.

IMPÔT DIFFÉRÉ

L'impôt différé est comptabilisé selon les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs dans les états financiers consolidés et les valeurs fiscales correspondantes utilisées dans le calcul du bénéfice imposable. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'imposition dont l'application est attendue dans la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, en fonction des taux d'imposition qui sont adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont la Société s'attend, à la fin de la période de présentation de l'information financière, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

Des actifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible. De tels actifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés si la différence temporelle découle de la comptabilisation initiale d'autres actifs et passifs liés à une transaction (autre qu'un regroupement d'entreprises) qui n'a d'incidence ni sur le bénéfice imposable ni sur le résultat comptable.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés relativement au report de pertes fiscales et de crédits d'impôt inutilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, sur lequel les pertes fiscales et les crédits d'impôt inutilisés pourront être utilisés.

Les actifs d'impôt différé découlant des différences temporelles déductibles associées à des participations dans des filiales, des entreprises associées et des coentreprises sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporelle et que la différence temporelle se résorbera dans un avenir prévisible.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et elle est réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif.

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

En général, des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables. De tels passifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés si la différence temporelle découle de la comptabilisation initiale du goodwill ou de la comptabilisation initiale d'autres actifs et passifs liés à une transaction (autre qu'un regroupement d'entreprises) qui n'a d'incidence ni sur le bénéfice imposable ni sur le résultat comptable.

Les passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans des filiales, des entreprises associées et des coentreprises, sauf si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et s'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les fonds en caisse et en banque, les placements très liquides dont l'échéance est de moins de trois mois à compter de la date d'acquisition, et les placements très liquides rachetables en tout temps sans pénalité.

CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

Les créances clients sont les montants à recevoir des clients provenant de la prestation de services ou de la vente de biens dans le cours normal des activités. Les factures sont émises conformément aux modalités contractuelles et doivent habituellement être acquittées au moment de leur réception. La période entre la prestation et les paiements pour la prestation est généralement inférieure à un an. Les montants non facturés sont présentés à titre d'actifs sur contrat. Les créances clients et autres débiteurs sont classés dans les actifs courants si les montants sont payables dans un délai d'un an ou moins. Les créances clients et autres débiteurs sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, puis évalués ultérieurement au coût amorti, déduction faite de la perte de valeur. La Société constitue une provision pour créances douteuses pour la perte de valeur au titre des créances clients. La charge relative aux créances douteuses est incluse dans le poste autres charges des états consolidés des résultats.

ACTIFS SUR CONTRAT OU PASSIFS SUR CONTRAT

Les actifs sur contrat correspondent essentiellement au montant brut non facturé pour un projet donné qui devrait être perçu auprès des clients pour les travaux liés à des contrats effectués jusqu'à présent. Ils sont évalués au coût plus le profit comptabilisé par la Société jusqu'à la date considérée, déduction faite des facturations intermédiaires. Les actifs sur contrat sont transférés dans les créances clients et autres débiteurs lorsque les droits deviennent inconditionnels, soit habituellement lorsque la Société émet une facture au client. Si les facturations intermédiaires pour un projet donné sont supérieures aux coûts engagés plus les profits comptabilisés, la différence sera présentée à titre de passif sur contrat.

Les passifs sur contrat correspondent à la contrepartie reçue en avance des clients pour laquelle le produit est comptabilisé quand le service est rendu ou lorsque les biens sont livrés. Les passifs sur contrat sont présentés en tant que passifs courants ou non courants en fonction du moment au cours duquel la Société s'attendra à comptabiliser le produit correspondant.

La Société a choisi de se prévaloir des mesures de simplification prévues dans les dispositions de l'IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients et, par conséquent, ne présente aucune information relative aux obligations de prestation qui restent à remplir aux 31 décembre 2020 et 2019 à l'égard des contrats dont la durée initiale attendue ne dépasse pas un an.

STOCKS

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est établi selon la méthode du premier entré, premier sorti. Le coût des produits en courset des produits finis inclut le coût des matières premières, le coût de la main-d'œuvre et les frais généraux pertinents. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé des stocks, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts nécessaires pour réaliser la vente.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût, déduction faite des subventions publiques, diminuées du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les coûts subséquents sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, le cas échéant, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés aux éléments iront à la Société et que le coût peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable d'un actif remplacé est décomptabilisée lorsque l'actif est remplacé. Les coûts de réparation et d'entretien sont comptabilisés aux états consolidés des résultats de la période où ils sont engagés.

Les immobilisations corporelles, diminuées de leur valeur résiduelle, sont amorties suivant le mode linéaire selon leurs durées d'utilité estimées. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Immeubles	De 5 à 25 ans
Machinerie et matériel roulant	De 3 à 20 ans
Matériel informatique	De 3 à 7 ans
Mobilier et agencements	De 3 à 10 ans
Améliorations locatives	De 4 à 16 ans

Les durées d'utilité estimées, les valeurs résiduelles et la méthode d'amortissement sont révisées annuellement et l'incidence de tout changement dans les estimations est comptabilisée de manière prospective.

Les profits ou les pertes résultant de la sortie d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant les produits de la vente avec la valeur comptable de l'actif et sont inclus dans les états consolidés des résultats.

CONTRATS DE LOCATION

À la date de passation d'un contrat, la Société apprécie si celui-ci est ou contient un contrat de location en déterminant s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

CONTRATS DE LOCATION À COURT TERME OU CONTRATS DE LOCATION DONT LE BIEN SOUS-JACENT EST DE FAIBLE VALEUR

La Société a décidé ne pas comptabiliser d'actif au titre du droit d'utilisation, ni d'obligation locative à l'égard des contrats de location à court terme dont la durée est de 12 mois ou moins, et des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. La Société comptabilise en charges les paiements de loyers liés à ces contrats de location au poste charges d'exploitation des états consolidés des résultats, sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

TOUS LES AUTRES CONTRATS DE LOCATION

À la date de passation du contrat de location, la Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué selon le montant initial de l'obligation locative ajusté, le cas échéant, en fonction des paiements

de loyers versés à la date de début ou avant cette date et auquel s'ajoutent, le cas échéant, les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts à engager pour le démantèlement et l'enlèvement du bien sous-jacent ainsi que pour la restauration du site sur lequel il est situé, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus. Les actifs sont amortis sur une base linéaire sur la période allant de la date de début jusqu'à la fin de leur durée d'utilité estimée ou, si elle est plus courte, sur la durée du contrat de location. La durée du contrat de location comprend les intervalles visés par toute option de prolongation du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable d'exercer.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers, laquelle est calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location, s'il est possible de déterminer facilement ce taux. Sinon, la Société utilise son taux d'emprunt marginal. De manière générale, la Société utilise son taux d'emprunt marginal à titre de taux d'actualisation.

L'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les paiements de loyers sont ventilés entre les charges financières et l'amortissement de l'obligation locative selon la méthode du taux d'intérêt effectif, de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde résiduel du passif. Une charge financière est comptabilisée directement dans les états consolidés des résultats.

L'obligation locative est réévaluée s'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation d'un indice ou d'un taux, si un changement survient dans l'estimation de la Société du montant qu'elle s'attend à devoir payer au titre d'une garantie de valeur résiduelle, ou si la Société modifie son évaluation de la probabilité qu'elle exerce une option d'achat, de prolongation ou de résiliation. En pareil cas, un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation.

SUBVENTIONS PUBLIQUES

Les subventions publiques relatives à l'acquisition d'immobilisations corporelles sont portées en diminution du coût des actifs connexes. Par conséquent, elles sont comptabilisées aux états consolidés des résultats sur la durée d'utilité de l'actif amortissable à titre de réduction de la dotation aux amortissements. Les subventions publiques relatives à des charges sont comptabilisées en diminution des charges connexes. L'avantage tiré d'un prêt public à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché est traité comme une subvention publique et correspond à la différence entre le produit reçu et la juste valeur du prêt d'après les taux d'intérêt en vigueur sur le marché.

GOODWILL

Le goodwill est évalué comme l'excédent du coût d'acquisition sur la part de la Société dans la juste valeur de tous les actifs et passifs identifiés. Le goodwill est initialement comptabilisé comme un actif à la juste valeur, et subséquemment évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie (les « UGT ») de la Société (ou à chacun des groupes d'UGT) qui devraient bénéficier des synergies du regroupement, et qui représentent le niveau le plus bas au sein de la Société auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne.

Les UGT auxquelles a été affecté le goodwill sont soumises annuellement à un test de dépréciation, sauf lorsque certains critères sont satisfaits, ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'UGT pourrait avoir subi une perte de valeur. La valeur recouvrable d'un UGT est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée du coût de sortie et la valeur d'utilité. Dans le cadre de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'UGT pour lesquels les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées. Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité et est par la suite imputée aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chacun des actifs compris dans l'UGT. Une perte de valeur comptabilisée pour un goodwill n'est pas reprise dans des périodes ultérieures.

À la sortie d'une UGT, le goodwill qui en découle est pris en compte dans la détermination du profit ou de la perte tiré(e) de la sortie.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées de droits de location et localisation et de relations clients. Elles ont des durées d'utilité limitées et sont inscrites au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles sont amorties suivant le mode linéaire selon leurs durées d'utilité estimées. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Relations clients	De 2 à 15 ans
Logiciels	De 3 à 5 ans
Droits de location et localisation	De 15 à 21 ans

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les frais de développement sont comptabilisés en tant qu'immobilisation incorporelle lorsque tous les critères suivants peuvent être démontrés :

- la faisabilité technique de l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou la vendre;
- la capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables;
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les frais de développement qui ne satisfont pas à ces critères sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les frais de développement comptabilisés antérieurement en charges ne sont pas comptabilisés en tant qu'immobilisation incorporelle dans un exercice subséquent.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS AUTRES QUE LE GOODWILL

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société revoit la valeur comptable de ses immobilisations corporelles et incorporelles afin de déterminer s'il existe une quelconque indication que ces actifs ont subi une perte de valeur. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable est estimée en vue de déterminer le montant de la perte de valeur (le cas échéant). S'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

Si la valeur comptable d'un actif (ou d'une UGT) est supérieure à sa valeur recouvrable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'UGT) est ramenée à sa valeur recouvrable. Toute perte de valeur est comptabilisée immédiatement aux états consolidés des résultats. Si une perte de valeur est reprise ultérieurement, la valeur comptable de l'actif (ou de l'UGT) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable, dans la mesure où cette valeur comptable augmentée n'est pas supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif (ou cette UGT) au cours d'exercices antérieurs. Toute reprise de perte de valeur est comptabilisée immédiatement aux états consolidés des résultats.

PROVISIONS

Les provisions comprennent les provisions pour garantie, pour demandes d'indemnisation et litiges, les provisions pour constater la quote-part supplémentaire de la Société des pertes de certaines coentreprises pour lesquelles elle a contracté des obligations implicites, et pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les provisions sont comptabilisées si la Société a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable que la Société sera tenue d'éteindre l'obligation et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la fin de la période de présentation de l'information financière, en tenant compte des risques et incertitudes relatifs à l'obligation. Si une provision est évaluée en fonction des estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie (l'incidence de la valeur temps de l'argent étant importante).

S'il est prévu qu'une partie ou la totalité des avantages économiques nécessaires à l'extinction d'une provision seront recouverts d'un tiers, un montant à recevoir est comptabilisé comme un actif si on a la quasi-certitude que le remboursement sera reçu et si le montant à recevoir peut être évalué de façon fiable.

GARANTIE

Une filiale de la Société fournit une garantie limitée selon laquelle ses biens sont exempts de défaut de fabrication et de main-d'œuvre pendant cinq ans à partir de la date à laquelle les biens sont vendus. La provision est fondée sur la meilleure estimation de la direction du montant nécessaire à l'extinction de l'obligation.

DEMANDES D'INDEMNISATION ET LITIGES

Une provision pour demandes d'indemnisation et litiges est comptabilisée lorsqu'il est probable que la Société sera tenue responsable. La provision est fondée sur la meilleure estimation de la direction du montant nécessaire à l'extinction de l'obligation.

OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Société sont reliées principalement à ses obligations de retirer les actifs et de restaurer ses sites en vertu de contrats de location. La juste valeur d'un passif au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisée dans l'exercice au cours duquel elle naît et lorsqu'il est possible de faire une estimation raisonnable de la juste valeur. La juste valeur d'un passif au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations est le montant pour lequel le passif pourrait être réglé dans une transaction courante entre des parties indépendantes, c'est-à-dire autrement que dans le contexte d'une opération forcée ou d'une liquidation. Le coût de la mise hors service d'immobilisations est inscrit à l'actif connexe et amorti selon une méthode rationnelle et systématique sur la durée d'utilité de l'actif.

AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

Certains employés bénéficient de droits à prestations en vertu des régimes de retraite de la Société, qui sont soit des régimes de retraite à cotisations définies, soit des régimes de retraite à prestations définies. Ces régimes de retraite varient selon les cadres juridiques, financiers et fiscaux de chaque pays.

En ce qui concerne les régimes de retraite à prestations définies, le montant des prestations fournies est déterminé en fonction de la durée de service et de la rémunération de la personne bénéficiant des droits à prestations. De plus, le coût des prestations de retraite est déterminé par un calcul actuariel utilisant la méthode des unités de crédit projetées au prorata des services et la meilleure estimation de la direction relativement au rendement prévu des investissements des régimes de retraite, aux augmentations de salaire et à l'âge auquel les salariés prendront leur retraite.

Le passif au titre des prestations de retraite comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, déduction faite de la juste valeur de l'actif des régimes. Tout actif résultant de ce calcul est limité à la valeur actualisée des remboursements disponibles et des réductions de cotisations futures versées au régime.

La charge nette d'intérêts est calculée sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation au titre des prestations définies au début de l'exercice.

Les réévaluations sont incluses dans les autres éléments du résultat global, soit les écarts actuariels sur les obligations au titre des prestations et la variation de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de l'exercice. Les écarts actuariels sont comptabilisés en totalité dans les autres éléments du résultat global de la période au cours de laquelle ils surviennent, sans les reclasser aux états consolidés des résultats dans les périodes subséquentes.

Le coût des services passés est reconnu à la première des deux dates suivantes :

- i. la date de modification ou de réduction du régime;
- ii. la date à laquelle l'entité comptabilise les coûts de restructuration ou les indemnités de cessation d'emploi correspondants.

Les cotisations versées en vertu des régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées comme une charge lorsque les employés ont rendu les services leur donnant droit à ces cotisations.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les créances clients et les titres de créance sont initialement comptabilisés à la date à laquelle ils sont créés. Tous les autres actifs et passifs financiers sont initialement comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles des instruments. Les actifs financiers, exception faite des créances clients sans composante financement importante, et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur. Les créances clients sans composante financement importante sont initialement évaluées au prix de transaction.

Les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers (autres que ceux évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »)) sont ajoutés à la juste valeur des actifs et des passifs financiers ou en sont déduits, selon le cas, au moment de la comptabilisation initiale. Les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition d'actifs ou de passifs financiers évalués à la JVRN sont comptabilisés immédiatement en résultat net.

ACTIFS FINANCIERS

CLASSEMENT

Tous les actifs financiers qui ne satisfont pas au critère du test lié aux remboursements de principal et aux versements d'intérêts seront classés comme des actifs financiers évalués à la JVRN. Pour ce qui est des actifs financiers qui satisfont au critère précité, le classement au moment de la comptabilisation initiale sera déterminé en fonction du modèle économique selon lequel ces actifs sont gérés. Les actifs financiers gérés selon un modèle économique du type « détention à des fins de transaction » ou « évaluation à la juste valeur » sont classés à la JVRN. Les actifs financiers gérés selon un modèle économique du type « détention aux fins de la perception et de la vente » sont, quant à eux, classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Enfin, les actifs financiers gérés selon un modèle économique du type « détention aux fins de la perception » sont classés au coût amorti.

Lors de la comptabilisation initiale des placements dans des instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que de transaction, la Société peut faire le choix irrévocable de

présenter dans les autres éléments du résultat global les variations futures de la juste valeur de ces placements. Ce choix se fait sur une base individuelle.

La trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, et les actifs financiers non courants sont classés au coût amorti.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés en appliquant le taux d'intérêt effectif. La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif financier et d'affectation des produits d'intérêts au cours de la période correspondante. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les rentrées futures de trésorerie estimatives sur la durée de vie prévue de l'actif financier ou, selon le cas, sur une période plus courte.

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS

La Société comptabilise une correction de valeur au montant des pertes de crédit attendues sur les actifs financiers qui sont évalués au coût amorti.

La Société a choisi d'adopter la méthode simplifiée à l'égard de la dépréciation. Cela signifie que la Société comptabilise les pertes de crédit attendues pour la durée de vie à l'égard des actifs financiers évalués au coût amorti. Celles-ci s'entendent des pertes de crédit attendues de la totalité des cas de défaillance dont un instrument financier peut faire l'objet au cours de sa durée de vie attendue. Les pertes de crédit attendues sont estimées à l'aide d'une matrice des provisions fondée sur l'historique des pertes de crédit de la Société, l'état général de l'économie et une appréciation de l'orientation aussi bien actuelle que prévue des conditions ayant cours à la date de clôture, y compris la valeur temps de l'argent, le cas échéant.

La Société estime qu'il y a défaillance d'un actif financier lorsqu'il semble improbable que l'emprunteur puisse rembourser en totalité son crédit.

DÉCOMPTABILISATION DES ACTIFS FINANCIERS

La Société ne décomptabilise un actif financier que lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie de l'actif arrivent à expiration ou lorsqu'elle transfère le contrôle ou la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier à une autre partie.

PASSIFS FINANCIERS

Les passifs financiers sont classés soit à la JVRN, soit au coût amorti.

CLASSEMENT

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs, les dividendes à payer, la dette à long terme et les passifs dus aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle sont classés au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, et les charges d'intérêts sont constatées selon le rendement effectif. La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un passif financier et d'affectation de la charge d'intérêts au cours de la période correspondante. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les décaissements futurs de trésorerie estimatifs sur la durée de vie prévue du passif financier ou, selon le cas, sur une période plus courte.

Les passifs à long terme dus aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle présentés au poste Passifs non courants dans les états consolidés de la situation financière comprennent une option qui est comptabilisée selon la valeur actualisée du prix d'exercice. La Société a décidé de comptabiliser la réévaluation du passif au titre de l'option de vente émise dans ses résultats non distribués à chaque période de présentation de l'information financière.

DÉCOMPTABILISATION DES PASSIFS FINANCIERS

La Société décomptabilise les passifs financiers si, et seulement si, les obligations de la Société sont éteintes, qu'elles sont annulées ou qu'elles sont expirées.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché lorsque de telles données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie duquel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

Outre le risque de crédit de l'instrument financier, le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de contrepartie ont été pris en compte dans la détermination de la juste valeur des passifs financiers, y compris les instruments dérivés.

La Société utilise une hiérarchie des justes valeurs selon trois niveaux qui reflètent l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations de juste valeur. La juste valeur des instruments financiers classés selon ces trois niveaux est évaluée de la manière suivante :

- Niveau 1 : évaluation fondée sur les cours du marché (non ajustés) observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs; à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs; à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué; et à des données qui sont tirées principalement de données observables sur le marché ou qui sont corroborées par ces dernières par corrélation ou tout autre lien;
- Niveau 3 : techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

COUVERTURE D'UN INVESTISSEMENT NET DANS DES ÉTABLISSEMENTS À L'ÉTRANGER

La Société a désigné une dette libellée en dollars américains comme élément de couverture d'une portion équivalant à son investissement net dans ses établissements à l'étranger, qui ont comme monnaie fonctionnelle le dollar américain. Ainsi, la tranche efficace des gains ou pertes de change latents sur la conversion des dettes libellées en dollars américains désignées comme éléments de couverture, déduction faite de l'impôt applicable, est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et la tranche inefficace est comptabilisée en résultat net. Les gains ou pertes de change latents sur la conversion des dettes libellées en dollars américains désignées comme éléments de couverture de l'investissement net dans des établissements à

l'étranger, qui sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, sont reclassés en résultat net lorsqu'ils font l'objet d'une disposition totale ou partielle.

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat par action de base est obtenu en divisant le résultat de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B en circulation durant l'exercice.

Le résultat par action dilué est obtenu en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B en circulation par rapport aux instruments dilutifs. Le résultat par action dilué est calculé selon la méthode du rachat d'actions.

CAPITAL SOCIAL

Les actions de catégorie A et les actions de catégorie B sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres qui sont versés aux employés sont évalués à la juste valeur de ces instruments de capitaux propres à la date d'attribution. La juste valeur déterminée à la date d'attribution des paiements fondés sur des actions et réglés en instruments de capitaux propres est passée en charges sur une base linéaire, sur la période d'acquisition des droits et selon l'estimation de la Société quant au nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront éventuellement acquis, une augmentation correspondante des capitaux propres devant aussi être comptabilisée. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société révisé son estimation du nombre d'instruments de capitaux propres dont l'acquisition des droits est prévue. L'incidence de la révision des estimations initiales, le cas échéant, est comptabilisée de manière prospective aux états consolidés des résultats de telle façon que les charges cumulatives tiennent compte des estimations révisées, et un ajustement correspondant est apporté à la réserve au titre des avantages du personnel réglés en instruments de capitaux propres.

NORMES ET MODIFICATIONS COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE APPLIQUÉES

CLASSEMENT DES PASSIFS EN TANT QUE PASSIFS COURANTS OU NON COURANTS (MODIFICATIONS DE L'IAS 1)

Le 23 janvier 2020, l'IASB a publié des modifications de l'IAS 1 *Présentation des états financiers* qui apportent des éclaircissements quant au classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants. Pour ce qui est du classement des passifs non courants, les modifications éliminent l'obligation selon laquelle le droit de différer le règlement d'un passif ou de renouveler une obligation de règlement d'un passif pour au moins douze mois doit être inconditionnel. Ce droit doit plutôt être substantiel et exister à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Les modifications entrent en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2023. Ces modifications ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

3. JUGEMENTS COMPTABLES CRITIQUES ET SOURCES PRINCIPALES D'INCERTITUDE RELATIVE AUX ESTIMATIONS

L'application des principales méthodes comptables de la Société, qui sont décrites à la note 2, exige que la direction exerce son jugement et qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses sur les valeurs comptables d'actifs et de passifs qui ne sont pas facilement disponibles d'autres sources. Les estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont régulièrement révisées. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision n'a d'incidence que sur cette période, ou dans la période de la révision et dans les périodes ultérieures si la révision a une incidence sur la période considérée et sur les périodes ultérieures.

L'évaluation de certains actifs et passifs au cours de la préparation des présents états financiers consolidés tient compte d'hypothèses formulées par la direction, en particulier à l'égard des éléments suivants :

MESURES MISES EN PLACE DANS LE CONTEXTE DE LA COVID-19

En mars 2020, l'écllosion de la COVID-19 a été déclarée comme une pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé. La situation ne cesse d'évoluer et les mesures mises en place ont eu de nombreuses répercussions économiques à l'échelle mondiale et nationale. L'adoption de ces mesures, dont celles visant l'interdiction de voyage, le confinement ou la quarantaine, volontaire ou obligatoire, et la distanciation sociale, a causé d'importantes perturbations aux États-Unis et au Canada, pays dans lesquels la Société mène ses activités.

La Société a déployé son plan de continuité des activités liées aux services maritimes, qui ont été désignées comme des services essentiels par les autorités gouvernementales du Canada et des États-Unis. Par conséquent, nous avons poursuivi nos activités dans les terminaux de notre réseau en Amérique du Nord. De plus, la fabrication de boyaux tissés a été maintenue puisqu'elle était considérée comme un service essentiel aux fins d'approvisionnement des collectivités en eau potable et de lutte contre les feux de forêt.

Sur le plan des services environnementaux, nous avons dû composer, comme c'est le cas chaque année, avec le caractère saisonnier de nos activités, dont la plupart ne peuvent pas être exercées au cours de l'hiver, y compris celles visant la restauration de sites et le renouvellement des conduites d'eau. La pandémie de COVID-19 a néanmoins eu des répercussions sur certaines de ces activités, entraînant des retards importants dans le cadre de nos projets. Néanmoins, comme nous menons nos activités dans le respect de protocoles de distanciation et d'hygiène très rigoureux, nous avons été en mesure de rattraper la majeure partie du temps perdu avant la fin de la saison occupé.

À la lumière des mesures prises dans le contexte de la COVID-19, la direction a réévalué ses jugements, estimations et hypothèses quant aux valeurs comptables d'actifs et de passifs qui ne sont pas facilement disponibles d'autres sources. Au 31 décembre 2020, la direction

n'avait repéré aucun événement déclencheur pouvant entraîner la dépréciation des actifs à long terme, y compris le goodwill, accroître la provision pour créances douteuses au titre des créances clients ou restreindre la capacité de la Société à prélever des montants sur ses facilités de crédit.

DURÉE DES CONTRATS DE LOCATION ET TAUX D'EMPRUNT MARGINAL

L'évaluation des obligations locatives exige de la direction qu'elle formule des hypothèses sur la durée du contrat de location. La durée du contrat de location comprend les intervalles visés par toute option de prolongation du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable d'exercer. De plus, l'obligation locative est réévaluée si la Société modifie son évaluation de la probabilité qu'elle exerce une option d'achat, de prolongation ou de résiliation.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers, laquelle est calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location, s'il est possible de déterminer facilement ce taux. Sinon, la Société utilise son taux d'emprunt marginal.

Toute modification importante des hypothèses servant à déterminer la durée du contrat de location ou le taux d'emprunt marginal pourrait avoir une incidence importante sur les obligations locatives et, par conséquent, sur la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation, ce qui se refléterait dans la charge d'intérêts et la dotation aux amortissements.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

La direction doit formuler des hypothèses pour déterminer la juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles identifiables par suite d'un regroupement d'entreprises. Cela s'applique plus précisément lorsque la Société calcule la juste valeur à l'aide des techniques d'évaluation appropriées, lesquelles sont habituellement fondées sur les flux de trésorerie prévus en ce qui a trait aux immobilisations incorporelles et sur une méthode du coût de remplacement, une méthode d'évaluation fondée sur les bénéfices et/ou une approche fondée sur le marché en ce qui a trait aux immobilisations corporelles. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction sur le rendement futur des actifs connexes et sur le taux d'actualisation appliqué. Toute modification importante de ces hypothèses pourrait se traduire par des changements importants dans les justes valeurs liées aux immobilisations incorporelles identifiables par suite d'un regroupement d'entreprises, ce qui aurait une incidence sur la dotation aux amortissements.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME, Y COMPRIS DU GOODWILL

À chaque date de présentation de l'information financière, en cas d'indice de dépréciation d'actifs à long terme, y compris du goodwill, et au minimum annuellement pour le goodwill, la Société procède à un test de dépréciation afin de déterminer si la valeur comptable des actifs est recouvrable. L'analyse de la dépréciation se fonde sur des éléments subjectifs et nécessite d'établir des estimations significatives tout au long du processus. Veuillez vous reporter à la note 19 pour une discussion portant sur le test de dépréciation du goodwill de la Société.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Pour déterminer la charge d'impôt sur le résultat de même que les actifs et passifs d'impôt, la Société se fonde sur son interprétation des lois fiscales applicables, dont les conventions fiscales entre le Canada et les États-Unis, ainsi que des lois et règlements sous-jacents. Cette interprétation repose sur des jugements et des estimations pouvant être remis en question dans le cadre des vérifications fiscales gouvernementales auxquelles la Société doit se soumettre sur une base régulière. De nouveaux renseignements obtenus pourraient également obliger la Société à remettre en question le caractère adéquat des actifs et des passifs d'impôt actuels. Tout changement en ce sens aura une incidence sur le résultat net de la période visée.

Afin de calculer l'impôt sur le résultat et les actifs et passifs d'impôt différé, il s'avère nécessaire d'avoir recours à des estimations pour déterminer les taux et les montants appropriés, et pour tenir compte de la probabilité de réalisation des actifs d'impôt. Les actifs d'impôt différé reflètent également l'avantage lié aux pertes fiscales inutilisées et aux déductions pouvant faire l'objet d'un report en avant, en vue de réduire l'impôt exigible pour les exercices à venir. Cette évaluation exige de la Société qu'elle effectue des estimations importantes afin de déterminer s'il est probable ou non que les actifs d'impôt différé puissent être recouvrés grâce à des bénéfices imposables futurs, et par conséquent, qu'ils puissent être comptabilisés dans les états financiers consolidés de la Société. La Société se fonde notamment sur son expérience passée pour effectuer cette évaluation.

ACTIFS SUR CONTRAT

Les actifs sur contrat sont évalués au coût plus le profit comptabilisé par la Société depuis le début des travaux, déduction faite de la facturation progressive. La Société doit évaluer le profit à comptabiliser pour un contrat donné en fonction du profit attendu du contrat et de l'expérience pour ce type de contrat.

PASSIFS À LONG TERME DUS AUX DÉTENTEURS DE PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

L'évaluation du passif à long terme découlant des options de vente émises accordées aux actionnaires de FER-PAL et du passif accordé aux actionnaires de LGC détenant une participation ne donnant pas le contrôle nécessite de faire des estimations et des prévisions sur la performance future de ces deux entreprises. Le montant réellement déboursé pourrait être significativement différent de l'évaluation faite à la date de clôture à la suite d'événements imprévus, de changements des circonstances actuelles et d'autres faits en dehors du contrôle de la Société. Veuillez vous reporter à la note 25 pour de plus amples détails.

RÉGIMES D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME

Afin de déterminer la charge relative aux régimes d'intéressement à long terme, la Société doit évaluer la probabilité d'atteindre chaque seuil conférant un droit au boni à long terme, ce qui dépend des résultats qu'elle s'attend à atteindre.

4. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES EN 2020

TERMINAUX CARE ET PASCAGOULA

GSM a fait l'acquisition, le 26 juin 2020, du terminal Care au port de Houston, au Texas, et le 15 juillet 2020, d'un terminal supplémentaire au port de Pascagoula, au Mississippi, pour un prix d'achat total de 12 033 \$ US (16 457 \$ CA), sous réserve de certains ajustements. Ces deux terminaux maritimes situés stratégiquement s'inscrivent de façon complémentaire dans le réseau toujours grandissant de LOGISTEC sur la côte américaine du golfe du Mexique qui compte notamment 12 terminaux dans trois États de cette région. Le prix d'achat est définitif.

CASTALOOP INC.

Le 14 décembre 2020, la Société a acquis une participation de 100 % dans Gestion Castaloo Inc. et ses filiales (« Castaloo ») pour un prix d'achat de 3 500 \$, sous réserve de certains ajustements. Castaloo offre des services personnalisés de manutention de marchandises à ses clients le long des Grands-Lacs et de la voie maritime du Saint-Laurent, ainsi qu'au long du fleuve Saint-Laurent et de la côte est américaine. Cette acquisition solidifie la position de LOGISTEC en tant que fournisseur de pointe de services novateurs de manutention de marchandises dans les ports d'Amérique du Nord. La répartition du prix d'achat a été établie sur une base préliminaire et sera fixé définitivement dès que la Société aura obtenu tous les renseignements qu'elle juge nécessaires. Au 31 décembre 2020, nous en étions à évaluer les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles et le fonds de roulement.

À la date d'acquisition, la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris sous-jacents était la suivante :

	Terminaux Care et Pascagoula \$	Castaloo \$	Total \$
Actif courant	134	—	134
Immobilisations corporelles	7 317	—	7 317
Actifs au titre de droits d'utilisation	32 706	127	32 833
Goodwill ⁽¹⁾	7 042	3 500	10 542
Immobilisations incorporelles	2 051	—	2 051
Passif courant	(87)	—	(87)
Obligations locatives	(32 706)	(127)	(32 833)
Contrepartie de l'achat en trésorerie	16 457	3 500	19 957

⁽¹⁾ Le goodwill inhérent à l'acquisition de terminaux Care et Pascagoula est déductible à des fins fiscales.

Les coûts de transition liés à l'acquisition des actifs précités, inclus dans le poste autres charges, s'élevaient à 89 \$.

INCIDENCE DES REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES SUR LES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

Les résultats de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 comprennent des produits de 4 743 \$ et une perte avant impôt de 2 070 \$ découlant des regroupements d'entreprises précités. Si ces regroupements d'entreprises avaient été effectués le 1^{er} janvier 2020, les produits et la perte avant impôt auraient atteint, respectivement, 13 206 \$ et 240 \$, selon la meilleure estimation de la Société, pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Lorsqu'elle a estimé les montants, la Société a présumé que les écarts d'évaluation dégagés aux dates d'acquisition auraient été les mêmes si les acquisitions avaient eu lieu le 1^{er} janvier 2020.

GOODWILL

Le goodwill découlant de l'acquisition provient principalement des synergies attribuables au potentiel de croissance future prévue découlant de l'augmentation des emplacements géographiques et des immobilisations incorporelles ne répondant pas aux critères permettant la comptabilisation séparée.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES EN 2019

Le 31 octobre 2019, la Société a acquis la participation restante de 14,18 % dans MTLINK pour une contrepartie en trésorerie de 1 800 \$.

5. PRODUITS

	2020 \$	2019 \$
Produits tirés des services de manutention de marchandises	343 538	382 651
Produits tirés des services de renouvellement des conduites d'eau souterraines	152 252	145 660
Produits tirés des services de restauration des sites et des services de gestion de sols contaminés et des matières résiduelles	82 989	81 614
Produits tirés de la vente de biens	25 922	30 017
	604 701	639 942

CONTRAT ENTRANT DANS LE CHAMP D'APPLICATION DE L'IFRIC 12 *ACCORDS DE CONCESSION DE SERVICES*

En 2015, la Société a conclu un contrat de service avec une société d'État fédérale et un ministère du gouvernement du Québec en vertu duquel la Société doit concevoir, construire et exploiter un système de pompage et de traitement des eaux souterraines (le « Système ») afin de mieux contrôler la migration de l'eau souterraine et d'en empêcher l'écoulement dans le fleuve Saint-Laurent. La société d'État fédérale et le ministère du gouvernement du Québec assument conjointement la gestion des terrains en bordure du fleuve Saint-Laurent.

Le contrat a une durée de 15 ans et la construction du Système a été achevée en 2016.

Les services de gestion, d'entretien et d'exploitation sont répartis sur une période de 15 ans, les produits étant comptabilisés sur cette période. Ils sont assujettis à une indexation annuelle, fondée sur l'indice des prix à la consommation. Les coûts des services sont payables sur une base trimestrielle. La Société a constaté des produits de 617 \$ (603 \$ en 2019) au titre de ces services de gestion, d'entretien et d'exploitation.

Un montant de 202 \$ (335 \$ en 2019) a été comptabilisé dans les créances clients et autres débiteurs et un montant de 233 \$ (222 \$ en 2019) a été comptabilisé dans les autres actifs financiers. De plus, un montant de 3 093 \$ (3 325 \$ en 2019), portant intérêt à un taux de 5,00 %, a été inclus dans les actifs financiers non courants.

6. CHARGE AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

La rémunération totale des employés de la Société, incluant celle des principaux dirigeants, se détaille comme suit :

	2020 \$	2019 \$
Salaires et avantages sociaux	281 309	302 825
Régimes de retraite à prestations définies (note 24)	1 906	2 060
Régimes de retraite à cotisations définies (note 24)	3 423	3 140
Régimes de retraite d'État	3 568	3 373
Autres (recouvrements) charges à long terme ⁽¹⁾	(2 541)	1 693
	287 665	313 091

⁽¹⁾ En 2020, à la lumière du ralentissement économique causé par la pandémie de COVID-19, la Société a réévalué la probabilité d'atteinte du seuil ouvrant droit au boni à long terme, ce qui a entraîné une reprise de la charge au titre des avantages du personnel de 2 541 \$.

La rémunération des principaux dirigeants est présentée plus en détail à la note 29.

7. AIDE GOUVERNEMENTALE

Au 31 décembre 2020, la Société remplissait les conditions d'admissibilité à la Subvention salariale d'urgence du Canada et que l'obtention de cette subvention accordée par le gouvernement fédéral canadien dans le cadre de la pandémie de COVID-19 était raisonnablement assurée. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, la Société a comptabilisé une subvention de 15 802 \$ en réduction de la charge salariale admissible à une telle subvention dans la charge au titre des avantages du personnel des états consolidés des résultats. Au 31 décembre 2020, un montant à recevoir de 4 776 \$ est inclut dans les créances clients et autres débiteurs.

8. AUTRES PERTES

	2020 \$	2019 \$
Pertes de change nettes	(756)	(2 994)
(Perte) profit tiré(e) de la sortie d'immobilisations corporelles	(476)	1 166
Profit tiré de la réévaluation d'un passif à long terme dû à une participation ne donnant pas le contrôle	309	608
	(923)	(1 220)

9. CHARGES FINANCIÈRES

	2020 \$	2019 \$
Intérêts de la dette à long terme	7 163	8 861
Charge d'intérêts rattachée aux obligations locatives	5 239	3 960
Autres charges d'intérêts	51	33
	12 453	12 854

10. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le rapprochement de l'impôt sur le résultat selon le taux prévu par la loi et de la charge d'impôt sur le résultat s'établit comme suit :

	2020 \$	2019 \$
Résultat avant impôt	43 450	35 136
Moins : quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(9 529)	(8 729)
Résultat avant impôt de la société mère et des filiales	33 921	26 407
Charge d'impôt sur le résultat selon le taux prévu par la loi de 26,50 % (26,60 % en 2019)	8 989	7 024
Éléments non déductibles et autres	1 028	1 314
Variation des actifs d'impôt différé ou des pertes fiscales non comptabilisées	(302)	(540)
Incidence des écarts des taux d'imposition étrangers	374	177
Ajustements relatifs à l'exercice précédent	573	724
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée au résultat	10 662	8 699
Taux d'imposition effectif	31,43 %	32,94 %

Le tableau suivant présente les composantes de la charge d'impôt sur le résultat pour les exercices :

	2020 \$	2019 \$
Impôt exigible		
Charge d'impôt exigible pour l'exercice courant	9 735	8 751
Ajustements relatifs à l'exercice précédent	256	324
Impôt différé		
Charge d'impôt différé comptabilisée au cours de l'exercice	354	(776)
Ajustements relatifs à l'exercice précédent	317	400
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée au résultat	10 662	8 699

SOLDES D'IMPÔT DIFFÉRÉ

Les soldes comptabilisés dans les états consolidés de la situation financière sont les suivants :

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Actifs d'impôt différé	12 385	12 751
Passifs d'impôt différé	(21 399)	(21 156)
	(9 014)	(8 405)

Les soldes d'impôt différé pour lesquels il existe un droit de compensation au sein d'une même entité et d'une même juridiction sont présentés au net dans les états consolidés de la situation financière, tel qu'il est permis par l'IAS 12 *Impôts sur le résultat*.

Les variations au titre des actifs d'impôt différé et des passifs d'impôt différé, avant cette compensation des soldes, sont décrites ci-dessous :

Actifs d'impôt différé	Immobilisations corporelles \$	Pertes fiscales inutilisées \$	Avantages postérieurs à l'emploi ⁽²⁾ \$	Obligations locatives \$	Autres \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2019	844	8 219	3 678	—	6 543	19 284
Charge (économie) à l'état des résultats	158	(190)	170	20 085	(967)	19 256
Charge (économie) à l'état du résultat global	—	—	719	—	47	766
Incidence des écarts de change	—	222	—	(244)	(295)	(317)
Au 31 décembre 2019	1 002	8 251	4 567	19 841	5 328	38 989
Charge (économie) à l'état des résultats	(531)	(447)	145	3 317	380	2 864
Charge (économie) à l'état du résultat global	—	(240)	636	—	(11)	385
Incidence des écarts de change	—	(33)	—	(266)	(42)	(341)
Au 31 décembre 2020	471	7 531	5 348	22 892	5 655	41 897

⁽²⁾ Les données de 2019 ont été reclassées en conséquence pour les rendre conformes à cette présentation.

Passifs d'impôt différé	Immobilisations corporelles \$	Actifs au titre de droits d'utilisation \$	Retenues sur contrat et carnet de commandes \$	Immobilisations incorporelles \$	Autres \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2019	(12 720)	—	(3 419)	(9 200)	(4 091)	(29 430)
Économie (charge) à l'état des résultats	(3 490)	(19 634)	708	2 482	1 454	(18 480)
Incidence des écarts de change	171	239	—	106	—	516
Au 31 décembre 2019	(16 039)	(19 395)	(2 711)	(6 612)	(2 637)	(47 394)
Économie (charge) à l'état des résultats	1 122	(2 793)	(2 728)	(752)	1 616	(3 535)
Économie (charge) à l'état du résultat global	—	—	—	—	(511)	(511)
Incidence des écarts de change	162	253	—	103	11	529
Au 31 décembre 2020	(14 755)	(21 935)	(5 439)	(7 261)	(1 521)	(50 911)

PERTES FISCALES INUTILISÉES

Le montant de pertes fiscales autres qu'en capital inutilisées de la Société s'élève à 32 057 \$ (33 570 \$ en 2019), dont 2 990 \$ n'ont pas été comptabilisés (3 738 \$ en 2019). Ces pertes viennent à échéance au cours des exercices suivants :

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
2029 à 2032	689	1 654
2033	530	950
2034	1 823	3 071
2035	2 570	3 321
2036	1 282	1 841
2037	5 097	6 975
2038	3 714	662
2039	1 679	3 296
2040	28	—
Indéterminé	14 645	11 800

Des avantages fiscaux d'un montant de 7 531 \$ (8 251 \$ en 2019) ont été comptabilisés relativement aux pertes fiscales autres qu'en capital inutilisées, incluant un montant de 4 856 \$ (4 489 \$ en 2019) provenant des filiales étrangères. La Société dispose également de pertes en capital et de différences temporaires déductibles non comptabilisées de 1 216 \$ (1 935 \$ en 2019) qui peuvent être reportées en avant indéfiniment. Au 31 décembre 2020, aucun passif d'impôt différé n'était comptabilisé pour les différences temporaires découlant des participations dans des filiales et des coentreprises, puisque la Société contrôle les décisions touchant la réalisation de pareil passif et qu'il est probable que les différences temporaires ne se résorberont pas dans un avenir prévisible.

11. RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat et le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B utilisés pour calculer le résultat de base et dilué par action se détaillent comme suit :

	2020	2019
Résultat attribuable aux propriétaires d'actions de catégorie A, de base (\$)	17 901	14 540
Résultat attribuable aux propriétaires d'actions de catégorie B, de base (\$)	14 713	11 654
	32 614	26 194
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation, de base	7 378 964	7 388 122
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie B en circulation, de base	5 513 258	5 383 398
	12 892 222	12 771 520
Résultat de base par action de catégorie A	2,43	1,97
Résultat de base par action de catégorie B	2,67	2,16
Résultat attribuable aux propriétaires d'actions de catégorie A, dilué (\$)	17 637	14 152
Résultat attribuable aux propriétaires d'actions de catégorie B, dilué (\$)	14 977	12 042
	32 614	26 194
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation, dilué	7 378 964	7 388 122
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie B en circulation, dilué	5 696 621	5 715 329
	13 075 585	13 103 451
Résultat dilué par action de catégorie A	2,39	1,92
Résultat dilué par action de catégorie B	2,63	2,11

12. GESTION DU RISQUE FINANCIER

GESTION DU CAPITAL

Les principaux objectifs de la Société concernant la gestion du capital sont les suivants :

- maintenir une structure du capital permettant à la Société de choisir parmi diverses options de financement, pour pouvoir bénéficier d'occasions potentielles lorsqu'elles surviennent;
- offrir un bon rendement sur l'investissement aux actionnaires.

La Société inclut dans son capital les éléments suivants :

- trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme, le cas échéant;
- dette à long terme (incluant la tranche courante);
- capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société.

La stratégie financière de la Société est formulée et adaptée selon les conditions du marché afin de maintenir une structure du capital flexible conforme aux objectifs indiqués

précédemment et de répondre aux caractéristiques de risque liées aux actifs sous-jacents. Dans le but de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut refinancer ses dettes existantes, contracter de nouvelles dettes, rembourser des dettes, racheter des actions aux fins d'annulation conformément à des offres publiques de rachat d'actions dans le cours normal des activités ou émettre de nouvelles actions.

Le conseil d'administration de la Société détermine le niveau des paiements de dividendes. À ce jour, la pratique a été de maintenir des paiements trimestriels réguliers de dividendes avec des hausses au fil des années.

Le capital est calculé comme suit :

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Dettes à long terme, incluant la tranche courante	167 680	177 900
Moins :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	45 498	22 608
Total de la dette nette	122 182	155 292
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	300 782	280 371
Capitalisation	422 964	435 663
Ratio dette nette/capitalisation	28,9 %	35,6 %

Au 31 décembre 2020, la Société satisfaisait à toutes ses obligations au titre des modalités de ses ententes bancaires.

GESTION DU RISQUE FINANCIER

En raison de la nature de ses activités et du fait qu'elle détient des instruments financiers, la Société est exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, plus particulièrement en ce qui concerne le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. Le risque de crédit que court la Société est principalement attribuable à sa trésorerie et équivalents de trésorerie, à ses créances clients et autres débiteurs et à ses actifs financiers non courants. Selon la direction, le risque de crédit lié à la trésorerie et équivalents de trésorerie est limité puisque la Société fait affaire avec de grandes institutions financières nord-américaines.

La Société effectue une évaluation complète des questions liées au crédit avant de s'engager à faire un placement et surveille activement, et de manière continue, la santé financière des entités émettrices. De plus, la Société est exposée au risque de crédit imputable à ses clients. D'une part, la Société fait principalement affaire avec d'importants clients industriels, municipaux et bien établis, ce qui réduit le risque de crédit. D'autre part, le nombre de clients

servis par la Société est limité, ce qui augmente le risque de concentration d'affaires et de dépendance économique.

Au total, la Société sert environ 2 200 clients. En 2020, les 20 clients les plus importants ont représenté 40,0 % (39,7 % en 2019) des produits consolidés et aucun client n'a représenté plus de 10 % des produits consolidés et des créances clients en 2020 et en 2019.

La direction revoit la provision pour créances douteuses et les créances en souffrance sur une base mensuelle. Veuillez vous reporter à la note 14 pour de plus amples détails.

Le risque de crédit maximal auquel la Société est exposée à l'égard de chacun de ses actifs financiers correspond à sa valeur comptable.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est l'exposition de la Société au risque de ne pas être en mesure de respecter ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société surveille le niveau de sa trésorerie et de sa dette et prend les mesures appropriées pour s'assurer qu'elle dispose de suffisamment de trésorerie pour répondre aux besoins opérationnels, tout en assurant la conformité aux clauses restrictives.

Les tableaux suivants présentent les échéances contractuelles des obligations financières :

Au 31 décembre 2020	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels ⁽¹⁾ \$	Moins de 1 an \$	De 1 an à 3 ans \$	Plus de 3 ans \$
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	90 046	90 046	90 046	—	—
Dividendes à payer	1 259	1 259	1 259	—	—
Obligations locatives	135 168	179 125	18 153	29 149	131 823
Dette à long terme	167 680	180 035	6 592	130 027	43 416
Passifs non courants	38 400	40 787	4 973	34 350	1 464
	432 553	491 252	121 023	193 526	176 703

Au 31 décembre 2019	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels ⁽¹⁾ \$	Moins de 1 an \$	De 1 an à 3 ans \$	Plus de 3 ans \$
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	86 217	86 217	86 217	—	—
Dividendes à payer	1 245	1 245	1 245	—	—
Obligations locatives	91 315	123 759	13 593	23 153	87 013
Dette à long terme	177 900	190 744	11 842	10 758	168 144
Passifs non courants	46 088	52 565	1 673	19 529	31 363
	402 765	454 530	114 570	53 440	286 520

⁽¹⁾ Inclut le capital et les intérêts.

Compte tenu du niveau de liquidité actuel combiné aux flux de trésorerie futurs qui seront générés par les activités d'exploitation, la Société est d'avis que son risque de liquidité varie de faible à modéré.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché s'entend du risque que les variations des prix de marché, comme les taux de change et les taux d'intérêt, aient une incidence sur les résultats de la Société ou sur la valeur de ses instruments financiers. La Société est principalement exposée au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La Société est exposée au risque de marché lié aux fluctuations des taux d'intérêt, étant donné qu'une tranche de sa dette à long terme porte intérêt à un taux variable. La Société gère ce risque en maintenant une combinaison d'emprunts à taux fixe et à taux variable conformément à ses politiques. En outre, la Société a conclu en 2020 un contrat de swap de taux d'intérêt avec sa banque principale d'un montant de 15 000 \$. Le contrat de swap de taux d'intérêt est désigné à titre de couverture de flux de trésorerie pour échanger le taux variable des dettes de la Société contre un taux fixe, réduisant ainsi sa sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt. Le taux d'intérêt variable du swap de taux d'intérêt est le taux CDOR et le taux d'intérêt fixe est de 0,78 %. Le contrat de swap de taux d'intérêt fait l'objet d'un règlement sur une base mensuelle et viendra à échéance en juin 2023. La Société continue d'être à l'affût de possibilités susceptibles de réduire le risque de taux d'intérêt.

ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Au 31 décembre 2020, la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société était de 60,4 % (70,5 % en 2019). Toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux d'intérêt préférentiel sur la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société au 31 décembre 2020 aurait eu une incidence négative de 1 014 \$ (1 253 \$ en 2019) sur le résultat de l'exercice. Une variation hypothétique de -1,0 % du taux d'intérêt préférentiel aurait eu l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice.

RISQUE DE CHANGE

La Société offre des services qui sont facturés en dollars américains et achète du matériel dont le coût est engagé en dollars américains. De plus, une tranche de sa dette à long terme est libellée en dollars américains. Par conséquent, la Société est exposée aux risques qui découlent des fluctuations des taux de change. Elle estime que le risque résiduel est restreint et, par conséquent, ne détient pas d'instruments financiers dérivés pour réduire son exposition.

En 2020, toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une appréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu une incidence favorable de 1 195 \$ (2 649 \$ en 2019) sur le résultat de l'exercice et une incidence favorable de 12 474 \$ (11 991 \$ en 2019) sur le total du résultat global. Une dépréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice et sur le total du résultat global.

Au 31 décembre 2020, un total de 60 575 \$ ou 47 577 \$ US (95 209 \$ ou 73 306 \$ US en 2019) de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des créances clients et autres débiteurs était libellé en devises étrangères. Au 31 décembre 2020, un total de 39 004 \$

ou 30 634 \$ US (61 711 \$ ou 47 514 \$ US en 2019) des dettes fournisseurs et autres créanciers était libellé en devises étrangères.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Aux 31 décembre 2020 et 2019, la juste valeur estimative de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des dettes fournisseurs et autres créanciers et des dividendes à payer se rapprochait de leur valeur comptable respective en raison de la nature à court terme de ces instruments.

La juste valeur estimative des effets à recevoir à long terme, inclus dans les actifs financiers non courants, n'accusait pas de différence importante comparativement à leur valeur comptable aux 31 décembre 2020 et 2019, selon le taux estimé par la Société pour les effets à recevoir à long terme ayant des termes et conditions similaires.

La juste valeur estimative de la dette à long terme était supérieure de 3 349 \$ à sa valeur comptable au 31 décembre 2020 (supérieure de 921 \$ en 2019), en raison d'une modification aux conditions de financement d'instruments similaires dont peut se prévaloir la Société. La juste valeur de la dette à long terme est déterminée au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs et des estimations de la direction quant aux taux d'intérêt du marché pour des émissions identiques ou similaires.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, aucun instrument financier n'a été comptabilisé à sa juste valeur et n'a été transféré entre les niveaux 1, 2 et 3.

ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Au 31 décembre 2020, toutes choses demeurant par ailleurs égales, une augmentation de 10,0 % du seuil de performance financière préétabli à l'égard des entreprises acquises liées à l'option de vente émise se serait traduite par une diminution des résultats non distribués de 3 196 \$ (2 923 \$ en 2019) pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 et par une augmentation du total du passif du même montant. Une diminution de 10,0 % du seuil de performance financière préétabli aurait eu l'incidence contraire prévue.

13. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers et les passifs financiers dans les états financiers consolidés de la situation financière se détaillent comme suit :

Valeur comptable	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Actifs financiers classés au coût amorti		
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Créances clients et autres débiteurs	45 498	22 608
Actifs financiers non courants	137 911	156 228
	9 160	8 829
	192 569	187 665
Passifs financiers classés au coût amorti		
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	90 046	86 217
Dividendes à payer	1 259	1 245
Dette à long terme, y compris la tranche courante	167 680	177 900
Passifs non courants	38 400	46 088
	297 385	311 450

La juste valeur des instruments financiers de la Société est présentée à la note 12.

14. CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

Valeur comptable	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Créances clients	100 887	125 389
Provision pour créances douteuses	(3 359)	(3 053)
Retenues sur contrat	14 455	16 248
Créances clients nettes	111 983	138 584
Subvention salariale d'urgence du Canada à recevoir	4 776	—
Produits courus	12 868	11 985
Taxes à la consommation	3 637	1 664
Remboursements d'assurance à recevoir relatifs aux demandes d'indemnisation	509	1 633
Autres	4 138	2 362
	137 911	156 228

Le classement chronologique des créances clients nettes se détaille comme suit conformément à leurs échéances respectives à compter de l'émission de la facture :

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
0 à 30 jours	45 251	56 528
31 à 60 jours	26 903	32 379
61 à 90 jours	13 944	16 635
Plus de 90 jours ⁽¹⁾	25 885	33 042
	111 983	138 584

⁽¹⁾ Inclut des retenues sur contrat totalisant 6 360 \$ (11 200 \$ en 2019).

Les variations de la provision pour créances douteuses ont été comme suit :

	2020 \$	2019 \$
Solde au début de l'exercice	3 053	2 364
Charges pour mauvaises créances	873	1 410
Radiations	(567)	(721)
Solde à la fin de l'exercice	3 359	3 053

L'exposition au risque de crédit et les moyens utilisés pour la réduire sont discutés en détail à la note 12.

15. STOCKS

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Fournitures	7 598	6 251
Matières premières	2 201	2 412
Travaux en cours	2 656	3 332
Produits finis	491	574
	12 946	12 569

Le coût des stocks comptabilisés en charges au cours de l'exercice a été de 44 212 \$ (45 935 \$ en 2019) et a été comptabilisé dans la charge relative au matériel et fournitures aux états consolidés des résultats.

16. PARTICIPATIONS COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE

PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Les résultats de la Société incluent la quote-part des activités des coentreprises qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation de 50 % sont : Terminal TERMONT inc., Transport Nanuk inc., Compagnie d'Amarrage de Québec inc., La Compagnie d'Amarrage (Trois-Rivières) Itée, Services maritimes Québec inc., 9260-0873 Québec inc. et Les Structures de quais mobiles Flexiport inc. La Société détient également une participation de 49 % dans Qikiqtaaluk Environmental Inc. et Services environnementaux Avataani inc.

Aucune des coentreprises de la Société n'est une entité cotée à la bourse et, par conséquent, aucune n'a de prix cotés publiés.

La Société a une coentreprise importante, Terminal TERMONT inc., spécialisée dans la manutention de conteneurs, ce qui s'intègre bien aux activités principales de la Société. L'adresse du siège social de Terminal TERMONT inc. est Port de Montréal, section 68, C. P. 36, succ. K, Montréal (Québec) H1N 3K9, Canada.

Les tableaux suivants résument l'information financière de Terminal TERMONT inc. :

	2020 \$	2019 \$
État de la situation financière		
Actif courant (incluant la trésorerie et équivalents de trésorerie de 1 431 \$ (2 455 \$ en 2019))	3 197	3 870
Actif non courant	92 119	85 108
Passif courant	(1 129)	(787)
Passif non courant	(38 613)	(36 816)
Actif net	55 574	51 375
Quote-part de l'actif net de la Société présentée en tant que participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	27 795	25 694
Résultats		
Produits	4 112	3 914
Quote-part du résultat d'une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	12 713	6 006
Charge d'intérêts	(1 834)	(1 749)
Produits d'intérêts	1 844	1 783
Impôt sur le résultat	(717)	(797)
Résultat et total du résultat global de l'exercice	14 702	8 204
Quote-part du résultat et du total du résultat global de l'exercice de la Société	7 351	4 102
Dividende reçu par la Société	5 250	2 250

La Société détient également des participations dans des coentreprises individuellement non significatives. Le tableau suivant présente globalement l'information financière pour ces coentreprises :

	2020 \$	2019 \$
Valeur comptable des participations dans des coentreprises individuellement non significatives	17 266	16 655
Résultat de l'exercice	2 178	4 627
Autres éléments du résultat global	(146)	(43)
Total du résultat global de l'exercice	2 032	4 584
Dividendes reçus par la Société	1 350	1 863

17. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Coût	Terrains et bâtiments \$	Machinerie et matériel roulant \$	Matériel informatique mobilier et agencements \$	Améliorations locatives \$	Construction en cours ⁽¹⁾ \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2019	73 617	210 197	4 580	13 942	2 956	305 292
Ajouts	36	24 121	85	20	10 295	34 557
Sorties	(803)	(9 468)	(18)	(10)	—	(10 299)
Transferts	2 003	7 978	271	792	(11 044)	—
Incidence des écarts de change	(971)	(4 108)	(83)	(519)	(41)	(5 722)
Au 31 décembre 2019	73 882	228 720	4 835	14 225	2 166	323 828
Ajouts	93	8 641	198	130	15 366	24 428
Ajouts liés aux regroupements d'entreprises (note 4)	—	7 317	—	—	—	7 317
Sorties	(124)	(4 222)	(836)	(1 183)	—	(6 365)
Transferts	698	4 813	1 197	3 148	(9 856)	—
Incidence des écarts de change	(429)	(1 649)	(35)	(212)	(752)	(3 077)
Au 31 décembre 2020	74 120	243 620	5 359	16 108	6 924	346 131

⁽¹⁾ Au cours de 2020, la Société a reclassé 137 \$ de ses actifs en cours de construction dans les immobilisations incorporelles.

Cumul de l'amortissement	Terrains et bâtiments \$	Machinerie et matériel roulant \$	Matériel informatique mobilier et agencements \$	Améliorations locatives \$	Construction en cours \$	Total \$
Au 1er janvier 2019	12 966	101 910	3 735	5 397	—	124 008
Dotation aux amortissements	2 734	22 075	364	1 102	—	26 275
Sorties	(795)	(7 969)	(2)	(56)	—	(8 822)
Incidence des écarts de change	(156)	(1 498)	(78)	(205)	—	(1 937)
Au 31 décembre 2019	14 749	114 518	4 019	6 238	—	139 524
Dotation aux amortissements	3 139	23 150	376	1 184	—	27 849
Sorties	(22)	(3 247)	(809)	(1 139)	—	(5 217)
Incidence des écarts de change	(136)	(927)	(35)	(108)	—	(1 206)
Au 31 décembre 2020	17 730	133 494	3 551	6 175	—	160 950

Valeur comptable	Terrains et bâtiments \$	Machinerie et matériel roulant \$	Matériel informatique mobilier et agencements \$	Améliorations locatives \$	Construction en cours \$	Total \$
Au 31 décembre 2019	59 133	114 202	816	7 987	2 166	184 304
Au 31 décembre 2020	56 390	110 126	1 808	9 933	6 924	185 181

Aux 31 décembre 2020 et 2019, la Société n'avait commandé aucune immobilisation corporelle n'ayant pas encore été livrée.

18. CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location portent sur des bureaux, des installations portuaires et de l'équipement et expirent jusqu'en 2040. La Société a la possibilité d'acheter certains équipements loués à la fin des contrats. La Société a également l'option de renouveler certains contrats de location portant sur des bureaux, des installations portuaires et de l'équipement. Les loyers conditionnels sont déterminés selon le volume et le type de marchandises manutentionnées. Les obligations locatives sont actualisées à l'aide du taux d'emprunt marginal moyen pondéré de 4,70 %.

ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION

Valeur comptable	Terrains et bâtiments \$	Machinerie et matériel roulant \$	Matériel informatique mobilier et agencements \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2019	69 102	7 201	214	76 517
Ajouts	28 479	892	339	29 710
Décomptabilisation	(2 336)	(45)	(11)	(2 392)
Dotation aux amortissements	(9 190)	(2 290)	(88)	(11 568)
Incidence des écarts de change	(2 413)	(265)	(8)	(2 686)
Au 31 décembre 2019	83 642	5 493	446	89 581
Ajouts	55 959	4 613	52	60 624
Décomptabilisation	(455)	—	—	(455)
Dotation aux amortissements ⁽¹⁾	(10 722)	(2 977)	(134)	(13 833)
Incidence des écarts de change	(2 907)	(211)	(4)	(3 122)
Au 31 décembre 2020	125 517	6 918	360	132 795

⁽¹⁾ Lors de la construction d'une amélioration locative en 2020, la Société a incorporé une charge de dépréciation de 266 \$ dans le coût de ses immobilisations corporelles.

OBLIGATIONS LOCATIVES

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Flux de trésorerie contractuels non actualisés		
Moins de 1 an	18 153	13 593
Entre 1 an et 5 ans	53 437	41 405
Plus de 5 ans	107 535	68 761
Total des obligations locatives non actualisées	179 125	123 759
Obligations locatives au 31 décembre 2020		
Courantes	18 251	9 820
Non courantes	116 917	81 495

MONTANT COMPTABILISÉ DANS LES ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Contrats de location comptabilisés selon l'IFRS 16	2020 \$	2019 \$
Charge d'intérêts rattachée aux obligations locatives ⁽¹⁾	5 239	3 960
Charge liée aux paiements de loyers variables aux contrats de location à court terme et aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur qui ne sont pas pris en compte dans l'évaluation des obligations locatives ⁽²⁾	30 766	34 312
	36 005	38 272

⁽¹⁾ Lors de la construction d'une amélioration locative en 2020, la Société a incorporé une charge d'intérêts de 150 \$ dans le coût de ses immobilisations corporelles.

⁽²⁾ Comptabilisée en charge d'exploitation dans les états consolidés des résultats.

19. GOODWILL

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Valeur comptable		
Coût au début de l'exercice	141 917	143 972
Regroupements d'entreprises (note 4)	10 542	—
Incidence des écarts de change	(1 311)	(2 055)
Coût à la fin de l'exercice	151 148	141 917
Cumul des pertes de valeur	(1 300)	(1 300)
Valeur comptable nette	149 848	140 617

TEST DE DÉPRÉCIATION

La valeur comptable du goodwill a été affectée aux UGT ou aux groupes d'UGT suivants :

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Valeur comptable		
Arrimage	57 537	48 306
ALTRA Technologies d'eau potable	86 445	86 445
Environnement	5 681	5 681
Agences	185	185
	149 848	140 617

La valeur recouvrable des groupes d'UGT arrimage et environnement ont été déterminées en fonction de la valeur d'utilité, qui est calculée en actualisant les projections des flux de trésorerie sur cinq ans tirées du budget approuvé par le conseil d'administration couvrant une période d'un an et des projections financières de la direction pour les quatre années suivantes. La valeur recouvrable de l'UGT ALTRA Technologie d'eau potable a été déterminée en fonction de la juste valeur diminuée du coût de sortie, qui est calculée en actualisant les projections des flux de trésorerie sur cinq ans tirées du budget approuvé par le conseil d'administration couvrant une période d'un an et des projections financières pour les quatre années suivantes qui reflètent les hypothèses qu'un intervenant sur le marché utiliserait. Ces projections de flux de trésorerie traduisent l'expérience passée, les attentes futures quant à la performance financière et la situation économique actuelle, y compris la COVID-19.

Les hypothèses significatives utilisées pour établir la valeur recouvrable des groupes d'UGT sont les suivantes:

- Un taux de croissance entre 3,0 % et 5,0 % (3,0 % en 2019) a été utilisé pour d'extrapoler les projections des flux de trésorerie pour les quatre années suivant le budget et un taux de croissance de 2,0 % (3,0 % en 2019) sur la valeur terminale.
- Le taux d'actualisation utilisé pour calculer les valeurs recouvrables est fondé sur des données de marché et était de 9,1 % (9,0 % en 2019).

Les flux de trésorerie projeté sont les plus sensibles aux hypothèses concernant l'impact de la COVID-19, la rentabilité future, les exigences en matière des investissements de remplacement des immobilisations et d'investissement en fonds de roulement, et les considérations fiscales. Les valeurs appliquées à ces hypothèses significatives émanent d'une combinaison de facteurs externes et internes, basés sur l'expérience passée ainsi que sur les attentes futures de la Direction en matière de performance commerciale.

Les taux d'actualisation ont été estimés sur la base d'un coût moyen pondéré du capital (« CMPC ») approprié pour chaque groupe d'UGT. Les taux d'actualisation ont été estimés en appliquant le coût moyen pondéré du capital de la Société ajusté pour refléter l'évaluation des risques par le marché et pour lequel les flux de trésorerie n'ont pas été ajustés.

20. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Coût	Droits de location et localisation \$	Relations clients et carnet de commandes \$	Logiciels \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2019	27 399	46 581	3 666	77 646
Ajouts	—	—	122	122
Incidence des écarts de change	(1 313)	(1 430)	(371)	(3 114)
Au 31 décembre 2019	26 086	45 151	3 417	74 654
Ajouts	—	—	385	385
Ajouts liés aux regroupements d'entreprises (note 4)	—	2 051	—	2 051
Sorties	—	(50)	—	(50)
Incidence des écarts de change	(515)	(701)	(31)	(1 247)
Au 31 décembre 2020	25 571	46 451	3 771	75 793

Cumul de l'amortissement	Droits de location et localisation \$	Relations clients et carnet de commandes \$	Logiciels \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2019	7 125	20 858	2 657	30 640
Dotation aux amortissements	1 374	2 270	635	4 279
Incidence des écarts de change	(406)	(208)	(386)	(1 000)
Au 31 décembre 2019	8 093	22 920	2 906	33 919
Dotation aux amortissements	1 395	2 209	370	3 974
Sorties	—	(10)	—	(10)
Incidence des écarts de change	(230)	(248)	(34)	(512)
Au 31 décembre 2020	9 258	24 871	3 242	37 371

Valeur comptable	Droits de location et localisation \$	Relations clients et carnet de commandes \$	Logiciels \$	Total \$
Au 31 décembre 2019	17 993	22 231	511	40 735
Au 31 décembre 2020	16 313	21 580	529	38 422

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Cumul des pertes de valeur		
Solde à la fin de l'exercice	9 738	9 738

21. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Actifs financiers non courants	4 826	6 225
Retenues sur contrat	4 334	2 604
	9 160	8 829

22. DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 ^(a) \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	60 750	60,383
Charges salariales à payer	18 920	20,276
Dus à une participation ne donnant pas le contrôle (note 26)	5 857	—
Provisions (note 25)	636	593
Autres	3 883	4 965
	90 046	86 217

^(a) Les données de 2019 ont été reclassées en conséquence pour les rendre conformes à cette présentation.

23. DETTE

DETTE À LONG TERME

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Facilité de crédit renouvelable, portant intérêt au taux préférentiel de la banque, au taux des acceptations bancaires ou au taux des prêts au TIOL, sans remboursement du capital requis avant octobre 2023. Le taux d'intérêt moyen pondéré était de 1,65 % au 31 décembre 2020 ⁽¹⁾	106 670	115 003
Dettes à long terme non garantie, portant intérêt à 4,82 % et à 4,64 %, sans remboursement du capital avant décembre 2022, remboursable en 20 versements trimestriels consécutifs égaux, échéant en 2027 ⁽²⁾	50 000	50 000
Facilités de crédit à terme, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,75 % à 2,00 %, avec des échéances allant jusqu'à quatre ans à partir de la date de l'avance ^{(3) (4)}	9 701	10 333
Prêt du gouvernement ne portant pas intérêt, échéant en 2023	1 100	1 200
Prêt pour l'achat de matériel, portant intérêt à des taux variant de 0,50 % à 5,36 %	209	1 364
	167 680	177 900
Moins :		
Tranche courante	3 718	9 390
	163 962	168 510

⁽¹⁾ Les détails de la facilité de crédit renouvelable sont les suivants :

- Une facilité de crédit renouvelable non garantie de 300 000 \$ (ou l'équivalent en dollars américains) venant à échéance en octobre 2023.
- La facilité de crédit renouvelable non garantie doit être utilisée pour les besoins de trésorerie à court et à long terme et aux fins d'investissement et du refinancement de dettes existantes. La facilité peut prendre la forme d'avances directes, d'acceptations bancaires, de prêts au TIOL et de lettres de crédit. Au 31 décembre 2020, un montant de 72 000 \$ US (91 670 \$) avait été prélevé sur la facilité de crédit.
- Le taux d'intérêt sur les sommes empruntées en vertu de cette entente est fonction du type de prêt choisi, auquel s'ajoute une marge variant selon le niveau du ratio de levier de la Société.

⁽²⁾ Les détails de la dette à long terme non garantie sont les suivants :

- Un prêt non garanti de 25 000 \$ échéant en septembre 2027 et portant intérêt à un taux de 4,82 %, payable trimestriellement. Le remboursement commence en décembre 2022 et s'effectuera en 20 versements trimestriels consécutifs égaux de 1 250 \$.
- Un prêt non garanti de 25 000 \$ échéant en septembre 2027 et portant intérêt à un taux de 4,64 %, payable trimestriellement. Le remboursement commence en décembre 2022 et s'effectuera en 20 versements trimestriels consécutifs égaux de 1 250 \$.

⁽³⁾ Les détails de la facilité de crédit de FER-PAL sont les suivants :

- Une marge de découvert de 10 000 \$ remboursable à vue, qui doit être utilisée pour les besoins opérationnels. La facilité peut prendre la forme de marges de découvert, d'acceptations bancaires et de lettres de crédit. Les avances sont établies en fonction de la valeur estimée de bonne qualité du crédit des créances clients. Au 31 décembre 2020, aucun montant n'avait été prélevé sur cette facilité de crédit.
- Un emprunt à vue d'un montant de 10 000 \$ payable sur 48 mois en versements de capital égaux, plus les intérêts mensuels, portant intérêt au taux préférentiel plus 0,75 %. Au 31 décembre 2020, l'emprunt s'établissait à 6 250 \$.
- Une facilité de crédit de cartes de crédit d'entreprise de 750 \$.
- Une facilité de gestion du risque d'un montant de 1 000 \$, qui peut prendre la forme de contrats de change à terme.
- La facilité est garantie par un contrat de sûreté général portant sur la totalité de ses actifs présents et futurs.

⁽⁴⁾ Au 26 juin 2020, LGC a porté le montant de son entente de crédit à 6 500 \$ US grâce au refinancement de la marge de découvert et à un solde de prêt de financement d'équipement en le convertissant en un emprunt à terme à vue et en augmentant la capacité de prêt de la facilité de crédit à vue renouvelable.

- Une facilité renouvelable à vue de 4 000 \$ US qui doit être utilisée pour les besoins opérationnels. La facilité peut prendre la forme d'avances à taux préférentiel majoré de 2,00 %.
- Un emprunt à vue d'un montant de 2 000 \$ US payable sur 60 mois en versements de capital égaux, plus les intérêts mensuels, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 2,00 %.
- Une facilité de crédit de cartes de crédit d'entreprise de 500 \$ US.
- La facilité est garantie par un contrat de sûreté général portant sur la totalité de ses actifs présents et futurs.

L'échéancier de la dette à long terme se détaille comme suit :

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Total des versements de capital requis		
Moins de 1 an	3 718	9 390
Entre 1 an et 5 ans	145 316	141 010
Plus de 5 ans	18 646	27 500
	167 680	177 900

INSTRUMENTS DE COUVERTURE

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, la Société avait désigné, en moyenne, un montant de 56 280 \$ US (50 583 \$ en 2019) de la facilité de crédit renouvelable en dollars américains comme instrument de couverture de l'investissement net dans ses établissements étrangers. Aucune inefficacité n'ayant été constatée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, il n'y a donc pas eu d'impact sur les états consolidés du résultat. Par conséquent, un gain de change de 2 306 \$ (3 653 \$ en 2019) a été reclassé dans les autres éléments du résultat global.

24. ACTIFS ET OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La Société dispose de divers régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies qui procurent des prestations de retraite à ses employés.

Les obligations prévues au titre des prestations définies au 31 décembre 2020 ont été extrapolées d'après les obligations prévues au titre des prestations définies fondées sur les plus récentes évaluations actuarielles.

La plus récente évaluation actuarielle des régimes de retraite supplémentaires (« RRS ») des hauts dirigeants de LOGISTEC remonte au 31 décembre 2017.

Les régimes de retraite de la Société peuvent être exposés à divers types de risques. La Société n'a pas identifié de risques inhabituels auxquels ses régimes de retraite sont exposés. Des analyses régulières de l'appariement de l'actif et du passif sont effectuées afin d'aligner la politique d'investissement avec les obligations des régimes. La répartition des placements à revenu fixe est ensuite ajustée selon l'évolution des obligations des régimes. Les placements à revenu fixe sont constitués d'obligations et de contrats de rente. Les contrats de rente sont achetés lorsque des occasions se présentent sur les marchés financiers.

La duration moyenne pondérée des obligations au titre des prestations définies est de 15,9 ans.

Le tableau suivant présente l'information relative aux régimes de retraite à prestations définies, établie par un actuaire indépendant :

	2020 \$	2019 \$
Obligations au titre des prestations définies au début de l'exercice	(39 409)	(33 703)
Coût des services rendus	(1 418)	(1 548)
Charge d'intérêts	(1 280)	(1 345)
Cotisations salariales	(96)	(114)
Perte actuarielle découlant des ajustements liés à l'expérience	(3 076)	(4 464)
Prestations versées	1 134	1 765
Obligations au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	(44 145)	(39 409)
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	21 451	19 371
Produits d'intérêts	696	762
Variation de l'actif des régimes, excluant les montants inclus dans les produits d'intérêts	485	1 906
Frais administratifs	—	(16)
Cotisations patronales ⁽¹⁾	935	1 079
Cotisations salariales	96	114
Prestations versées	(1 134)	(1 765)
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	22 529	21 451
Passif net au titre des prestations définies à la fin de l'exercice ⁽²⁾	(21 616)	(17 958)

⁽¹⁾ Les cotisations patronales incluent les cotisations de 64 \$ (88 \$ en 2019) effectuées par une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de la Société.

⁽²⁾ Les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi dans les états consolidés de la situation financière comprennent 439 \$ (425 \$ en 2019) pour des régimes de retraite à cotisations définies offerts à certains principaux dirigeants pour lesquels aucune cotisation n'a été effectuée.

Le tableau suivant présente le rapprochement des obligations au titre des prestations définies, de la juste valeur de l'actif des régimes, ainsi que du déficit des régimes à l'égard des régimes entièrement et partiellement capitalisés, et non capitalisés :

	Entièrement et partiellement capitalisés		Non capitalisés ⁽¹⁾		Total	
	2020 \$	2019 \$	2020 \$	2019 \$	2020 \$	2019 \$
Obligations au titre des prestations définies	(25 272)	(22 634)	(18 873)	(16 775)	(44 145)	(39 409)
Juste valeur de l'actif des régimes	22 529	21 451	—	—	22 529	21 451
Déficit des régimes	(2 743)	(1 183)	(18 873)	(16 775)	(21 616)	(17 958)

⁽¹⁾ Les régimes non capitalisés sont des RRS à l'intention des hauts dirigeants. Au 31 décembre 2020, le déficit du régime à l'intention des hauts dirigeants du Canada était de 17 760 \$ (15 819 \$ en 2019) et celui du régime à l'intention des hauts dirigeants des États-Unis était de 1 113 \$ (956 \$ en 2019). Les RRS sont des régimes non contributifs et la Société prévoit financer les prestations au moyen des flux de trésorerie futurs qui seront générés par les activités d'exploitation.

L'actif des régimes est constitué des éléments suivants :

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Éléments provenant de données observables sur le marché – juste valeur de niveau 2		
Obligations	8 894	7 950
Actions canadiennes et étrangères	10 271	10 281
Éléments provenant de données non observables sur le marché – juste valeur de niveau 3		
Contrats de rente	3 364	3 220
	22 529	21 451

Le tableau suivant présente le rapprochement de la charge nette pour tous les régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies inscrite dans la charge au titre des avantages du personnel dans les états consolidés des résultats pour les exercices clos les 31 décembre :

	2020 \$	2019 \$
Coût des services rendus	1 418	1 548
Charge d'intérêts nette	584	583
Frais administratifs	—	16
	2 002	2 147
Moins : charge nette prise en charge par une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de la Société	(96)	(87)
Coût des régimes de retraite à prestations définies comptabilisé	1 906	2 060
Charge nette au titre des régimes de retraite à cotisations définies	3 423	3 140
Charge nette pour tous les régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies	5 329	5 200

HYPOTHÈSES ACTUARIELLES IMPORTANTES

Les hypothèses actuarielles importantes retenues par la Société pour évaluer son passif net au titre des prestations définies sont les suivantes :

	2020 %	2019 %
Passifs au titre des prestations définies		
Taux d'actualisation à la fin de l'exercice	2,5	3,3
Taux de croissance attendu de la rémunération	3,8	3,8
Coût des prestations		
Taux d'actualisation	3,3	4,0
Taux de croissance attendu de la rémunération	3,8	3,8

ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Au 31 décembre 2020, toutes choses étant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux d'actualisation aurait eu une incidence positive de 6 197 \$ (5 574 \$ en 2019), tandis qu'une variation hypothétique de -1,0 % aurait eu une incidence négative de 7 918 \$ (6 623 \$ en 2019) sur l'obligation au titre des prestations définies.

Au 31 décembre 2020, toutes choses étant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux de croissance attendu de la rémunération aurait eu une incidence négative de 1 332 \$ (1 294 \$ en 2019), tandis qu'une variation hypothétique de -1,0 % aurait eu une incidence positive de 1 252 \$ (1 224 \$ en 2019) sur l'obligation au titre des prestations définies.

COTISATIONS AUX RÉGIMES DE RETRAITE

Le total des versements en espèces au titre des avantages postérieurs à l'emploi pour 2020, qui se compose de cotisations en espèces de la Société à ses régimes de retraite capitalisés, de paiements en espèces versés directement aux bénéficiaires au titre des autres régimes de retraite non capitalisés, ainsi que de cotisations en espèces à ses régimes de retraite à cotisations définies, s'est élevé à 4 294 \$ (4 131 \$ en 2019).

En 2021, la Société s'attend à ce que ses cotisations aux régimes de retraite à prestations définies s'élèvent à 882 \$.

25. PASSIFS NON COURANTS

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Passif à long terme dû à une participation ne donnant pas le contrôle dans FER-PAL	31 963	29 231
Passif à long terme dû à une participation ne donnant pas le contrôle dans SANEXEN (note 26)	—	6 394
Avance due à une participation ne donnant pas le contrôle	2 447	4 895
Régimes d'intéressement à long terme	—	2 541
Provisions	1 464	1 013
Passif à long terme dû à une participation ne donnant pas le contrôle dans LGC	779	1 079
Autres	1 747	935
	38 400	46 088

RACHAT DE PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

FER-PAL

Par suite du regroupement d'entreprises avec FER-PAL le 6 juillet 2017, la Société a accordé, aux actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle de 49 %, une option de vente exerçable en tout temps après le 6 juillet 2021, qui leur permet de vendre la totalité des actions restantes à LOGISTEC en trois tranches égales sur une période de trois ans, pour une contrepartie en trésorerie établie selon une formule prédéterminée de prix d'achat fondée sur le rendement de FER-PAL. Le 31 décembre 2019, FER-PAL a racheté, pour un prix d'achat total de 786 \$, une participation de 0,03 % détenue par les actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle. Au 31 décembre 2020, par suite de la désactualisation et de la réévaluation de l'option de vente, un passif de 31 963 \$ (29 231 \$ en 2019) était inclus dans les passifs non courants aux états consolidés de la situation financière. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, la Société a comptabilisé une perte sur réévaluation de 2 732 \$ (profit sur réévaluation de 2 766 \$ en 2019) dans les résultats non distribués.

La Société détient également une option d'achat, exerçable par LOGISTEC en tout temps après le 6 juillet 2022, lui permettant d'acheter aux mêmes conditions que celles de l'option de vente les 48 % d'actions restantes des actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle.

LGC

Le 9 août 2019, la Société a racheté, pour un prix d'achat total de 610 \$, une participation de 7,91 % dans LGC détenue par les actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle. La Société a l'obligation de racheter la participation ne donnant pas le contrôle de 22 % dans LGC le 31 décembre 2021 au plus tard, ou plus tôt si certains événements se produisaient. Le prix d'achat est le plus élevé des montants suivants : i) la valeur comptable de la participation ne donnant pas le contrôle de 22 % ou ii) un multiple d'une mesure convenue de la performance financière, moins la dette de LGC. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, la Société a comptabilisé un profit sur réévaluation de 300 \$ (608 \$ en 2019) au poste autres pertes des états consolidés des résultats. Au 31 décembre 2020, un passif de 779 \$ était inclus dans les passifs non courants aux états consolidés de la situation financière.

Compte tenu de la nature non participative des participations ne donnant pas le contrôle sur les résultats de FER-PAL et de LGC, aucun profit n'a été attribué aux participations ne donnant pas le contrôle.

PROVISIONS

	Demandes d'indemnisation et litiges \$	Paiements fondés sur des actions \$	Quote-part des pertes de certaines coentreprises \$	Autres \$	Total \$
Au 31 décembre 2019	438	483	251	434	1,606
Provisions additionnelles	1 179	519	—	13	1,711
Règlement des provisions	(481)	—	—	(9)	(490)
Reprise des provisions	(594)	—	(71)	(62)	(727)
Au 31 décembre 2020	542	1,002	180	376	2,100
Moins : provisions courantes	542	—	—	94	636
Provisions non courantes	—	1,002	180	282	1,464

Les autres provisions incluent les provisions pour garantie et les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations découlent essentiellement de l'obligation de retirer des actifs et de restaurer les sites en vertu des contrats de location qui viennent à échéance jusqu'en 2025.

REMBOURSEMENTS

Un montant de 509 \$ (1 633 \$ en 2019) est comptabilisé à titre d'actif dans les créances clients et autres débiteurs pour le remboursement à recevoir de la compagnie d'assurances relativement aux demandes d'indemnisation.

26. CAPITAL SOCIAL

Autorisé, en nombre illimité :

- actions privilégiées de premier rang, sans droit de vote, pouvant être émises en séries;
- actions privilégiées de second rang, sans droit de vote, pouvant être émises en séries;
- actions ordinaires de catégorie A, sans valeur nominale, comportant 30 votes par action, convertibles en actions subalternes à droit de vote de catégorie B au gré du porteur;
- actions subalternes à droit de vote de catégorie B, sans valeur nominale, comportant un vote par action, donnant droit à leurs porteurs de recevoir un dividende équivalant à 110 % de tout dividende déclaré par action ordinaire de catégorie A.

Émises et en circulation ⁽¹⁾	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
7 377 022 actions de catégorie A (7 383 622 en 2019)	4 875	4 879
5 535 869 actions de catégorie B (5 396 901 en 2019)	40 700	35 343
	45 575	40 222

⁽¹⁾ Toutes les actions émises et en circulation sont entièrement payées.

RACHAT DE LA PARTICIPATION NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE DE SANEXEN

À la suite de l'entente conclue en 2016 avec les actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle dans SANEXEN aux fins de l'acquisition par LOGISTEC de la participation résiduelle dans SANEXEN, LOGISTEC a émis, le 24 mars 2020, 148 568 actions de catégorie B à 33,02 \$ par action. Au 31 décembre 2020, il restait 148 567 actions de catégorie B à émettre et le montant connexe comptabilisé dans les états financiers de la Société à titre de capital social devant être émis s'élevait à 4 906 \$.

De plus, au cours du quatrième trimestre de 2020, LOGISTEC a exercé son option d'achat pour acquérir auprès des actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle leurs actions privilégiées de catégorie G ne comportant aucun droit de vote ou aux dividendes pour une contrepartie en trésorerie de 7 634 \$, dont une tranche de 1 777 \$ a été versée le 17 décembre 2020 et la tranche résiduelle de 5 857 \$, le 14 janvier 2021.

Les tableaux suivants présentent le rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture pour l'exercice 2020 :

	Au 31 décembre 2019 \$	Charge au titre des avantages du personnel \$	Charges financières \$	Reclassement \$	Règlement \$	Au 31 décembre 2020 \$
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	—	—	—	7 634	(1 777)	5 857
Passifs non courants	6 394	503	737	(7 634)	—	—
Capital social devant être émis	9 811	—	—	—	(4 905)	4 906

RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS À L'INTENTION DE LA HAUTE DIRECTION

La Société a établi un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de la haute direction en vertu duquel 60 658 options visant à souscrire des actions de catégorie B de la Société ont été attribuées à certains membres de la haute direction. Le prix d'exercice des options est de 24,86 \$ et correspond à la moyenne des cours quotidiens plafond et plancher sur une période de cinq jours, consécutifs ou non, précédant la date d'attribution. Les droits sur les options attribuées sont acquis sur une période de quatre ans à raison de 25 % par année, à compter de la date d'attribution. La juste valeur des options a été estimée à 5,77 \$ à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation des options Black-Scholes et prend en compte les modalités au titre desquelles les options ont été attribuées. La durée contractuelle de chaque option attribuée est de dix ans. Il n'y a aucune possibilité de règlement en trésorerie. La Société comptabilise les options attribuées en vertu du Régime d'options d'achat d'actions à l'intention de la haute direction comme celles d'un régime réglé en instruments de capitaux propres. Pour l'exercice 2020, la charge enregistrée à l'états consolidés des résultats s'est élevée à 136 \$.

RÉGIME D'ACHAT D'ACTIONS POUR LES EMPLOYÉS (« RAAE »)

En vertu du RAAE, 600 000 actions de catégorie B étaient réservées aux fins d'émission. Au 1^{er} janvier 2020, un solde de 193 700 actions de catégorie B n'avait pas encore été attribué en vertu de ce RAAE. Les employés admissibles désignés par le conseil d'administration doivent compter au moins deux ans de service. La participation est volontaire. Le prix de souscription

est fixé par la moyenne des cours plafond et plancher d'un lot régulier d'actions de catégorie B négociées à la TSX sur une période de cinq jours, consécutifs ou non, précédant le dernier jeudi du mois de mai de l'année où les actions sont émises (ou le dernier jeudi de tout mois donné déterminé par le conseil d'administration, qui correspond au mois précédant la date d'émission), moins un escompte maximal de 10 %. Un prêt ne portant pas intérêt est offert par la Société aux fins d'acquisition de ces actions. Les prêts sont remboursés sur une période de deux ans par voie de retenues à la source. Au 31 décembre 2020, à la suite de l'émission de 24 300 actions de catégorie B (14 800 en 2019) en vertu de ce RAAE, un solde de 169 400 actions de catégorie B n'avait pas encore été attribué en vertu de ce RAAE. Ces 24 300 actions de catégorie B (14 800 en 2019) ont été émises pour une contrepartie en trésorerie de 190 \$ (258 \$ en 2019) et pour des prêts ne portant pas intérêt d'un montant de 505 \$ (298 \$ en 2019), remboursables sur deux ans et dont la valeur comptable était de 443 \$ au 31 décembre 2020 (328 \$ en 2019).

PROGRAMME D'OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT D' ACTIONS DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS (« RACNA »)

Dans le cadre du RACNA en cours, qui a commencé le 28 octobre 2020 et qui se terminera le 27 octobre 2021, LOGISTEC a l'intention de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 368 881 actions de catégorie A et 277 113 actions de catégorie B, représentant 5 % des actions émises et en circulation de chaque catégorie au 16 octobre 2020.

Tout actionnaire peut obtenir sans frais une copie de l'avis d'intention relatif au RACNA déposé auprès de la TSX en s'adressant à la Société.

En vertu des divers RACNA, les rachats ont été effectués par l'intermédiaire de la TSX ou de systèmes de négociation parallèles canadiens. Les tableaux suivants présentent le nombre d'actions rachetées par RACNA et par année :

Rachats d'actions par offre	Actions de catégorie A	Actions de catégorie B	Prix moyen - Actions de catégorie A \$	Prix moyen Actions de catégorie B \$
RACNA 2018 (du 26 octobre 2018 au 25 octobre 2019)				
Rachat en 2018	3 000	19 700	48,34	49,15
Rachat en 2019	6 800	32 800	42,71	41,16
Total RACNA 2018	9 800	52 500	44,43	44,16
RACNA 2019 (du 28 octobre 2019 au 27 octobre 2020)				
Rachat en 2019	2 300	7 000	41,78	40,52
Rachat en 2020	5 300	28 100	30,73	31,98
Total RACNA 2019	7 600	35 100	34,08	33,69
RACNA 2020 (du 28 octobre 2020 au 27 octobre 2021)				
Rachat en 2020	600	6 500	38,41	35,59
Total RACNA 2020	600	6 500	38,41	35,59

Rachats d'actions par année	Actions de catégorie A	Actions de catégorie B
2019		
RACNA 2018	6 800	32 800
RACNA 2019	2 300	7 000
Total 2019	9 100	39 800
2020		
RACNA 2019	5 300	28 100
RACNA 2020	600	6 500
Total 2020	5 900	34 600

Le nombre d'actions a varié comme suit :

	Nombre d'actions de catégorie A	Nombre d'actions de catégorie B	Actions de catégorie A \$	Actions de catégorie B \$
Au 1^{er} janvier 2019	7 392 722	5 273 334	4 885	30 131
Rachetées dans le cadre des RACNA	(9 100)	(39 800)	(6)	(250)
RAAE	—	14 800	—	556
Exercice d'options en vertu de la transaction liée à SANEXEN	—	148 567	—	4 906
Au 31 décembre 2019	7 383 622	5 396 901	4 879	35 343
Rachetées dans le cadre des RACNA	(5 900)	(34 600)	(4)	(243)
Conversion	(700)	700	—	—
RAAE	—	24 300	—	695
Exercice d'options en vertu de la transaction liée à SANEXEN	—	148 568	—	4 905
Au 31 décembre 2020	7 377 022	5 535 869	4 875	40 700

DIVIDENDES

Les dividendes déclarés par action se détaillent comme suit :

	2020 \$	2019 \$
Actions de catégorie A	0,37	0,37
Actions de catégorie B	0,41	0,41

Les dividendes versés par action se détaillent comme suit :

	2020 \$	2019 \$
Actions de catégorie A	0,37	0,37
Actions de catégorie B	0,41	0,40

Le 16 mars 2021, le conseil d'administration a déclaré des dividendes de 0,0935 \$ par action de catégorie A et de 0,10285 \$ par action de catégorie B, lesquels seront payés le 15 avril 2021 à tous les actionnaires inscrits le 1^{er} avril 2021. Le dividende estimatif à verser est de 690 \$ pour les actions de catégorie A et de 569 \$ pour les actions de catégorie B.

27. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, APRÈS IMPÔT

	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Pertes (profits) sur instruments financiers désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(106)	8
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger	7 521	10 414
Profits (pertes) latent(e)s découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger	528	(725)
	7 943	9 697

28. TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

ÉLÉMENTS SANS EFFET SUR LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	2020 \$	2019 \$
Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies	1 937	2 099
Dotation aux amortissements	45 390	42 122
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(9 529)	(8 729)
Charges financières	12 453	12 854
Produits financiers	(635)	(501)
Impôt exigible	9 991	9 075
Impôt différé	671	(376)
Actifs non courants	525	(2 650)
Passifs sur contrat	(400)	(400)
Passifs non courants	(2 517)	3 749
Autres	2 631	(1 331)
	60 517	55 912

VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE DU FONDS DE ROULEMENT

	2020 \$	2019 \$
Diminution (augmentation) de ce qui suit :		
Créances clients et autres débiteurs	22 692	8 034
Impôt sur le résultat	(2 532)	(808)
Charges payées d'avance et autres	(3 874)	(231)
Stocks	(386)	(1 861)
Augmentation (diminution) de ce qui suit :		
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(4 345)	(7 313)
Passifs sur contrat	3 511	130
	15 066	(2 049)

OPÉRATIONS SANS EFFET SUR LA TRÉSORERIE

En 2020, la Société a fait l'acquisition d'immobilisations corporelles dont un montant de 1 174 \$ (400 \$ en 2019) était impayé à la fin de l'exercice.

RAPPROCHEMENT DES PASSIFS DÉCOULANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les tableaux suivants présentent le rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture liés aux activités de financement, y compris les changements dans la trésorerie et dans les éléments hors trésorerie:

	Ouverture	Changements dans la trésorerie			Changements dans les éléments hors trésorerie	Changements dans les éléments hors trésorerie	Clôture
2020							
	31 décembre 2019	Rembour- sements	Emprunts	Dettes liées aux acquisitions/ ajustements	Emprunts	Change	31 décembre 2020
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Facilité de crédit renouvelable	115 003	(80 064)	74 381	—	—	(2 650)	106 670
Dettes liées à des prêts non garantis	50 000	—	—	—	—	—	50 000
Facilité de crédit à terme	10 333	(2 698)	2 137	—	—	(71)	9 701
Prêt du gouvernement	1 200	(100)	—	—	—	—	1 100
Prêt lié à l'équipement	1 364	(1 100)	—	(44)	—	(11)	209
Obligations locatives	91 315	(14 049)	—	—	60 927	(3 025)	135 168
Total	269 215	(98 011)	76 518	(44)	60 927	(5 757)	302 848

		Changements dans la trésorerie			Changements dans les éléments hors trésorerie	Changements dans les éléments hors trésorerie	
2019	Ouverture						Clôture
	31 décembre 2018	Rembour- sements	Emprunts	Dette liée aux acquisitions/ ajustements	Emprunts	Change	31 décembre 2019
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Facilité de crédit renouvelable	104 527	(58 660)	72 917	—	—	(3 781)	115 003
Dette liée à des prêts non garantis	50 000	—	—	—	—	—	50 000
Facilité de crédit à terme	574	(2 449)	11 634	614	—	(40)	10 333
Prêt du gouvernement	1 600	(400)	—	—	—	—	1 200
Prêt lié à l'équipement	3 932	(1 920)	98	(688)	—	(58)	1 364
Obligations locatives	—	(9 726)	—	—	103 800	(2 759)	91 315
Autres	2 664	(2 601)	—	(13)	—	(50)	—
Total	163 297	(75 756)	84 649	(87)	103 800	(6 688)	269 215

29. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les soldes et les transactions entre la Société et ses filiales qui sont des parties liées à la Société ont été éliminés à la consolidation et ne sont pas présentés dans cette note. L'information relative aux transactions entre la Société et les autres parties liées est présentée ci-après.

TRANSACTIONS COMMERCIALES

Les tableaux qui suivent résument les transactions entre parties liées de la Société avec ses coentreprises au cours des exercices :

	2020 \$	2019 \$
Vente de services	5 028	7 174
Achat de services	921	767
	Au 31 décembre 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Montants dus à des coentreprises	640	1 736
Montants dus par des coentreprises	2 045	2 929

Les montants non réglés ne sont pas garantis et seront réglés en espèces. Aucune garantie n'a été donnée ou obtenue.

TRANSACTIONS EFFECTUÉES AVEC LES ACTIONNAIRES

Les transactions effectuées avec Investissements Sumanic inc., actionnaire le plus important de la Société, ont été les suivantes :

	2020 \$	2019 \$
Dividendes payés à Investissements Sumanic inc.	2 173	2 125

RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Le tableau suivant présente la rémunération des administrateurs et des autres principaux dirigeants⁽¹⁾ au cours des exercices clos :

	2020 \$	2019 \$
Avantages à court terme	5 789	4 684
Avantages postérieurs à l'emploi	248	209
Autres avantages à long terme	(879)	(250)
	5 158	4 643

⁽¹⁾ La rémunération des principaux dirigeants inclut la rémunération du président d'une des coentreprises de la Société.

30. INFORMATION SECTORIELLE

La Société et ses filiales sont structurées et exercent principalement leurs activités dans deux secteurs à présenter, soit les services maritimes et les services environnementaux. Les méthodes comptables appliquées dans chacun des secteurs sont identiques à celles utilisées aux fins des états financiers consolidés.

La Société présente de l'information sur ses secteurs à présenter, fondée sur les mesures utilisées par la direction pour l'évaluation du rendement de ces secteurs à présenter. Pour évaluer la performance opérationnelle de ses secteurs, la Société se fonde sur le résultat avant impôt constaté pour chaque secteur.

Les tableaux suivants présentent les informations financières par secteurs d'exploitation et par secteurs géographiques :

SECTEURS D'EXPLOITATION

PRODUITS, RÉSULTATS ET AUTRES INFORMATIONS

2020	Services maritimes \$	Services environnementaux \$	Total \$
Produits	344 622	260 079	604 701
Dotation aux amortissements	33 094	12 296	45 390
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	9 239	290	9 529
Charges financières	8 980	3 473	12 453
Produits financiers	100	535	635
Résultat avant impôt	27 233	16 217	43 450
Acquisition d'immobilisations corporelles, y compris les regroupements d'entreprises	23 775	7 970	31 745
2019	Services maritimes \$	Services environnementaux \$	Total \$
Produits	385 305	254 637	639 942
Dotation aux amortissements	29 803	12 319	42 122
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	7 463	1 266	8 729
Charges financières	9 581	3 273	12 854
Produits financiers	277	224	501
Résultat avant impôt	25 338	9 798	35 136
Acquisition d'immobilisations corporelles	26 114	8 443	34 557

ACTIFS ET PASSIFS

2020	Services maritimes \$	Services environnementaux \$	Total \$
Total de l'actif	523 762	273 619	797 381
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	42 913	2 148	45 061
Total du passif	372 275	123 535	495 810
2019			
Total de l'actif	463 823	270 915	734 738
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	40 419	1 930	42 349
Total du passif	323 674	130 050	453 724

SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

Les produits de la Société provenant des clients externes par pays d'origine et les informations sur ses actifs non courants selon leur emplacement sont détaillés ci-dessous :

Produits	Canada \$	É.-U. \$	Total \$
2020	338 396	266 305	604 701
2019	329 031	310 911	639 942
Actif non courant ⁽¹⁾			
Au 31 décembre 2020	281 283	272 405	553 688
Au 31 décembre 2019	259 185	240 818	500 003

⁽¹⁾ L'actif non courant exclut les actifs financiers non courants et les actifs d'impôt différé.

31. PASSIFS ÉVENTUELS ET GARANTIES

Au 31 décembre 2020, la Société avait des lettres de crédit en cours d'un montant de 4 108 \$ (3 695 \$ en 2019) se rapportant à des garanties financières fournies dans le cours normal des activités. La plupart de ces lettres de crédit viennent à échéance au cours des 12 prochains mois.

La Société, solidairement avec l'un de ses partenaires, garantit l'obligation au titre d'un contrat de location de l'une de ses coentreprises. La garantie est limitée à un montant cumulatif de 2 222 \$ (2 199 \$ en 2019).

Au 31 décembre 2020, la Société avait des passifs éventuels totalisant 2 025 \$ (1 941 \$ en 2019) pour des obligations éventuelles de retirer des actifs et de restaurer les sites en vertu des contrats de location.

La Société indemnise ses administrateurs et dirigeants de tout préjudice subi en raison de l'exécution de leurs fonctions pour la Société, dans la mesure permise par la loi. La Société a souscrit à une police d'assurance responsabilité des administrateurs et dirigeants et la maintient en vigueur.

Aucun montant n'a été inscrit dans les états financiers consolidés relativement aux passifs éventuels et garanties susmentionnés.

CONSEIL D'ADMINISTRATION



Madeleine Paquin C.M.⁽¹⁾

Présidente et chef de la direction



James C. Cherry, FCPA, FCA⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾

Administrateur de sociétés



Michael Dodson⁽²⁾⁽³⁾

Administrateur de sociétés



Serge Dubreuil, ing.⁽²⁾

Administrateur de sociétés



Curtis J. Foltz⁽²⁾⁽³⁾

Consultant
Administrateur de sociétés



Nicole Paquin

Vice-présidente, fusions et acquisitions



George Gugelmann⁽³⁾

Investisseur privé



J. Mark Rodger⁽¹⁾⁽³⁾

Associé principal,
Borden Ladner
Gervais
S.E.N.C.R.L./S.R.L.



Dany St-Pierre⁽³⁾

Présidente,
Cleantech
Expansion LLC



Suzanne Paquin⁽¹⁾

Présidente,
Transport Nanuk
inc.



Luc Villeneuve, FCPA, FCA⁽¹⁾⁽²⁾

Administrateur de sociétés

⁽¹⁾ Membre du comité exécutif

⁽²⁾ Membre du comité de vérification

⁽³⁾ Membre du comité de régie d'entreprise et de ressources humaines

DIRIGEANTS DE LA SOCIÉTÉ



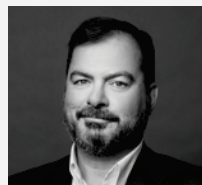
James C. Cherry,
FCPA, FCA

Président du conseil



**Madeleine
Paquin C.M.**

Présidente et chef
de la direction



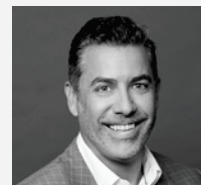
**Jean-Claude
Dugas, CPA, CA**

Chef de la direction
financière



**Stéphane
Blanchette, CRAH**

Vice-président,
ressources
humaines



Carl Delisle,
CPA, CA

Vice-président et
contrôleur
corporatif



Nicole Paquin

Vice-présidente,
fusions et
acquisitions



Suzanne Paquin

Vice-présidente



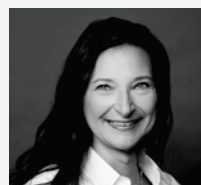
Martin Ponce

Vice-président,
systèmes
d'information



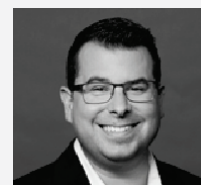
**Marie-Chantal
Savoy**

Vice-présidente,
stratégie et
communications



Ingrid Stefancic,
ll.b., fcis, Acc. Dir

Vice-présidente,
services
corporatifs et
juridiques –
secrétaire
corporate



Mathieu Brunet,
CPA, CGA

Trésorier



**Rodney
Corrigan**

Président,
LOGISTEC
Arrimage inc.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS

ASSEMBLÉE ANNUELLE

L'assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le 4 mai 2021.

Pour plus de précisions, se reporter à la section Investisseurs du site Internet de LOGISTEC (www.logistec.com).

AGENT DE TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

Société de fiducie Computershare du Canada

1500, boul. Robert-Bourassa, 7^e étage
Montréal (Québec) H3A 3S8
Tél. : (514) 982-7270
ou 1-800-564-6253
Télec. : (416) 263-9394
ou 1-888-453-0330
caregistryinfo@computershare.com

AUDITEUR INDÉPENDANT

KPMG S.E.N.C.R.L./S.R.L.

Tour KPMG
600, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1500
Montréal (Québec) H3A 0A3
Tel. : (514) 840-2100
www.kpmg.com

BOURSES

Les actions ordinaires de LOGISTEC sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Symboles boursiers :

LGT.A pour les actions ordinaires de catégorie A

LGT.B pour les actions subalternes à droit de vote de catégorie B

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Jean-Claude Dugas
Chef de la direction financière
600, rue de la Gauchetière Ouest, 14^e étage
Montréal (Québec) H3B 4L2
Tél. : (514) 844-9381
ir@logistec.com

SIÈGE SOCIAL

600, rue de la Gauchetière Ouest, 14^e étage
Montréal (Québec) H3B 4L2
Tél. : (514) 844-9381
Sans frais : 1-888-844-9381



LOGISTEC

WWW.LOGISTEC.COM